

LE MONDE RADIO-TÉLÉVISION : 32 pages de programmes et de commentaires

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13789 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 28-LUNDI 29 MAI 1989

Disparate francophonie

Achevé le vendredi 26 mai dans un climat de soulagement général, le sommet francophone de Dakar s'est ouvert sous de mauvais augures, en raison de la tension entre le Sénégal, pays hôte, et son voisin mauritanien, après les violences qui furent massacrées des centaines de personnes appartenant, en principe, à la grande famille de la francophonie. Ce conflit a beaucoup occupé les esprits, au point de reléguer parfois au second plan l'objet même de ces assises, mais les propos tenus par le président Diouf à l'issue de la rencontre donnent à penser que le pire n'est pas sûr.

Le principal événement, au cours de cette conférence, n'a pas de lien direct avec l'usage et la défense du français. Il s'agit de l'annulation par la France de la dette publique de trente-cinq pays parmi les plus pauvres d'Afrique. M. Mitterrand a donné encore plus d'impact à cette décision en évoquant, vendredi, un projet visant à « créer, avec les autres grands pays industrialisés, une caisse multilatérale de garantie » pour les prêts consentis aux nations du Sud, francophones ou non. Reste à trouver les moyens d'alimenter cette caisse, dont la France parlait en juillet à Paris avec ses partenaires du monde développé.

Au regard de telles initiatives, les mesures techniques décidées à Dakar pour l'essor de la francophonie paraissent secondaires. A l'évidence, les soucis majeurs des quarante-quatre délégations n'étaient pas identiques. Les uns pensaient en termes de culture ; les autres en termes de développement, voire de survie. Dotée d'institutions communes, la francophonie est un ensemble disparate composé, en gros, d'Européens et de Canadiens appartenant au monde des riches, d'un Maghreb qui amorces son décollage économique et d'une Afrique noire qui risque de se marginaliser, en raison de sa misère constante.

A ces différences de niveau de vie correspondent évidemment des mœurs politiques opposées. Puisque c'était son tour de pointer, le Zaïre a été choisi pour héberger le prochain sommet. D'ici à 1991, il devra faire de gros progrès en matière de droits de l'homme, un thème qui a été abordé le représentant du Canada après un vigoureux rapport à l'ordre lancé aux parlementaires par Amnesty International. Autre cliché : certains régimes négro-africains ont tendance à mettre à l'écart cinq Etats de la Ligue arabe (Liban, Egypte, Tunisie, Maroc et Mauritanie), qui forment pourtant - avec l'Algérie absente de ces assises - un ensemble sans lequel la francophonie serait bancal.

Malgré ces handicaps, l'institutionnalisation de la francophonie, notamment au moyen de ces sommets, constitue une utile initiative contre l'hégémonie anglophone. L'avenir du français ne se joue pas seulement dans des colloques et des comités, mais dans le monde audiovisuel. A l'époque des satellites, il faut, par exemple, apporter une réponse satisfaisante à la Tunisie, qui demande depuis des années la réception en direct d'une grande chaîne de télévision française. Il faut aussi, par l'envoi massif de livres et une aide financière considérable, remédier à une dramatique crise de l'enseignement en Afrique noire.

(Lire nos informations page 4.)

M 0146 - 0529 0 - 6.00 F



379014606000 05290

Les débats sur le désarmement

La tension germano-américaine domine le sommet de l'OTAN

Alors que s'ouvre lundi 29 mai le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN à Bruxelles, aucun compromis n'avait été trouvé en fin de semaine sur la question des armes nucléaires tactiques (SNF) qui oppose en particulier les dirigeants ouest-allemands aux Américains.

Selon le « Washington Times », le président George Bush pourrait annoncer à Bruxelles une décision unilatérale de retrait de 10 % des troupes américaines stationnées en Europe. La Maison Blanche n'a ni démenti ni confirmé.

Le président américain, arrivé à Rome dans la soirée du 26 mai, devait se rendre à Bruxelles dimanche soir. Il est attendu mardi 30 mai au soir à Bonn où il séjournera vingt-quatre heures, puis se rendra à Londres avant de regagner les Etats-Unis vendredi.

Une stratégie de l'émancipation

C'est la crise. Une vraie crise entre Occidentaux et pas seulement la résultante de l'effet Gorbatchev. Compromis de dernière minute ou pas, l'alliance atlantique vient de vivre un conflit interne sans précédent dans ses quarante années d'histoire. M. Thatcher, qui, il y a quelques mois, entendait fêter cet anniversaire comme le triomphe de l'Occident, ne pipe mot - sur ce sujet du moins - depuis plusieurs semaines ; c'est un signe qui ne trompe pas. M. Mitterrand s'est montré la semaine dernière,

sur le chapitre de l'amitié franco-allemande qu'il a coutume de célébrer chaleureusement, d'une froideur qui, elle aussi, en dit long. Les contacts personnels et épistolaires nourris des deux dernières semaines entre Bonn et la Maison Blanche n'ont fait qu'accroître une tension que dissimule mal la patience et sereine discrétion observée par l'administration américaine. M. Bush, au moment de faire à l'Europe sa première visite présidentielle, est bel et bien aux prises avec une

rébellion : les Allemands font des leçons.

Cela s'est déjà vu, dira-t-on, en songeant au long psychodrame transatlantique auquel avait donné lieu, au début des années 80, l'installation des euro-missiles. La différence, c'est qu'aujourd'hui montent au créneau MM. Genscher et Kohl, ceux-là mêmes qui hier, refusant de céder aux sirènes pacifistes, avaient pris fermement le parti de l'OTAN.

CLAIRE TRÉAN.

(Lire la suite page 4.)

Reprise en main par M. Deng Xiaoping

La Chine sous l'œil de la vieille garde

La vieille garde du régime chinois a fait sa réapparition publique vendredi 26 mai pour soutenir le ligne dure de M. Deng Xiaoping et Li Peng. En dénonçant « les manœuvres et les intrigues d'une toute petite minorité », l'un des vétérans les plus connus, M. Chen Yun, s'en est pris, sans le nommer, au secrétaire général du PCC, M. Zhao Ziyang.

PEKIN
de notre correspondant

Huit jours après avoir décrété une loi martiale encore inappliquée, mais qui lui a permis de prendre le pouvoir en éliminant son rival M. Zhao Ziyang, le premier ministre M. Li Peng a reçu

l'appui de la plupart des représentants de la vieille garde du régime.

Mais la lenteur avec laquelle se met en place la refonte du pouvoir indique qu'il rencontre encore une vive opposition de la part de certains de ses pairs, peut-être autant sur les méthodes que sur le fond de sa décision de faire cesser la contestation ouverte du régime. La « transparence » que M. Zhao prônait commence à s'estomper, et l'on en est à nouveau réduit, pour tenter de comprendre ce qui se passe au sommet, à décrypter les paragraphes sibyllins d'un « Quotidien du peuple » dont la une du samedi 27 mai ne laisse plus aucun doute sur le contrôle que M. Li Peng y exerce.

Et l'on attendait toujours, samedi, l'apparition en ville des premiers uniformes veris, théori-

quement venus « nettoyer » la place Tiananmen des étudiants - de moins en moins nombreux, et venus de province pour la plupart - qui s'y trouvent encore, côtoyés par une variété de jeunes marginaux, du loupard au chômeur.

L'approbation de la génération de la Longue Marche est venue sous la forme d'une réunion, vendredi 26, de la commission des conseillers du comité central, que préside M. Chen Yun, seule figure historique ayant une influence comparable à celle de M. Deng Xiaoping sur l'appareil. La commission a exprimé « son ferme soutien à la décision correcte et aux mesures énergiques adoptées par le comité central et le conseil d'Etat [gouvernement] de mettre fin au désordre et de stabiliser la situation ».

FRANCIS DERON.

(Lire la suite page 5.)

La réunion de la Ligue arabe

La présence syrienne au Liban légitimée
La résolution 242 des Nations unies acceptée
PAGE 3

Elections à Madagascar

Des législatives dans la fièvre
PAGE 3

Le vote des écologistes

Un article de Jérôme Jaffré
PAGE 6

L'affaire Touvier



(Lire nos informations page 8)

et l'article de Jean-Pierre Rioux :

« Eglise de collaboration, Eglise de résistance »

Plan d'épargne-retraite

La commission Pierret propose d'améliorer le fonctionnement du PER
PAGE 14

Le Danemark et l'Europe

Le gouvernement annonce une importante réforme fiscale
PAGE 15

Voyages en littérature

Les questions de notre concours en page 6

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, invité dimanche, à partir de 18 h 15

Le sommaire complet se trouve page 18

Au Metropolitan de New-York

Goya et l'esprit des Lumières

Goya, l'art, la philosophie, la politique et la société : à New-York, le Metropolitan montre comment Goya se noue aux mouvements de son temps. Sur fond d'histoire des Lumières et du libéralisme en Europe.

Le plus isolé des peintres, Goya y Lucientes (« Lucientes » : comme une prémonition...), entre en perspective avec les idées de son temps. C'est le but de l'exposition du Metropolitan Museum, à New-York. La période des Lumières espagnoles, assez méconnue, ou simplement ignorée, y prend un sens plus complet. L'histoire du « libéralisme » européen y gagne. Et Goya y apparaît enfin sous le jour inconnu qu'on savait. Goya, « espagnol jusqu'au bout », dira Georges Bataille, « agrandissant l'instant jusqu'à la mort », le seul à avoir affronté l'« impossible » (l'horreur, la détresse, le rire).

« Caprices », « Rêves », portraits et allégories scandent un parcours très raisonné. A côté d'œuvres accessibles, au Prado notamment, « Goya and the Spirit of Enlightenment » rassemble dessins et toiles dispersés, comme la Porteuse d'eau (Budapest), l'Attaque de la diligence et le Mât de cocagne (empruntés à des collections privées), les portraits de Washington (Bartolomé Sureda) ou de l'Académie royale des beaux-arts à Madrid (Don Manuel Godoy) et l'Allégorie sur l'adoption de la Constitution de 1812 (Stockholm).

Le quatrième tableau de l'exposition campe une figure centrale des Lumières espagnoles : le comte de Floridablanca. Natif de Murcie (1728), Don José Moreno y Redondo, Comte de Floridablanca, est une figure de proue de la vie politique aux temps de Carlos III et de son successeur Carlos IV. Affublé d'un sourire étrange, le roi domine la scène.

Son portrait est au mur. Au premier plan, une horloge ancienne marque les heures et les honneurs (Foras y honras). Traditions, ordre et nouveauté : « La montre est le hiéroglyphe des princes et des ministres », avait observé Banos de Velasco. (Aujourd'hui, la montre a des airs éclatants.) Sur la table, des cartes géographiques et, par terre, un plan. A même le sol encore, un énorme classique de l'histoire de la peinture : le Palomino. Un traité de pratique de l'art.

Dans le cadre se tiennent également deux autres personnages. Un ingénieur (ou un architecte), dans le fond, compas en main, et le peintre. Le peintre en présentation assez dédoublée. De trois quarts. Il offre au regard vague du ministre le tableau en cours d'exécution. Tout, du moins, permet de le penser.

FRANCIS MARMADE.

(Lire la suite page 10.)

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

MAI 1989

SPECIAL REVISION DU BAC
LE DERNIER ETAT DU MONDE

- L'économie mondiale et les échanges internationaux
- Les puissances au programme : ETATS-UNIS, URSS, CHINE, JAPON
- Avec les chiffres les plus récents pour actualiser vos connaissances

10 ANS DE THATCHERISME

- Méthodes et principes d'une ultra-libérale
- Les forces et faiblesses du système
- Les changements culturels et sociaux

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,95 \$; Antilles/Pérou, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 175 pes. ; Grèce, 80 p. ; Italie, 180 dr. ; Irlande, 80 p. ; Israël, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,60 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 14 sk. ; Suisse, 1,90 f. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$

Dates

Il y a cinquante ans

Le « Journal » de Gide

LES dernières années d'avant la première guerre mondiale inaugurèrent une des périodes les plus fastes de notre histoire littéraire.

1913: Du côté de chez Swann, de Proust, Jean Barois, de Roger Martin du Gard, la Colline inspirée, de Barrès; en 1914: les Souvenirs de la cour d'Assises et les Caves du Vatican, de Gide; et aussi Barnabooth, de Larbaud, et le Grand Meaulnes, d'Alain-Fournier. Cette extraordinaire effervescence s'accomplit dans les deux décennies qui suivront, avec le surréalisme: Breton, Aragon, Eluard; avec Bernanos, Giraudoux, Malraux, Mauriac, Montherlant et l'apparition au grand jour de Claudel et de Valéry, dont l'œuvre n'était jusqu'alors connue que de rares initiés.

Cette période s'achèvera à l'orée de la seconde guerre avec la publication des derniers volumes des *Thibault* de Roger Martin du Gard, et surtout du *Journal* (1889-1939) d'André Gide, achevé d'imprimer le 20 mai 1939. Tous ceux que cela intéressait savaient que Gide tenait un journal, qui serait un jour intégralement publié: des extraits en étaient parus dans chacun des quinze tomes des œuvres complètes (1); mais, surtout, deux volumes correspondant, le premier aux années 1929-1932, le second aux années 1932 et 1935, parus respectivement en juin 1934 et en juin 1936, avaient fait grand bruit, pour une raison qui nous semble aujourd'hui quelque peu archaïque: Gide y annonçait son adhésion au communisme avec une ferveur de néophyte.

Il bataillait contre quelques chrétiens qui ne semblaient pas comprendre que son communisme s'inscrivait dans la ligne de l'imprégnation évangélique et que l'Eglise seule — l'Eglise catholique naturellement — avait dénaturé le message révolutionnaire du Christ. Objet de scandale aux yeux des bien-pensants, cette adhésion fit long feu: en novembre 1936, soit moins de quatre mois après les *Nouvelles pages de journal*, Gide publia *Retour de l'URSS* qui, rompant avec sa fascination, apportait une nouvelle preuve de sa clairvoyance et de son courage. Vilipendé par les communistes et leurs compagnons de route, il argumenta: ce furent ses *Retouches à mon Retour de l'URSS*.

La « situation » de Gide était paradoxale. Ecrivain semi-confidentiel, en quarante-cinq ans de vie littéraire intense (les *Cahiers d'André Walter* datent de 1891), il n'avait jamais atteint une vente de 5 000 exemplaires pour un livre. On trouvait encore au *Mercur* de France des exemplaires de l'édition originale des *Nourritures terrestres* (1897). Mais son influence était, dans le milieu intellectuel, hors de proportion avec ses tirages.

Tumulte

En 1928, un volume d'hommages réunissait tout ce qui comptait dans la vie littéraire française, d'Henry Bernstein à Paul Valéry. C'est dans ce livre que François Mauriac parla de Gide comme du « contemporain capital » (ce même Mauriac me confia un jour qu'il avait passé toute sa vie à se définir par rapport à Gide). A peu près à la même époque, des écrivains catholiques (Henri Massis) ou cryptofascistes (Henri Béraud) entreprenaient une « croisade des longues figures », qui, au-delà de la NRF expressément visée, dénonçait en Gide « le pervers et le retors ». « La nature a horreur de Gide », Gide s'en amusa plutôt, pensant que ses contempteurs contribuaient plus à sa gloire que ses admirateurs. Parfois cependant, son coup de patte assassina: « Chez Henri Massis, la foi tout court remplace la bonne. » Mais au reste, qui connaît encore les noms de Béraud et de Massis?

Le tumulte qui accompagna la « conversion » de Gide au communisme, et celui plus considérable encore de son apostasie, lui apporta une renommée, une

gloire inespérées. Mais tout entières fondées sur un malentendu: Gide n'était pas un politicien mais un moraliste; pas un polémiste mais un artiste. Malraux ne s'y trompait pas, qui me dit: « Nous attendions un autre Faux-Monnayeur (2). Vint le Journal 1889-1939 ».

Quand il parut, la jeunesse de France pensait à autre chose. Nous étions entrés dans l'avant-guerre. Depuis plus ou moins longtemps, selon le degré de lucidité de chacun. Depuis la conquête de l'Ethiopie par Mussolini pour les plus clairvoyants.

encore à trente ans en lisant les Souvenirs d'égotisme de Stendhal, je n'ai pas d'autre ambition. Du moins me semble-t-il en lisant.

« Un jeune homme de ma valeur »

« Un jeune homme de ma valeur »: je devine l'irritation du lecteur. Naturellement, le *Journal* est celui de Gide, et l'observation de son moi joue un rôle



Depuis la guerre d'Espagne pour beaucoup. Ainsi Malraux: « Les grandes manœuvres sanglantes du monde étaient commencées » (3).

Le 22 mai 1939, date où Hitler et Mussolini signent le « Pacte d'acier », il y a deux jours que sont achevés d'imprimer les 1356 pages constituant le cinquante-quatrième volume de la « Bibliothèque de la Pléiade ». Pour la première fois, cette déjà prestigieuse collection publiait un écrivain contemporain vivant. Ce *Journal 1889-1939*, œuvre capitale du « contemporain capital ».

J'imagine mal aujourd'hui un garçon de vingt ans né en 1969, aux yeux de qui Camus et Sartre sont déjà des écrivains d'un autre temps, j'imagine mal ce garçon qu'un siècle exactement sépare des premiers pages de ce *Journal* le prenant et le lisant; mettant ses pas dans ceux de Gide, lisant les livres qu'il lut, le suivant dans ses pérégrinations. Gide n'éprouva nul besoin d'aller à Katmandou: « Les terres inconnues, les royaumes sans roi », vers lesquels il te convie, jeune lecteur, ce sont les terres de ta méditation, de ta souveraineté, de ta liberté.

Le *Journal* est d'abord un carnet de lectures, comme on dit un carnet de bal. Aucun exercice critique, didactique. Pour s'en souvenir, Gide note ses plaisirs: « Que, plus tard, un jeune homme de mon âge et de ma valeur (4) soit ému en me lisant et refait (4) comme je le suis

considérable. Mais sans complaisance — la phrase citée est sans équivalent dans le gros livre — ni fausse modestie. Gide est pour Gide un assez bon sujet d'observation: « Pour bien juger de quelque chose, il faut s'en éloigner un peu, après l'avoir aimé. Cela est vrai des pays, des êtres et de soi-même. » J'admire ceux qui, toujours égaux à eux-mêmes, ne se font jamais défaut. Quant à moi, toujours à la merci d'une insomnie, je ne puis compter sur moi.

Quelques notes de lectures, qui ont la sécheresse et la grâce de l'impression immédiate: « Correspondance de Stendhal. Stendhal n'a jamais été pour moi une nourriture; mais j'y reviens toujours. C'est mon os de seiche: j'y aiguise mon bec. »

« Je préfère les Possédés et les Karamazov (...), mais je crois que l'Idiot est particulièrement fait pour plaire aux jeunes gens et, de tous les romans de Dostoïevski, c'est celui-là que je leur conseillerais de lire d'abord. »

Mais Gide est un moraliste. Un immoraliste, s'écrient ses détracteurs, un immoraliste « pervers et retors ». Corroboré surtout: « Le plaisir de corrompre est un de ceux qu'on a le moins étudiés; il en va de même de tout ce qu'on prend d'abord le soin de flétrir. » Quelques précautions s'imposent: « Le meilleur moyen pour amener autrui à partager votre conviction n'est pas toujours de proclamer celle-ci. » Le Gide qui me dira un jour: « J'en ai assez d'échanger des idées;

j'aime mieux garder les miennes », avait déjà noté en 1924: « Avoir raison... Qui donc y tient encore?... Quelques sots! »

Une de ses préoccupations majeures — presque obsessionnelle: ébranler les idées reçues, les préjugés. Je dois pas le besoin: « L'amour de la vérité n'est pas le besoin de certitudes et il est bien imprudent de confondre l'un avec l'autre. » Et aussi: « Non, je n'aime pas le désordre; mais ceux-ci m'exaspèrent qui crient: « Ne bougez plus », quand personne encore n'est à sa place. » Dans l'ordre de la psychologie individuelle — généralement méprisée par les intellectuels contemporains — Gide manifeste une même acuité. Il rappelle bien à l'ordre quand il remarque: « Savoir se mettre à la place des autres... Mais c'est toujours soi qu'on y met! »

Ambiguïté et probité

Le rapport de Gide à l'actualité est ambigu. Il confiait en 1928 à M^{me} Van Rysselberghe qu'il avait « peu l'esprit historique ». A première vue, il a raison: son *Journal* débute donc en 1889: l'affaire Dreyfus déchire la France, de 1894 à 1906. Gide n'y fait pas la moindre allusion avant 1918: et même alors, il ne la cite que comme un exemple de manipulation. L'expulsion des congrégations, la séparation de l'Eglise et de l'Etat mirent la France au bord de la guerre civile. Cela n'intéressa pas Gide. Enfin, son *Journal* ne mentionne pas l'armistice du 11 novembre 1918.

J'ai dit ambiguïté. En regard de ces lacunes — répréhensibles? — quelles approches inattendues de problèmes fondamentaux! La justice: Gide est, avec Victor Hugo, un des premiers contempteurs de son administration. Juré en 1912 à la cour d'assises de Rouen, il écrit: « A quel point la justice humaine est douteuse et précaire, c'est ce que pendant douze jours j'ai pu sentir jusqu'à l'angoisse. »

Tout à fait révélatrice de la rigueur et de la probité d'André Gide, son attitude lors du déclenchement de la guerre de 1914. D'abord, comme tout le monde, il éprouve la ferveur patriotique. Puis, le 15 août, treize jours après notre entrée en guerre, il note: « Voici que s'établit un nouveau pontif, une psychologie conventionnelle du patriote, hors quoi il ne sera plus possible d'être « honnête homme ». Le ton qu'ont pris les journalistes pour parler de l'Allemagne est à soulever le cœur. » Fin août, toutes les informations concordent: en Belgique, les soldats allemands coupent les mains des enfants. Gide enquête: c'est faux. Une vingtaine de pages du *Journal* sont ainsi, dès le début de la guerre, consacrées à la dénonciation de ce que l'on appellera plus tard le bourrage de crâne. Douze ans plus tard, Gide, retour du Congo et du Tchad, mène campagne contre les privilèges exorbitants des grandes compagnies françaises en Afrique et contre les abus qui en découlent.

Pour être fidèle à la mémoire de Gide: son combat pour la liberté des mœurs. Contrairement à Proust, il dit, il écrit je. Et quand il s'élève à l'observation historique, il scandalise: « Socrate et Platon n'eussent pas aimé les jeunes gens et n'eussent pas cherché à leur plaire, chacun de nous en serait un petit peu moins sensé. »

Gide n'eût pas existé que nous serions chacun un petit peu moins libre.

ROGER STÉPHANE.

- (1) Paris, Gallimard 1932-1939, 15 volumes in-8.
- (2) André Gide, *Les Faux-Monnayeurs*, roman, Paris, Gallimard, 1926.
- (3) André Malraux, *L'Espoir*, Paris, Gallimard, 1937.
- (4) Souligné dans le texte.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08
Tél.: (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 650 572 F
Télécopieur: (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant:
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs:
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Favre (1969-1982)
André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société:
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social:
620 000 F

Principaux associés de la société:
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général:
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef:
Daniel Verne.

Correspondant en chef:
Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél.: (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléc. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN: 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-01.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 02

Tél.: (1) 42-47-98-72

	FRANCE	REUNION	SENEGAL	AUTRES PAYS
1 an	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
3 mois	1 630 F	1 689 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER:
Par voie aérienne
tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOVEZ-CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE:
Pour tous renseignements:
tél.: 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires: nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Localité: _____

Pays: _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h15

CLAUDE

EVIN

animé par
Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON
et Frank NOUCHI (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Catherine MANGIN (RTL)

مكتبة الأهل

Etranger

... Le Monde • Dimanche 28-Lundi 29 mai 1989

Le sommet de Casablanca a légitimé la présence syrienne au Liban

CASABLANCA
de notre envoyée spéciale

Da sommet arabe extraordinaire de Casablanca, l'histoire retiendra sans doute deux choses : la réintégration officielle de l'Égypte dans le giron arabe, d'une part ; le soutien apporté par le monde arabe à une initiative de paix palestinienne, fondée sur la reconnaissance implicite du droit d'Israël à l'existence, par le biais des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU (1), d'autre part. Pour l'heure, et alors que tous les Libanais attendaient avec anxiété son résultat, ce sommet est aussi celui du triomphe de la Syrie dans l'affaire libanaise.

Arrivée plus ou moins sur la défensive, la délégation syrienne ne cachait pas, à l'issue de ces assises, sa satisfaction. En quarante-huit heures, le président Hafez el-Assad a su retourner une situation qui ne lui était pas, a priori, favorable, tant son armée était mise en cause dans la poursuite des bombardements, en particulier depuis le cessez-le-feu décrété par la Ligue arabe le

27 avril - et violé à maintes reprises. La résolution adoptée par le sommet de Casablanca ignore, en effet, totalement la Syrie, dont le nom n'est même pas prononcé, et si « elle appelle l'ensemble des parties libanaises (ce qui exclut l'armée syrienne) à respecter le cessez-le-feu de façon immédiate et durable, conformément à la résolution du 27 avril », elle ne mentionne pas explicitement l'envoi d'observateurs arabes pour contrôler ce cessez-le-feu, une procédure qui était, de fait, refusée par Damas.

Mieux encore pour la Syrie, le rôle politique confié au comité des trois chefs d'Etat, le roi Hassan II du Maroc, le souverain saoudien et le président algérien, et qui consistait à « promouvoir un climat propice à la convocation des députés pour discuter le projet de réformes politiques, pour procéder à l'élection du président de la République, à la constitution d'un gouvernement d'union nationale, le tout dans un délai ne dépassant pas six mois », répond totalement aux vœux des alliés de Damas, qui réclamaient, en effet, des réformes politiques avant

l'élection d'un président, un ordre de priorité rejeté énergiquement par le camp chrétien.

La Syrie, en fait, voit légitimée de nouveau son rôle et sa présence au Liban par un sommet arabe à qui la communauté internationale avait donné tout son appui pour trouver une issue à la crise libanaise. Ce succès, la Syrie le doit à elle-même sans doute, à l'Arabie saoudite venue à la rescousse, à la neutralité de l'Égypte, mais aussi aux erreurs tactiques commises par l'Irak, dont l'offensive antisyrénne « sans menace à effrayer plus d'un pays ».

La résolution 242 approuvée

L'Irak, qui ne cache pas son refus total de se réconcilier avec la Syrie, en raison de la « trahison » de Damas lors de la guerre avec l'Iran, avait placé la barre trop haut en exigeant un retrait total de l'armée syrienne, alors que nul autre Etat arabe est, en fin de compte, prêt à entrer en guerre pour le Liban.

Une leçon à retenir de l'échec diplomatique irakien a été le silence de l'Égypte qui, pourtant membre

du Conseil de coopération arabe (CCA) avec Bagdad, Amman et Sanaa, n'a pas suivi ses partenaires dans la mise en accusation, explicite ou implicite, de Damas. « L'Irak a cru mettre l'Égypte dans sa poche par le biais du CCA, nous disait à ce sujet un diplomate arabe. Mais c'était oublier que l'Égypte est une grande puissance. Cela, les Syriens l'ont compris ».

Reste à savoir maintenant quel rôle réel pourrait jouer les trois chefs d'Etat à qui a échoué le dossier libanais. De source marocaine, on indique que le roi Hassan II qui, contrairement à ses pairs saoudien ou algérien, ne s'est jamais vraiment intéressé au dossier libanais, compte sur l'appui international pour l'aider dans sa mission. Mais celle-ci, souligne-t-on de même source, n'a de chance de réussir que si elle est effectuée en plein accord avec la Syrie, laquelle peut, aujourd'hui, d'autant plus attribuer le bon rôle que le général Aoun a toutes chances de refuser une résolution qui s'évoque même pas la présence syrienne au Liban. Le roi du Maroc aurait toutefois l'intention d'entendre de nouveaux les parties libanaises. Victorieuse en ce qui concerne le Liban, son unique préoccupation à Casablanca, la Syrie a

laissé le bénéfice de la victoire à l'OPLP sur la question palestinienne, dont l'éventuelle issue est plus lointaine. Le président de la « Ligue arabe », M. Yasser Arafat, voit, en effet, appuyée par l'ensemble des Arabes son initiative de paix. Il garde ainsi sa marge de manœuvre diplomatique. En accord, d'autre part, « son appui à la position palestinienne sur la question des élections, à savoir que celles-ci devraient se dérouler après l'évacuation israélienne et sous un contrôle international dans le cadre de la paix globale », la conférence a suivi les recommandations du président américain, M. Bush, de ne pas fermer la porte complètement à la possibilité d'élections dans les territoires occupés. La seule et maigre consolation pour Bagdad a été la réaffirmation de « la solidarité totale de la conférence avec l'Irak dans la préservation de l'unité et de l'intégrité de son territoire, ainsi que de son droit historique de souveraineté sur le Chah El-Arab ».

Organisateur de ce sommet, le roi du Maroc peut s'estimer satisfait. Il a attendu son premier but : faire réintégrer l'Égypte par la Ligue arabe et sans concession dans la Ligue arabe. La participation record des chefs d'Etat à Casablanca est aussi en soi un succès et le style des tra-

vauts à huis clos, imposé par le roi, a sans doute permis d'assimiler quelque peu les divergences entre chefs d'Etat. Des retrouvailles égypto-syriennes, égypto-libyennes et syro-palestiniennes intervenues pendant ces trois jours, il est encore trop tôt pour dresser le bilan. Seul l'avenir dira ce qu'il en est vraiment.

Le roi du Maroc, qui se retrouve à la fin de ce sommet - outre au sein d'un comité sur le Liban - à la présidence d'un « haut comité chargé d'entreprendre, au nom de la Ligue arabe, les démarches et contacts internationaux en vue de réviser le processus de paix pour préparer la conférence internationale », va devoir maintenant gérer au mieux les acquis de ce sommet, et ce n'est sans doute pas l'improbable libanais qui sera le plus facile à démentir.

FRANÇOISE CHIFFAUX

(1) Base de toutes les tentatives de règlement de la question palestinienne, depuis plus de vingt ans, la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU a été votée le 22 novembre 1967. Elle demande le retrait d'Israël des territoires occupés et affirme « le droit de chaque Etat de la région [donc implicitement Israël] de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues ». La résolution 338 du 22 octobre 1973 demandait l'application de la résolution 242 « dans toutes ses parties ».

BIBLIOGRAPHIE

« L'Etat de barbarie », de Michel Seurat

Le prix Michel-Seurat - du nom du jeune orientaliste français disparu en 1986, à moins de quarante ans, alors qu'il était l'épave de militants islamistes à Beyrouth-Ouest - a été remis pour la première fois, mardi 23 mai, au Collège de France (le Monde du 25 mai). Le lauréat, qui recevra du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) une bourse d'études de 100 000 F, est, cette année, un étudiant en sciences politiques de vingt-huit ans, M. Claude Goussard. Il travaille sur le sociologie des cités musulmanes.

« La ville orientale », c'était là, sous une formule un peu péjorative qui lui appartient, un thème cher à Michel Seurat. Et il l'a fort bien servi, notamment dans une constante enquête de terrain tout de suite remarquée : « La question de Bab-Tobeh à Tripoli du Liban » - publiée en février 1986, dans *Esprit* ; elle constitue l'un des morceaux de résistance de l'*Etat de barbarie*, recueil de textes du chercheur-martyr, qui paraîtra en librairie le

1^{er} juin : il constitue son ultime apport à l'orientologie.

L'*Etat de barbarie*, c'était la Syrie des années 1979-1982 telle que l'avait vue Seurat, sans complaisance et sans acrimonie. Un Seurat complètement immergé dans la société syrienne, en partageant la vie et la langue, épousant une chrétienne syrienne, parcourant le pays « en rando-pépie » - mais conservant intact son « esprit de méthode et d'organisation », qui, comme le dit M. Léopold Senghor, est le propre des intellectuels occidentaux.

L'ignorance agissante

Arabisme, islamologie, orientisme jusqu'au bout des ongles et pourtant pas orientalistes pour deux sous, tels furent sans doute le propre et la force de Seurat. Une force ramassée dans un regard désinvolte, présent, terriblement présent dans chacun des douze textes que ses collègues Gilles Kepel et Olivier Mongin ont réunis et introduits.

Ces chapitres, qui concernent aussi bien le rôle de Lyon, à travers

l'industrie de la soie, dans l'établissement du Mandat français au Levant que l'œuvre de l'écrivain palestinien Ghassan Kanaani, mort en 1972 au Liban dans l'explosion de sa voiture probablement piégée par des agents israéliens, portent encore un peu partout leur empreinte universitaire. Mais on l'oublie vite devant les faits inconnus, les choses vues, les réflexions originales du chercheur. Voire ses prédictions.

Ainsi lorsque, à propos de « la vague d'agitation confessionnelle (de 1979) en Syrie », Seurat laisse entrevoir la destinée forcément tragique de la dictature alaouite sciemment répugnante à Damas. Le sang s'écoule de chaque mot. Et sans l'angoisse des bourgeois d'aujourd'hui qui veulent détruire le réduit chrétien de Beyrouth alors que, depuis plus de trois lustres, ils préparent eux-mêmes - ce que n'ont pas manqué de remarquer les faits inconnus - les choses vues, les réflexions originales du chercheur. Voire ses prédictions.

quant la montagne... Ces prédictions ne se contentent plus désormais de leur image de marque de manuels (1) de temps modernes.

Les écrits de Michel Seurat restent de pleine actualité avant, sans doute, de servir d'éléments aux futurs historiens de la Question d'Orient en cette fin de deuxième millénaire. Aujourd'hui, demain, ils conserveront l'idée du goût amer d'une grande œuvre normative dans la tradition des Lamennais, Massigne et Laennec, fanchée alors qu'elle naissait à peine.

J.-P. PÉRONCEL-RUGOZ

(1) Certe d'anciennes esclaves militaires d'origine caennaise qui dominaient et exploitait l'Égypte durant plusieurs siècles.

« L'Etat de barbarie », Michel Seurat, Seuil, 330 p., 150 F. On peut également trouver des textes de Seurat dans la présentation du roman de Kanaani, *Les Hommes dans le soleil*, Seuil, 1977 ; *Etat d'urgence* édité en Syrie, *Ne demandez rien l'impossible* en chef de l'Etat, affirme un membre de l'AREMA, le parti au pouvoir. Ne l'oubliez pas à se rendre complètement en exigeant de lui qu'il renonce à l'idéologie qui sous-tend son régime.

Afrique

MADAGASCAR : fièvres électorales dans la Grande Ile

« La population est sage, ses chefs ne le sont pas »

Les élections malgaches qui ont accouré, le 12 mars, un troisième mandat présidentiel à M. Didier Ratsiraka, sont appelées, le dimanche 28 mai, à renouveler l'Assemblée nationale. Ces différents scrutins ont fait monter la fièvre politique dans la Grande Ile.

TANANARIVE
de notre envoyé spécial

Pour la cérémonie d'inauguration de son troisième mandat présidentiel, le 20 avril, M. Didier Ratsiraka, ancien de Navale, avait, à dessein, revêtu sa tenue d'ancien. Ministre de marquer ainsi qu'il entendait tenir la barre avec fermeté au milieu des remous politiques et économiques qui agitent la Grande Ile. En effet, certains de ceux qui avaient, jusqu'alors, fait équipe avec lui ne contestent-ils pas maintenant sa capacité à suivre le cap ?

« Il nous a volé au moins 20 % des voix », tempèrent les trois candidats malheureux au scrutin présidentiel du 12 mars (1). Selon le Comité national d'observation des élections (CNOE), créé à l'appel des Eglises chrétiennes, « la mesure et la gravité des faits recensés permettent de conclure que la sincérité du scrutin n'a pas été totalement respectée ». Si l'on avait pas eu de grandes et d'irrégularités en tous genres, M. Ratsiraka aurait quand même été élu d'un court tête, estimant la plupart des observateurs politiques.

« C'est un énorme progrès que le président n'ait finalement été élu qu'avec 62,71 % des suffrages exprimés », constate un journaliste malgache. Cela prouve que le peuple a une conscience politique de plus en plus aigüe. Qu'il en soit, pour tenter de dénouer les critiques des trois partis (AFM,

VITM et MONIMA-VSM) réunis au sein de l'Alliance démocratique de Madagascar (ADM) qui menaçaient de boycotter les élections législatives du 28 mai, M. Ratsiraka a, en toute hâte, procédé à une révision du code électoral. Retenues « décentes » pour le CNOE.

C'est, en définitive, plus d'un électeur sur trois et, s'il n'y avait pas eu de fraudes, près d'un électeur sur deux qui ont voté pour le changement. Pourtant, le chef de l'Etat n'a pas voulu tirer, sur-le-champ, la leçon de ce scrutin et s'est donné jusqu'à la fin de l'année pour corriger ce qui était faux. « C'est une erreur psychologique grave que de faire ainsi traîner les choses en longueur », souligne un observateur local. Souvent exaspérée par le comportement des gens au pouvoir, alors qu'elle vit dans des conditions plus que précaires, la population attend du nouveau. Elle est restée sur sa faim.

Les partis d'opposition ont beau jeu d'exploiter le mécontentement populaire, de mettre en relief les erreurs, les échecs et les défaillances du pouvoir. Ils haussent le ton au point de se dire prêts, comme M. Manandafy, patron du MFM et chef de file de l'Alliance démocratique, à « descendre dans la rue ». Cet agitateur né, « tombé », en mai 1972, du régime « néo-colonialiste » de Philibert Tsiranana, défendait alors les petits et les déshérités ; il vante, aujourd'hui, les vertus de l'économie de marché et n'hésite pas à affirmer que « si M. Ratsiraka ne veut pas sortir par la grande porte, il sera contraint de sortir par la petite porte ».

De toute manière, les Tananariens, dont on dit qu'ils font et défont les régimes, ne sont pas prêts, en bons Mérimés qu'ils sont, à confier à un Bataillon comme M. Manandafy le soin de provoquer le changement. « Nous avons déjà

pris suffisamment de coups sur la tête. Nous ne souhaitons plus payer pour d'autres l'impôt du sang, raconte un habitant de la capitale. Si nous voulons que les choses bougent, nous nous en chargerons nous-mêmes ».

Textes archaïques

D'aucuns dénoncent ces « irresponsables », ces « opportunistes » qui ont soutenu pendant quinze ans le régime de M. Ratsiraka avant de s'en séparer sur le tard, une fois que le mal a été fait. Au sein même de l'Alliance démocratique qui n'a pas réussi à présenter un candidat unique au scrutin présidentiel, il n'y a pas unanimité sur la marche à suivre pour conquérir le pouvoir. Quant à la base, elle a, parfois, de la difficulté à faire sienne les consignes de ses dirigeants, comme ce fut le cas pour l'appel au boycottage des élections législatives.

Face à une opposition qui se raidit et le met ouvertement en cause, le chef de l'Etat, peu habitué à ce genre de contestation, a tendance à se fermer au dialogue. Il se montre nerveux, méprisant, intolérant. N'a-t-il pas récemment manqué de sang-froid en vilipendant ses adversaires politiques devant le pape en visite à Madagascar ?

Tout dépend de lui, tout repose à lui. Un pouvoir personnel comme il en existe des dizaines en Afrique. Beaucoup de Malgaches regrettent qu'une telle comparaison soit possible car ils estiment mieux leur chef ne le soit pas, remarque un journaliste local.

Pour la population, la révolution socialiste est bel et bien morte et enterrée, même si M. Ratsiraka et les siens continuent d'employer un vocabulaire qui laisse croire le contraire. Faut-il « déposséder » nombre de textes archaïques ? Faut-

il mettre au pilon le Livre rouge, la Charte de la révolution socialiste ? « Les grandes idées qu'elle contient sont toujours valables », assure M. Jose-Michel Andrianandrian, ministre de l'Agriculture et du Port, parole du gouvernement. « Ne demandez rien l'impossible au chef de l'Etat », affirme un membre de l'AREMA, le parti au pouvoir. Ne l'oubliez pas à se rendre complètement en exigeant de lui qu'il renonce à l'idéologie qui sous-tend son régime.

Sur la politique de libéralisation économique, à quelques nuances près, il y a un large consensus. Seuls font encore bande à part le MONIMA-K du vieux chef nationaliste Moja Jona qui n'en finit pas de voter aux géométries la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) et l'AKFM du pasteur Richard Andriananjato, aujourd'hui désemparé pour des raisons de tactique électorale et qui s'accroche aux grands principes du socialisme scientifique.

S'agissant de la démocratisation de la vie politique, il n'y a pas de « programme commun » qui vaille. L'opposition réclame, à cor et à cri, l'ouverture tandis que le pouvoir craint de prendre des mesures qui le déstabiliseraient. « Le système basé sur l'unitarisme est périmé », admet M. Andrianandrian. Certes, toutes les formations politiques sont membres du Front national pour la défense de la révolution (FNDR) qui leur sert de couverture légale, ce qui n'empêche pas certaines d'être elles de se poser en forces de contestation. Soumis à renouvellement, le Conseil suprême de la révolution (CSR) qui légifère par ordonnances ne compte plus, pour l'heure, aucun opposant.

Jusqu'alors, une « vraie-fausse » opposition s'exerçait timidement au sein des institutions existantes. Puis, en mai 1987, un « mini-front » com-

posé de quatre partis a vu le jour. En novembre dernier, l'Alliance démocratique a pris le relais de cette structure plutôt informelle. La contestation du pouvoir en place se fait donc maintenant au grand jour, même sans violence. La campagne de la presse a même été levée en février, un débat de la campagne présidentielle.

Prenez des risques

« Il faut complètement modifier les rapports entre le citoyen et l'Etat », affirme M. Manandafy qui propose une sérieuse remise à jour de la Constitution. A cet égard, l'Alliance démocratique demande que « l'Assemblée nationale issue des prochaines élections ait les pouvoirs constituant les plus larges pour instaurer un régime démocratique ».

M. Ratsiraka et les siens sont conscients qu'il n'est plus possible de maintenir le statu quo. Même si le changement doit se traduire in fine par des pertes de postes et surtout de privilèges, même si l'idée, toujours en filigrane, de créer un parti unique autour de l'AREMA (qui dispose de 117 sièges sur 157 dans l'Assemblée nationale) doit être sacrifiée au moment. Mais il n'est pas question de précipiter le mouvement.

« Le changement doit être progressif », avertit M. Andrianandrian. Il n'exclut pas la disparition du Front qui ne s'est pas réuni depuis 1982, « après une période d'immobilisme démocratique de un à deux ans », ce qui ouvrirait la voie à un véritable multipartisme. « Il faut que l'opposition puisse s'exprimer en dehors de la rue ou d'actes juridiques », convient-il. D'où la nécessité d'établir de nouvelles règles du jeu. Conséquence logique de tout ce remue-méninges politique :

la mise en place d'un régime parlementaire « mais pas à court terme », insiste le porte-parole du gouvernement.

« Les Eglises se sentent concernées par ce processus de démocratisation et s'investissent dans le combat politique », déclare un responsable religieux. Déjà, en novembre 1987, les évêques catholiques avaient publié une lettre pastorale sur « Le redressement de la nation » qui avait, à l'époque, fait grand bruit. Aujourd'hui, le puissant Conseil des Eglises chrétiennes de Madagascar (CECM) s'efforce de jouer les intermédiaires, de favoriser le dialogue entre le pouvoir et l'opposition.

La récente visite de Jean-Paul II dans la Grande Ile a réveillé beaucoup d'énergies. D'aucuns n'ont-ils pas évoqué une « dynamique papale » ? Les Malgaches ont pu alors se défoncer, exposer au grand jour devant Jean-Paul II tous les maux dont souffre leur pays. « Prenez des risques, s'il le faut », a lancé aux jeunes le chef de l'Eglise catholique. Même sortie de son contexte, cette invite à passer à l'action a séduit plus d'un antichrétien, impatient de voir les choses enfin bouger en profondeur.

Lentement, pas à pas, une vie démocratique est en train de naître et de s'organiser dans la Grande Ile. On assiste à une recomposition du paysage politique. L'opposition, divisée et bricolée, ne représente pas encore une alternative crédible. Mais il n'est plus tout à fait loisible au chef de l'Etat, rétro sans éclat, d'exercer le pouvoir en solitaire, au nom d'un peuple en mal d'un peu de bien-être.

JACQUES DE BARRIN

(1) MM. Manandafy (19,32 % des suffrages exprimés), Razanabafy (14,92 %) et Moja Jona (3,03 %).

Diplomatie

La clôture de la rencontre de Dakar

Le prochain sommet francophone se tiendra au Zaïre en 1991

DAKAR
correspondance

Au cours de la conférence de presse clôturant, vendredi 26 mai, à Dakar, le troisième sommet de la francophonie, M. Mitterrand a déclaré un large sourire. Entouré des présidents Diouf du Sénégal et Mobutu du Zaïre — lequel accueillera chez lui, à l'automne 1991, la prochaine « grande-messe » francophone — et du premier ministre canadien, M. Mulroney, le chef de l'Etat français paraissait savourer l'absence des dirigeants montants de toutes parts vers lui après la rencontre de Dakar.

Commencée dans le scepticisme, assombrée par la tension entre Sénégalais et Mauritaniens, les travaux des quarante-deux délégations se terminent dans un climat d'euphorie, résumé par la formule simple du président Bayoya du Burundi : « Tout le monde est content ! »

Certes, la « décision essentielle » de Paris de renouer sans conditions à 16 milliards de francs de créances sur quatre-vingt Etats africains (dont 2 milliards de francs dus par l'Etat sénégalais, principal bénéficiaire de la mesure) était pour beaucoup dans la satisfaction générale, mais pas seulement. La rapide mission de M. Dumas en Mauritanie, jeudi 25 mai, à Nouakchott, dont il est revenu « moins inquiet qu'il n'était parti », a eu un effet décompressif immédiat. Après les excès verbaux des médias et de certains dirigeants des deux rives du fleuve Sénégal, il était bon d'entendre M. Diouf proclamer, enfin : « Il ne faut pas jouer

de sa force, même si de sérieux problèmes existent avec la Mauritanie, ni ce pays ni le Sénégal ne veulent la guerre... »

Dans le registre culturel, qui reste le fondement de la francophonie, et à propos duquel l'insuffisante énergie des Français avait été déplorée par leurs partenaires linguistiques lors des sommets de Paris (1986) et de Québec (1987), Paris vient également de donner les preuves d'une volonté nouvelle. Après l'extension à une partie de l'Amérique septentrionale de la chaîne Eurofrancophone TV 5, quatre nations d'Afrique noire, dont le Sénégal, en attendant d'autres contrées du continent, bénéficient depuis ces jours-ci de la « banque d'images » de Canal France International.

Parmi les thèmes nouveaux abordés à l'unanimité par les résolutions, on note « les droits fondamentaux » de la personne, mis à mal dans un sur quatre des pays francophones et au sujet desquels Amnesty International vient de publier un rapport (le Monde du 24 mai), ainsi que l'Observatoire de l'information, organisme non gouvernemental, dont le siège est à Montpellier, et qui s'est consacré aux droits des journalistes dont la situation semble s'aggraver de façon alarmante dans certains pays, au Tchad et au Zaïre.

S'agissant du financement du futur sommet — celui de Dakar a été totalement pris en charge par Paris et Ottawa (le Monde du 23 mai) —, le chef de l'Etat français a déclaré d'emblée qu'une participation de son pays qu'il n'a pas chiffrée, il

se tournerait vers la France, le Canada et également la Belgique. Une médiation marocaine avait permis, en marge du sommet, à M. Mobutu de s'entretenir durant deux heures avec le chef du gouvernement belge, M. Wilfried Martens.

La fin d'un ostracisme

L'utilisation du français dans les organisations internationales, question brûlante s'il en est, a fait l'objet d'une résolution pratique, décidant la création d'un fonds multilatéral placé à Paris auprès de l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.) pour l'aide à la traduction et à l'interprétation dans les réunions d'organisations non gouvernementales.

L'A.C.C.T., précédemment, a été tirée de la sorte d'ostracisme foudroyé qu'elle subissait depuis plusieurs années, notamment de la part de la France. A l'avenir l'institution pan-francophone gèrera « un fonds multilatéral unique destiné au financement des actions engagées par les sommets, ce fonds étant distinct du budget régulier de l'Agence ».

Une majorité semble d'autre part s'être dégagée pour qu'à la fin de cette année M. Paul Okumba (Gabon), actuel secrétaire général, soit remplacé au terme de son mandat par l'A.C.C.T. par M. Roger Delahaye, né en 1942, à présent commissaire général aux relations internationales de l'exécutif de la Wallonie bruxelloise.

JEAN GRONDIN.

Le rapport de Bertrand Renouvin pour le Conseil économique et social

Le Français est-il « vendeur » ?

Anien-candidat à la présidence de la République et animateur de la Nouvelle Action royale qui, dans la foulée du comte de Paris, soutient le président Mitterrand, Bertrand Renouvin a été nommé en 1984, sur suggestion de l'Ellysée, membre du Conseil économique et social. A l'initiative du Commissariat général de la langue française, organisme dépendant de Météo, il a été chargé d'un rapport international sur « l'utilité économique et commerciale de la langue française ».

L'idée n'était pas sottise à l'heure où les Français ne savent plus sur quel pied danser à l'égard de leur langue qui progresse rapidement outre-mer et recule en Europe (anglicisation ou plutôt américanisation des affaires et de la vie socioéconomique, etc.), y compris en France (multiplication des congrès tenus exclusivement en anglais, etc.).

M. Renouvin, comme nombre de nos compatriotes, semble parfois confondre dans un même ensemble les pays francophones *stricto sensu* — ceux chez lesquels l'histoire a rendu la langue française maternelle ou plus généralement familière — et les millions de personnes qui, réparties dans quasiment tous les autres pays de la planète, ont appris le français comme n'importe quel idiome étranger. Cela dit, il se conçoit aisément qu'il y ait plus de « parlants français » en Union soviétique qu'en Chine ou dans plusieurs Etats « francophones » d'Afrique et qu'il ne faille pas le négliger.

Cette confusion est vite oubliée devant la richesse des constats du rapporteur, constats qui suscitent le rire ou l'indignation quand ce n'est pas les deux à la fois. Tandis que la Compagnie d'assurances françaises du commerce extérieur s'adresse en anglais à l'ambassade de France au Rwanda et que les grandes écoles parisiennes font leur pub uniquement en anglais en Espagne, les Britanniques ou les Japonais, sensibles au sonorité commerciale du français, ont voulu, les uns que le Concordo conserve son « e » final, les autres que leur grand magazine automobile s'appelle le Volant et vende les mercedes de la très nippone voiture Prairie.

La Régie française des tabacs s'est plantée auprès des fumeurs — français ou étrangers — en leur proposant la cigarette News à laquelle fut préférée la Gauloise blonde. Et il ne faut pas croire que le simple *business* qui se dit en anglais *business* ne soit pas un *anglo-américan blow dry*. Alors que les habitués italiens se sont taillés une aura mondiale en usant à fond de leur *litrato* et qu'Allemands, Suédois, Egyptiens ou Japonais baptisent leurs créations « Mamselle », « Petite Fleur », « Lactuel » ou « 25 ans » quand ce n'est pas carrément « Lingerie de Paris », les marques françaises se griment en « McGregor », « Weston » ou « K-Way », ce qui porte peut-être auprès des groupes hégémoniques mais décourage les amateurs étrangers de style hexagonal.

Un tiers de touristes étrangers en France regrette de ne pouvoir ramener chez eux des produits « vraiment français », et 40 % d'entre eux s'avouent déçus par l'accueil systématique en anglais qui leur est réservé, par le personnel ou les panonceaux, dans les magasins et les aéroports, voire au Club Méditerranée de la Guadeloupe... Bref les Français ont oublié qu'on parle français hors de France métropolitaine et que leur langue reste un peu partout dans le monde un argument de vente, une garantie de qualité décente, un dépaysement encore apprécié.

Relancer la néologie

La science, à notre époque, participe aussi aux affaires. Et si le potentiel scientifique francophone représente moins de 10 % du potentiel mondial, tandis que celui des Anglo-Saxons en vaut près de la moitié, la France n'exploite plus le fait que 70 % des savants mondiaux comprennent le français (80 % l'anglais) et que dans plusieurs domaines de pointe (physique nucléaire, géologie, mathématiques, etc.) ils préfèrent lire dans les textes les travaux de l'Hexagone. Certaines bibliothèques anglo-saxonnes comportent livres et revues français que les bibliothèques françaises

n'achètent plus : résultat, à la faculté d'Orsay, principal foyer scientifique de notre Université, 90 % des ouvrages usuels sont en anglais...

Cocasse ou scandaleuse, la liste serait interminable, à travers laquelle le rapporteur démontre que les Français, au grand dam des autres francophones, sont les premiers responsables de l'utilité globalement décroissante du français dans l'économie et le commerce. Pour y remédier, que propose M. Renouvin ?

En plus d'un renforcement de l'appareil administratif français chargé de la langue, qui, comme par compensation, s'est gonflé au fur et à mesure que s'amenuisait la politique linguistique, le conseiller économique préconise diverses mesures techniques centrées essentiellement sur le développement et la popularisation de l'information terminologique et l'application effective de la loi votée à l'unanimité en 1975 et qui aurait dû garantir à tout francophone en France de pouvoir être servi à 100 % en français, alors que se multiplient annonces, affiches et films publicitaires tout en anglais dans un pays où cette langue n'est parlée couramment que par moins de 5 % de la population, et encore pas comme langue maternelle.

Outre des mesures adroites incitatives (telle existe en Suisse romande avec, par exemple, le ruban bleu des publicitaires francophones), le dynamisme néologique, qui est le fond du problème — mettre sur le marché linguistique des mots nouveaux, simples et appétissants, comme « baladeur », « ordinateur » ou « baladeur » au moment même où le besoin s'en fait ressentir — pourrait renfermer si le groupement d'immédiat *ad hoc*, créé à la fin de son premier septennat à l'initiative du président Mitterrand, et que la cohabitation s'écarterait, était relancé. C'est bien évidemment là une décision politique qui n'appartient pas à Bertrand Renouvin.

J.-P. P.-H.

* Bertrand Renouvin, *Utilité économique et commerciale de la langue française*, tiré à part du Journal officiel du 26 avril 1989, 76 p.

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR CELUI QUI SORT DE L'ORDINAIRE ? DEVENIR

Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à : MSI, LM

100 rue de Valenciennes, 95000 Clichy-sous-Bois, France

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

45-55-91-82, poste 4356

La tension germano-américaine domine

Une stratégie de

(Suite de la première page.)

Il en faut moins pour réveiller quelques idées faibles au sujet des Allemands et de leur tropisme oriental.

Pourtant s'il y a tout lieu de s'inquiéter de la façon dont M. Kohl et Genscher ont géré récemment, à des fins de politique intérieure, leur polémique avec les Américains, force est de reconnaître que l'objet du conflit — les armes nucléaires à courte portée (short-range nuclear forces) avait de quoi les préoccuper légitimement. Aller, en effet, expliquer aux Allemands que ces armes stationnées presque exclusivement chez eux et qui ne peuvent viser que des Allemands puisque leur portée est inférieure à 500 kilomètres doivent définitivement disparaître au processus général du désarmement. Difficile, non ?

Le chancelier, qui va aux élections en décembre 1990, méritait une certaine compréhension, que tous ses alliés, à l'exception de M. Thatcher, lui ont d'ailleurs manifestée. Pas forcément par bonté d'âme, mais parce que personne ou presque dans l'OTAN ne souhaite la chute de l'actuelle coalition de Bonn et que tout le monde tient l'hypothèse d'une disparition du Parti libéral et de l'arrivée au pouvoir d'une coalition rouge et verte pour le pire des scénarios catastrophes.

Le grief auquel s'exposent néanmoins M. Kohl et encore plus son ministre des affaires étrangères, c'est de s'être totalement pliés à l'approche purement psychologique du problème — la haine des armes « anti-allemandes » — qui prévaut largement dans l'électorat, sans tenir de la tempête en lui opposant l'argument technique et politique de l'OTAN.

A l'origine : M. Reagan

Le conflit prend sa source en juin 1987, quand, lors d'un conseil ministériel à Reykjavik, l'OTAN fixe de la façon suivante ses perspectives en matière de désarmement : élimination des armes nucléaires à moyenne portée (ce sera fait six mois plus tard avec l'accord soviéto-américain de Washington sur les euro-missiles), priorité ensuite aux réductions des armes stratégiques et conventionnelles, et à l'élimination des armes chimiques. En fonction de tout cela (« in conjunction with ») des réductions vérifiables du nombre d'armes à courte portée pourront être envisagées.

Pour les Allemands, ce « in conjunction with » est, comme porte la notion de simultanéité. Pour les Américains, les Britanniques et d'autres, il ne peut s'agir que d'un ordre consécutif : il ne peut être question, dans un avenir prévisible, d'ouvrir des négociations sur les armes tactiques. C'est M. Genscher, déjà, qui est le principal artisan de la rédaction de ce paragraphe, auquel la France, qu'il n'a pas consultée, ne souscrit pas. Déjà nombre d'Allemands n'ont plus en tête que ce qui reste chez eux, une fois énumérées les trois priorités du désar-

moment, ces armes qui les singularisent dans l'alliance et à propos desquelles va bientôt fleurir un slogan qui fera des ravages dans l'opinion d'outre-Rhin : « Plus courte est la portée, plus mortels sont les Allemands. »

Si les missiles à courte portée (SNF) sont de reste dans le schéma de l'OTAN, c'est parce que leur élimination signifierait une dénucléarisation totale de l'Europe occidentale, que les Soviétiques appellent de leurs vœux mais dont les alliés ne veulent pas. La stratégie dite « de la réponse flexible » de l'OTAN, qui vise à dissuader une attaque en Europe, repose sur une chaîne de moyens allant des armements conventionnels aux armes nucléaires stratégiques (celles des représailles massives) basées aux Etats-Unis. C'est-à-dire qu'une attaque de type conventionnel comporterait pour le pacte de Varsovie — qui dispose en ce domaine d'une supériorité écrasante — le risque d'une riposte nucléaire tactique, qui elle-même comporterait le risque d'un engagement nucléaire stratégique.

Priorité

En vertu de cette doctrine, il eût été logique de commencer le processus du désarmement nucléaire par le bas (par les SNF aujourd'hui en cause), afin de relever le seuil de l'engagement nucléaire. Mais le président Reagan, qui le sens de la concentration s'étouffe pas, s'entend avec Mikhail Gorbatchev pour abolir les deux échelons supérieurs (ceux des armes nucléaires de 500 à 1 000 km et de 1 000 à 5 000 km). En décembre 1987, l'accord de Washington est conclu ; il laisse chez les dirigeants alliés, notamment les Allemands, un très profond malaise.

Mais il faut faire avec. La priorité en Europe est dès lors au désarmement conventionnel, les armes nucléaires à courte portée restant les seules pour compenser l'écrasante supériorité soviétique en chars, en hommes, en artillerie classique et les seuls éléments de « couplage » avec l'armement nucléaire stratégique américain.

C'est à ce moment-là, alors que les opinions baignent encore dans l'euphorie consécutive au premier grand accord de désarmement, que M. Thatcher manque une occasion de se taire en appelant les alliés à adopter au plus vite la décision de moderniser les SNF. Installées en 1972, les « Lance » américaines auront besoin d'être remplacées vers le milieu des années 90. M. Thatcher prétend qu'il faut permettre au congrès américain d'engager les crédits nécessaires à la production des systèmes qui les remplaceront. En réalité rien ne presse. Ce que veut la Dame de fer, c'est un acte de fermeté de l'OTAN envers M. Gorbatchev. Elle sent les opinions occidentales chancelantes, en instance de désarmement moral ; elle craint les défaillances du président américain ; elle se croit investie d'une mission de sauvegarde.

Selon le « Washington Times »

M. Bush pourrait annoncer le retrait de 10 % des troupes américaines en Europe

La Maison Blanche n'a pas confirmé, mais pas non plus démenti, les informations publiées vendredi 26 mai par le Washington Times selon lesquelles le président George Bush pourrait annoncer à Bruxelles au sommet de l'OTAN, réuni les 28 et 30 mai, une réduction de 10 % des effectifs des troupes américaines stationnées en Europe, c'est-à-dire le retrait de 32 000 soldats.

« No comment », a simplement lâché M. Brent Scowcroft, le conseiller à la Maison Blanche pour les affaires de sécurité, au moment de prendre place dans l'avion présidentiel qui conduisait M. George Bush vers Rome, première étape de sa tournée en Europe.

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a pour sa part déclaré que toutes les propositions que pourrait faire M. George Bush seraient discutées avec les alliés à Bruxelles avant d'être évoquées publiquement.

Une décision de cette nature serait évidemment à double tran-

chant. On peut la concevoir comme un geste positif envers l'Union soviétique, destiné à répondre en particulier aux dernières mesures unilatérales annoncées par M. Gorbatchev le 12 mai dernier.

L'administration américaine écartait jusqu'à présent l'idée de mesures unilatérales alors que des négociations sont engagées à Vienne — et bien engagées, — qui visent à la réduction des forces conventionnelles en Europe et à la disparition des asymétries existant actuellement au profit du pacte de Varsovie. M. Bush, renouant à cette position, aurait ainsi décidé de répondre aux critiques dont il fait parfois l'objet chez ses alliés, qui lui reprochent soit de laisser toute l'initiative et donc le beau rôle à M. Gorbatchev, soit de ne pas suffisamment répondre à l'apparente bonne volonté soviétique et de ne pas assez encourager les négociations de Vienne.

D'un autre côté, une annonce de retrait d'une partie des troupes américaines en Europe peut évi-

ment être interprétée comme un coup de semonce aux alliés occidentaux des Etats-Unis et notamment à la RFA. C'est la menace d'un désengagement américain en cas où les alliés ne rejoindraient pas les positions américaines sur la question des armes nucléaires à courte portée.

C'est également un moyen, pour les dirigeants américains, de rappeler qu'ils ont eux aussi à faire face chez eux à un courant d'opinion partisan de la réduction des dépenses militaires.

Les navettes Bonn-Washington se multiplient, et les Américains finissent par accepter de ne pas exclure le principe de telles négociations. Ils y mettent cependant deux conditions : il faudrait, disent-ils, que leur mandat exclue

Non content d'avoir obtenu le report de la décision de modernisation au-delà des élections allemandes, il demande l'ouverture « prochaine » de négociations sur les SNF, perspective qu'encourent les Américains et Britanniques notamment, parce qu'elle risque de glisser vers ce que l'on appelle la « troisième option zéro ». C'est-à-dire l'élimination de cette catégorie d'armes.

Les navettes Bonn-Washington se multiplient, et les Américains finissent par accepter de ne pas exclure le principe de telles négociations. Ils y mettent cependant deux conditions : il faudrait, disent-ils, que leur mandat exclue

Non content d'avoir obtenu le report de la décision de modernisation au-delà des élections allemandes, il demande l'ouverture « prochaine » de négociations sur les SNF, perspective qu'encourent les Américains et Britanniques notamment, parce qu'elle risque de glisser vers ce que l'on appelle la « troisième option zéro ». C'est-à-dire l'élimination de cette catégorie d'armes.

Les navettes Bonn-Washington se multiplient, et les Américains finissent par accepter de ne pas exclure le principe de telles négociations. Ils y mettent cependant deux conditions : il faudrait, disent-ils, que leur mandat exclue

Les forces armées américaines stationnées en Europe comptent environ 317 000 hommes au total. Pour l'essentiel, elles sont basées en Allemagne fédérale (245 700), en Grande-Bretagne (29 800) et à bord des bâtiments de la VI^e flotte en Méditerranée (22 000). Leur coût annuel est estimé à environ 107 milliards de dollars en 1988 (soit le tiers du budget global du Pentagone), mais cette évaluation comprend également la participation américaine à des dépenses d'équipement au titre de l'OTAN.

Diploma
NOTA
municipali



VENTES PAR AD
L'APPARTENANT A P

مكتبة الشاه

Diplomatie

la réunion de l'OTAN l'émancipation

une élimination totale et se fixe pour seul objectif un équilibre est-ouest à plus bas niveau. Ces négociations ne sont envisageables, ajoutent-ils, qu'une fois conclu et mis en œuvre un accord sur le conventionnel. Nouveau rejet des Allemands, qui jugent cette échéance trop lointaine; nouvelle escalade de leur part: ils demandent une formulation qui n'exclue pas radicalement la troisième option zéro. M. Bush, cette fois, ne suit pas et ne variera pas de sa position de fermeté. Ce qui est en cause à ce stade, c'est rien de moins que le maintien des troupes américaines en Europe.

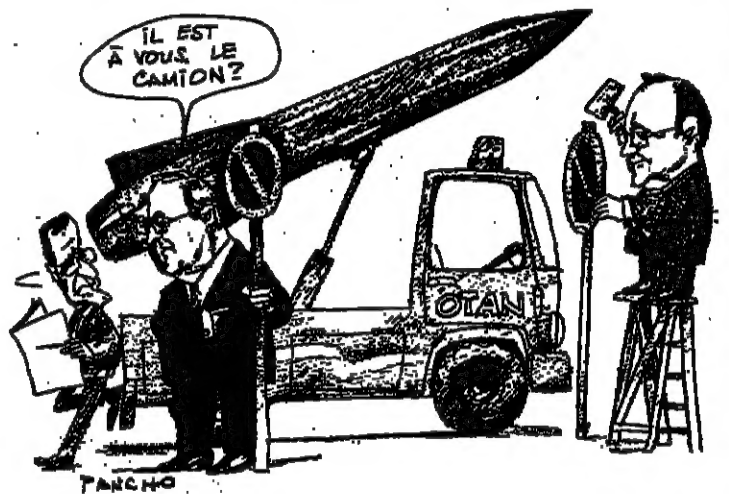
Une crise d'émancipation allemande

On en est là. Les dirigeants américains ont pris leur parti d'arriver lundi au sommet sur un constat de désaccord. L'affaire des SNF n'est que l'un des aspects de fixation d'une sorte de crise d'émancipation que

cer de faire oublier, sur l'avenement d'un monde meilleur, libéré, par les vertus de l'IDS, de l'arme nucléaire diabolique.

Ce serait cependant ne voir qu'un des aspects du malaise allemand. Ce dernier ne s'inscrit pas seulement dans une problématique Est-Ouest; il est essentiellement une revendication de statut à l'intérieur du camp occidental. « Tout ça ne serait pas arrivé si nous avions quelques armes nucléaires », dit un diplomate ouest-allemand. Non que la RFA convoite ces armes, au contraire. Mais le fait de les abriter sans les commander ni les gérer est l'un des symptômes les plus criants d'un statut d'allié mineur qu'elle supporte de moins en moins.

« Les Allemands veulent être partie prenante à la gestion des affaires nucléaires, et il ne peuvent y parvenir que par le désarmement », dit un diplomate français. La négociation [sur les SNF] a une valeur en elle-même; c'est une façon d'être associé aux



traverse actuellement l'Allemagne et qui pose la question de son statut dans l'OTAN. Les accords conclus avec les Américains n'ont pas cessé depuis des mois. Il y a l'affaire des survols à basse altitude du territoire allemand par l'aviation américaine, après plusieurs accidents cet automne. Il y a, un peu plus tard, ce réflexe de dégradation outragée des Allemands quand leur pays fut mis en cause par Washington à propos de l'usine chimique de Rabta en Libye, puis leur ressentiment quand la preuve était faite que les États-Unis avaient raison, certains commentateurs américains se livrant à des amalgames historiques plus que fondés. Il y a aussi les manœuvres Wintex, une simulation née d'une inspiration de génie des militaires américains où tout était réuni pour traumatiser une opinion allemande hypersensible: en particulier le déclenchement de sept missiles nucléaires sur l'Allemagne sans riposte nucléaire contre l'Union soviétique.

L'intervention de M. Thatcher avait en outre engendré, dans la classe politique, l'impression qu'on doutait de la RFA - qui assume, ne l'oublions pas, la plus lourde part de la défense alliée en Europe - et qu'on voulait faire de la question de la modernisation un test de sa fiabilité. Si l'on ajoute à tout cela les mésaventures électorales récentes de la coalition et les raisons particulières et légitimes qu'ont les Allemands d'être plus attachés que d'autres au processus de la détente Est-Ouest, on a tous les ingrédients du problème.

S'agit-il de la dernière illustration de ce qu'il est convenu d'appeler la « dérive » allemande? Si l'on veut faire aux Allemands ce procès, il faut au moins admettre que M. Reagan a dérivé avant eux, par sa façon d'engager le processus du désarmement et par ses prophéties, que M. Bush doit maintenant s'effor-

prises de position occidentales. « En témoigne la façon dont les dirigeants de Bonn ont soutenu l'idée que leur avait soumise les Américains au cours de discrètes tractations ces dernières semaines: que l'OTAN propose des réductions de part et d'autre du nombre de SNF, sans négociations.

Vers un « aggrégement »

M. Bush n'a pas de chance. Ce différend surgit au moment où, abattant ses cartes en politique étrangère, il montre une ouverture au dialogue avec les Européens que ses derniers n'ont plus comme depuis longtemps chez un partenaire américain. La querelle s'ajoute à une série d'autres éléments qui, tous, poussent dans le sens d'un aggrégement de grande ampleur dans l'OTAN: les interrogations d'une partie de la classe politique aux États-Unis sur le bien-fondé de l'effort américain pour la défense de l'Europe; les interrogations des Européens eux-mêmes sur leur future politique et l'idée récurrente de la nécessité, à terme, d'affirmer leur identité dans le domaine de la défense; les distinctions qu'a déjà subies de fait la doctrine de la réponse flexible; les progrès qui seront réellement accomplis dans les secteurs prioritaires du désarmement et le changement de nature de la menace soviétique, qui élargissent d'autant la marge de manœuvre dont dispose l'OTAN pour réviser de fond en comble sa doctrine.

Tout cela vaudrait bien un nouveau rapport Harmel, au moins. Seulement voilà: il est trop tôt, entre autres parce que la stabilité de l'actuel régime soviétique n'est encore pas garantie et que, pour spectaculaires qu'elles soient, ses initiatives en direction du désarmement ne sont pas suffisantes pour que l'Occident baisse sa garde les yeux fermés.

CLAUDE TRÉAN.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue la Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

VENTE sur site immobilière, au palais de Justice à CRÉTEIL
le JEUDI 15 JUIN 1989, à 9 h 30
UN APPARTEMENT de 4 P. PRINC. à CACHAN (94)
17, avenue Léon-Blum
Res-de-cha. Carré, garage, combles, débarras - Rénovation / terrain
S'adr. M. LACROIX, avocat
M. à P. 200 000 F à Champsigny/Marne (94), 20, r. Jean-Jaurès
Tél. : 47-06-94-22 - M. BOUDRIOT et VIDAL DE VERNER, avocats, 55, bd
Malesherbes, Paris (89) - Tél. : 45-22-04-36. Visitez le TGI, Créteil - S/plac
pour visiter, le 29 mai 1989, de 11 à 12 heures.

Europe

ITALIE

Le président du Sénat est chargé de trouver une solution à la crise gouvernementale

ROME
de notre correspondant

Au septième jour de la nouvelle crise gouvernementale, l'Italie est le président de la République, M. Francesco Cossiga, a décidé, vendredi 26 mai, de confier au président du Sénat, M. Giovanni Spadolini, un « mandat exploratoire en vue de trouver une solution ». Conformément à la tradition solennelle établie - le président du Sénat est le second personnage institutionnel de l'Etat - cette décision ne règle évidemment rien. Sur un terrain de football, on dirait que l'arbitre (M. Cossiga) a simplement déposé son touché.

L'éventualité d'un gouvernement De Mita bis, que la presse italienne unanime donnait encore, vendredi

matin, comme « quasi certaine », semble donc, pour le moment, écartée. Le premier ministre démissionnaire reste cependant en charge des affaires courantes jusqu'à ce que M. Spadolini ait résolu la quadrature du cercle. Agé de soixante-quatre ans, souvent ministre et une fois déjà chef du gouvernement (1981-1982), le président du Sénat est membre du petit Parti républicain (3,7 % des voix aux dernières élections), lui-même parti prédominant de la coalition gouvernementale en crise.

Le Parti socialiste de M. Bettino Craxi (15 % des voix) ayant apparemment mis son veto à une nouvelle candidature de M. De Mita et la Démocratie chrétienne (32 %) ne souhaitant pas donner l'impression de se soumettre au diktat du PSI en

choisissant comme nouveau premier ministre un autre de ses membres, il n'est pas impossible que M. Spadolini parvienne à réunir le consensus autour de son nom.

En tout état de cause, le président du Sénat a dit qu'il prendrait « le temps qu'il faudra pour trouver un gouvernement stable ». Compte tenu de la visite en Italie de M. George Bush et du sommet de l'OTAN à Bruxelles au début de la semaine prochaine, les consultations du nouveau mandat ne commenceront que mercredi prochain.

Puisque la chute du gouvernement a été principalement causée par des considérations électorales, chacun est convaincu qu'aucune solution durable ne peut être trouvée avant le résultat du scrutin européen du 18 juin.

PATRICE CLAUDE.

POLOGNE

Le charnier d'Otwock contenait les ossements de six cents victimes des polices secrètes polonaises et soviétiques

Six cents hommes, femmes et enfants, dont les corps avaient été découverts le mois dernier, dans un charnier près d'Warszawa, ont été mis par les polices secrètes polonaises et soviétiques entre 1944 et 1947, a conclu, vendredi 26 mai, une commission d'enquête spéciale.

Selon le nouveau quotidien de Solidarité Gazeta Wyborcza, les victimes étaient à la fois des prisonniers de guerre allemands et des résistants polonais. Les restes ont été découverts dans la forêt d'Otwock par un journaliste qui voulait en savoir plus sur des rumeurs qui circulaient localement. Les travaux de terrassement ont mis au jour des ossements et des crânes empilés sur cinq niveaux. — (AP.)

RFA

Spectaculaire évasion en ULM à Berlin

Deux anciens réfugiés de République démocratique allemande, établis depuis plusieurs années en RFA, ont réussi, vendredi 26 mai, l'exploit d'aller chercher un de leurs amis à Berlin-Est en utilisant deux appareils ultra-légers motorisés (ULM).

Les deux appareils, des biplaces de construction autrichienne, avaient été camouflés aux couleurs d'un pays socialiste, repeints en vert olive et munis d'une grande étoile rouge sur une partie de l'empennage. L'utilisation de deux appareils était destinée à se prémunir contre une éventuelle détection.

Une fois leur ami récupéré, dans des circonstances qu'on ne connaît pas exactement, les deux pilotes se sont posés à Berlin-Ouest peu avant 5 heures du matin devant le monument aux morts soviétique situé près du

Reichstag, à quelques dizaines de mètres du mur qu'ils venaient de survoler. Ils avaient convoyé eux-mêmes leurs ULM à Berlin-Ouest par la voie de transit entre la RFA et Berlin-Est il y a quinze jours.

Les tentatives de fuite vers l'Ouest se sont multipliées ces derniers mois de manière spectaculaire à la frontière entre la RDA et la RFA ou la partie occidentale de Berlin. Beaucoup ont réussi. La franchissement du mur reste néanmoins toujours aussi périlleux, surtout à Berlin. Les Allemands de l'Est n'ont pas renoncé, malgré les protestations occidentales, à faire tirer à vue sur les fugitifs. En mai dernier, une autre tentative de fuite par voie aérienne s'était soldée par la mort d'un jeune homme dont le ballon gonflé à l'air chaud s'était écrasé à Berlin-Ouest. — (AFP.)

Asie

La Chine sous l'œil de la vieille garde

(Suite de la première page.)

Aucune précision sur le sort de M. Zhao et des personnalités écartées du pouvoir avec lui, mais, entre les lignes du communiqué de cette instance, qui regroupe la plus grande partie des vétérans mis à la retraite par M. Deng, on entrevoit l'acte d'assassinat qui va peser sur le secrétaire général déclin. Les vétérans réclament que soient « résolument exposés les manœuvres et intrigues d'une toute petite, toute petite [la répétition insistante revient à plusieurs reprises dans le texte] minorité qui cherche à créer le désordre », et que ces gens soient « combattus énergiquement ».

M. Chen Yun, qui agit depuis des années comme une sorte de grand censeur du régime, et qui n'a pas hésité par le passé à s'opposer à M. Deng, est âgé de quatre-vingt-quatre ans. Lui et ses collègues consentent à reconnaître ses étudiants que, dans leur « immense majorité », ils sont animés d'un « enthousiasme patriotique », mais ils poursuivent, en pointant le doigt vers M. Zhao - et donc, indirectement, vers l'homme qui l'a mis en place, M. Deng en personne: « Les hommes qui ont dirigé l'apparition de ces troubles n'est absolument pas un hasard. L'une des causes importantes est que, depuis une période assez longue, on a relâché l'éducation idéologique marxiste et on a affaibli le travail politique et idéologique du parti. » En clair, M. Deng se voit dire que c'est sa faute si l'on en est arrivé là, et qu'il était temps qu'il renverse la vapeur.

Une douloureuse reconstruction

Cependant, on ne peut pas dire que cette prise de position fasse l'unanimité chez les vétérans. La liste des personnes qui ont assisté à la réunion et approuvé cette résolution fait apparaître, sur les vingt-sept membres de cette commission, cinq absents - « camarades malades ou ayant d'autres affaires à traiter ». Deux de ces absences au moins sont des votes négatifs implicites: ni le général Zhang Aiping, ancien ministre de la défense, ni M. Huang Hua, ancien ministre des affaires étrangères, n'ont jugé utile ou n'ont pas osé décaler pour voter ce texte. Le premier, parce qu'il a

cosigné un tract de généraux à la retraite désapprouvant implicitement le recours à la loi martiale et, le second, pour d'évidentes raisons diplomatiques.

Car le régime chinois en est aujourd'hui à tenter de légitimer, pour son image internationale comme pour sa propre opinion intérieure, ce qui est essentiellement un coup de force militaire opéré par le premier ministre contre le secrétaire général du parti. Après plus de douze ans d'efforts, depuis la mort de Mao Zedong, pour tenter d'imposer à son appareil le respect de la légalité - et après un premier faux pas lors de l'éviction de Hu Yaobang en 1987 - M. Deng est revenu à la case départ. Son régime a probablement manqué une chance historique de se mettre au goût du jour en renouant aux épreuves de force illégales.

Les réticences de la vieille génération, dont le vote de vendredi n'est qu'un exemple, laissent entrevoir les difficultés auxquelles M. Li Peng est probablement en train de se heurter avec d'autres instances du parti, moins fermement accrochées au dogme de l'ordre socialiste absolu. Le parti a exhibé ses dissensions au grand jour au cours du soulèvement populaire. Parmi des dizaines d'exemples, celui qu'annonce M. Qiao Guili, numéro trois du bureau politique derrière M. Zhao et Li Peng avant le coup de force, est le plus criant. L'Ecole du comité central qu'il dirige a manifesté pour la démocratie. Cela n'a pas empêché l'autre grande instance qu'il préside, la commission d'inspection de la discipline du comité central, de se prononcer vendredi pour M. Li Peng. A tous les niveaux, on trouve des situations de cet ordre.

Le premier ministre en est donc réduit à chercher à reconstruire un bureau politique, opération douloureuse dont la complexité explique le retard du bras législatif du pouvoir à se montrer sur la scène publique. Pour ce faire, il va devoir payer la facture élevée que va lui présenter l'armée, peu enchantée d'avoir dû sortir de ses casernes pour faire semblant de conduire une opération de police incompétente de la population, alors qu'on lui faisait jouer, en fait, un rôle politique dans une lutte acharnée pour le pouvoir. Toutes les indications recueillies de la part de

militaires actifs montrent que ceux-ci ne se sont rassemblés derrière M. Deng et Li Peng que contraints et forcés et par souci de stabilité, mais ne nourrissent pas de sympathie particulière pour le premier ministre.

Equation comprise par les dirigeants du mouvement étudiant, qui se sont réfugiés dans une semi-clandestinité depuis vingt-quatre ou quarante-huit heures, mais dont les proches ont fait savoir qu'il n'était pas question pour eux d'abandonner toute forme d'action visant à faire évoluer le pouvoir. Les tentes et drapeaux de cette « Commune de Tiananmen » non déclarée, qui a défilé, depuis le 13 mai, le pouvoir, ne sont plus aujourd'hui qu'une pibce parmi d'autres d'un gigantesque puzzle secoué par la crise la plus grave survenue en Chine depuis la révolution culturelle. Leur retrait imminent, qui sera peut-être l'occasion d'une apparition-parade de la troupe au milieu de la capitale, ne signifiera nullement la fin de cette crise.

Un aven pathétique d'échec

M. Li Peng peut s'appuyer sur la vieille génération pour conduire une politique de répression conforme à celle qu'il a énoncée: éducation politique orthodoxe et discipline de fer. Il ne peut pas nécessairement empêcher la résurgence, à moyen terme, de formes de contestation, qui peuvent germer de l'intérieur même du système. M. Li Peng va, en outre, devoir compter avec la maturité nouvelle dont font preuve les étudiants.

Il n'est pas exclu qu'on assiste dans les rangs de ces derniers, au cours des jours à venir, à quelques arrestations. Mais le ton général du régime à leur égard donne à penser qu'il marchera sur la pointe des pieds pour éviter de faire des « martyrs » au sein d'une population universitaire largement composée de la progéniture des membres de l'appareil. Il reste que les étudiants ont découvert certaines des failles du régime et, pour la première fois, ont recueilli le soutien de la population et d'un pan entier de l'appareil pour une démocratisation du pays.

La photographie du Quotidien du peuple, samedi, montrant les vieux conseillers du comité central votant à l'unanimité, bras levé, leur soutien

URSS: pour la première fois

Les Géorgiens ont célébré l'anniversaire de leur République de 1918

Tbilissi (AFP). - Pour la première fois depuis les événements tragiques du 9 avril, au moins deux cent mille personnes ont participé, vendredi après-midi 26 mai, à Tbilissi, à une manifestation organisée par des dirigeants nationalistes géorgiens.

Six semaines après la mort de vingt manifestants nationalistes tués par les forces de l'ordre, ils célébraient la date anniversaire de l'éphémère indépendance de leur République, le 26 mai 1918. C'est la première fois que cette cérémonie était autorisée, et la journée avait été déclarée fériée.

L'indépendance de la Géorgie fut très brève puisque la République a été réintégré à l'URSS en 1921. Mais toutes les rues de Tbilissi résonnaient vendredi de klaxons joyeux, et le drapeau de l'éphémère République, rouge sombre agrémenté de deux bandes noire et blanche, était porté triomphalement par des jeunes gens à travers la ville. Des jeunes filles en ont fait un bandeau autour de leurs cheveux. Cet emblème, interdit encore récemment, claquait même au fronton de certains bâtiments officiels à la place du drapeau de la République soviétique de Géorgie, orné de la faucille et du marteau.

Aucun soldat n'était visible dans les rues pour assurer l'ordre, une tâche qui revenait aux miliciens, relativement discrets.

Pour beaucoup de manifestants, le Parti communiste géorgien, dirigé maintenant par Vigi Goumaridze, a décidé d'appliquer la politique de la main tendue à l'égard des nationalistes, redoutant que leurs activités ne prennent trop d'ampleur ou qu'elles se radicalisent faute de dialogue.

FRANCIS DERON.

L'Union birmane devient l'Union de Myanma

Les autorités birmanes ont décidé de changer de nom du pays: l'Union birmane fait place à l'Union de Myanma, « car le nom de Birmanie fait allusion à la race birmane, tandis que le mot Myanma englobe toutes les races du pays », a déclaré le porte-parole du gouvernement. Rangoun deviendra Yangon, qui est la manière birmane de prononcer le nom de la capitale. Moulmein se dira Mawlamyay, tandis que la ville de Prome sera désormais connue comme Pyl.

Mais à ces modifications de noms ne correspond aucun changement d'attitude à l'égard des minorités ethniques qui lutent depuis plus de quarante ans contre Rangoun. Le général Saw Maung a rejeté toute idée de négociation avec les rebelles, ainsi que le lui avait proposé le général Chaovalit, commandant en chef de l'armée thaïlandaise. Il semble que les autorités birmanes soient décidées à poursuivre leur offensive contre les insurgés. — (Corresp.)

Politique

La préparation des élections

Au cours du premier meeting de M. Fabius, à Nantes

M. Rocard met l'accent sur les droits sociaux en Europe

Défendre et faire progresser les droits sociaux contre ceux pour qui l'Europe devrait obéir à une logique purement financière : le thème principal de la campagne socialiste pour le scrutin du 18 juin a été développé avec insistance, vendredi 26 mai, par MIM. Michel Rocard et Laurent Fabius devant deux mille cinq cents personnes

NANTES
de notre envoyé spécial

Il n'est pas facile de rendre attrayante une élection dépourvue d'enjeu intérieur, ni d'intéresser les citoyens à un débat européen qui paraît bien insaisissable. M. Charles Gantier, maire de Saint-Herblain, premier secrétaire de la fédération socialiste de la Loire-Atlantique, a bien résumé une partie de la difficulté en disant que « l'Europe est omniprésente, mais elle est invisible ». Les dirigeants socialistes s'inquiètent du manque de mordant de la campagne, et certains d'entre eux incriminent les médias, qui font trop de place, estiment-ils, à des questions annexes, telles que l'organisation du débat télévisé entre les principales têtes de liste ou, s'agis-

sant du PS, les rapports entre l'équipe de M. Fabius et les responsables du parti.

Le premier meeting de la campagne socialiste devait favoriser la confrontation avec les autres listes. Dans un décor très soigné — des gradins formant un hémicycle de couleur bleue, frappé de douze étoiles, sur lequel ont pris place des partisans de la liste de M. Fabius, entourant quelques-uns de ses candidats — une première partie, animée par le réalisateur de télévision Serge Monetti, a permis à certains de ces représentants du courant socialiste d'exprimer leur vision de l'Europe. Parmi ces personnes qui, pour la plupart, témoignaient silencieusement de leur engagement, figurait M. Bernard Herzig, professeur de médecine à Nantes, frère du chef de file de la liste du PCF.

réunies au parc de La Beaujoire à Nantes. Si les socialistes, « parfois », sont « effectivement divisés », ils savent, à l'approche des échéances électorales, se retrouver « tous mais autour de [leurs] candidats », a souligné le premier ministre, désignant ainsi lui-même ce que ce meeting avait pour fonction, entre autres, de démontrer.

Puis M. Rocard, après avoir relevé la division de la droite et souligné que, au PS, « s'il peut y avoir des querelles de personnes ou des rivalités », elles « cessent bien vite d'être importantes au regard d'une commune ambition », a déclaré le moment venu d'affirmer haut et fort les droits fondamentaux des salariés en Europe.

Hommage à M. Soisson

Au passage, le premier ministre a cité en exemple le travail accompli par M. Jean-Pierre Soisson pour parvenir à « une définition (...) satisfaisante du licenciement économique et des exigences qui doivent l'entourer ». Cet hommage à un ministre d'ouverture « et à son action n'a recueilli que des applaudissements modérés dans une assistance qui a, pourtant, manifesté avec chaleur son appui au chef du gouvernement.

M. Rocard a ironisé sur les « conversions tardives » qui se sont exprimées, à droite, en faveur de l'Europe et mis en garde contre l'« idée singulière » qui consistait, pour « bâtir une puissance publique », à « faire appel à ceux dont la philosophie principale est d'être ennemis de la puissance publique ». M. Fabius a développé la même idée pour démontrer que ce n'est pas parce que les principaux chefs de file ne « s'étrépent » pas « à longueur de journée » qu'il n'y a « pas de différence » entre les conceptions qu'ils défendent.

Selon M. Fabius, l'opposition — qui a trouvé l'idée d'une liste unique « tellement bonne qu'elle a décidé d'en faire deux » — défend une Europe « mercantile », dont elle attend ce qu'elle n'a « pas pu obtenir » pendant son « bref passage au pouvoir » de 1986 à 1988. Les socialistes, au contraire, se proposent notamment de « lancer un grand programme européen de lutte contre la pauvreté », a indiqué M. Fabius.

Se référant aux étudiants chinois en lutte contre le conservatisme, le chef de file socialiste a lancé : « Nous aussi, nous devons, à notre manière, aux forces du conservatisme : laissez-nous passer ! »

P. J.

La nature du vote écologiste

par Jérôme Jaffré

La montée du vote écologiste va modifier les structures de notre vie politique, tout comme en 1984 la percée du Front national a brutalement interrompu le cours paisible de la « bande des quatre ». Jusqu'à aujourd'hui jamais dans un scrutin national, les écologistes n'ont réussi à passer la barre des 5 % : 4,5 % aux européennes de 1979 ; 3,4 % à celles de 1984 ; 3,9 % à la présidentielle de 1981, 3,8 % à celle de 1988. Or, cette fois-ci, sur la base des sondages pré-électorales, les Verts peuvent nourrir l'espoir de passer la barre des 10 % des suffrages exprimés.

Le caractère européen du phénomène — l'Allemagne déjà, le Benelux, la France aujourd'hui — les préoccupations du public en matière d'environnement, son souhait d'une politique commune pour en assurer la protection, conduisent à expliquer pour l'essentiel cette progression du mouvement écologiste par l'écologie. Mais il n'est pas inutile — en s'appuyant sur les plus récentes enquêtes de la SOFRES (1) — de connaître l'origine de ces électeurs

verts et d'étudier la signification politique de leurs suffrages.

Sur le plan électoral, le phénomène écologiste n'est pas neutre. Il n'emprunte pas également à la gauche et à la droite. Certes, une partie de ses électeurs provient de l'abandonnisme : 25 % d'entre eux n'ont pas pris part au premier tour de l'élection présidentielle, 29 % au premier tour des élections législatives. Mais parmi les votants la majeure partie provient de la gauche. Le 24 avril 1988, 37 % des Verts d'aujourd'hui ont voté pour un candidat de gauche, 18 % seulement pour un candidat de droite. On dit donc au demeurant une influence significative du vote d'extrême gauche puisque 10 % ont porté leurs suffrages sur Pierre Juquin, Arlette Laguiller, ou Pierre Bousset. Le choix du second tour entre François Mitterrand et Jacques Chirac accentue le phénomène : 57 % pour le président sortant, contre 14 % seulement pour son premier ministre d'alors.

La sociologie du vote écologiste s'en trouve partiellement renouvelée. On retrouve maintes fois cer-

taines de ses caractéristiques habituelles (voir tableau) : un vote jeune (47 % de ses électeurs ont moins de trente-cinq ans contre 40 % des socialistes et 27 % des électeurs Giscard d'Estaing et Veil) ; un niveau d'instruction supérieur (25 % ont atteint l'enseignement supérieur contre 20 % des « fabiusiens » et 18 % des électeurs de la droite modérée). Mais, conséquence sans doute de l'apport de la gauche, l'électorat écologiste de 1989 est le plus populaire que par le passé. Il compte dans ses rangs 53 % d'ouvriers, employés et professions intermédiaires, soit une proportion supérieure à celle de la liste socialiste. Parmi les actifs, on relève 43 % de salariés du secteur public. Avec cette présence d'ouvriers et de fonctionnaires, le vote écologiste de 1989 est d'une nature nouvelle. Aux élections législatives de 1978, on comptait dans ses rangs 21 % d'ouvriers et d'employés. Ils sont aujourd'hui 35 %.

A l'heure actuelle et malgré les intentions de vote déclarées, ces électeurs ne manifestent qu'un attachement limité à l'écologie politique. Seulement la moitié d'entre eux citent ce mouvement comme la plus grande nouveauté de la vie politique ; un peu plus de 50 % déclarent qu'en cas d'hypothétique présidentielle ils voteraient pour Antoine Waechter. Seule une minorité d'environ 30 % refuse le clivage gauche-droite, pourtant pierre de touche du discours politique des Verts. Et quand ils se classent sur l'échelle habituelle de la SOFRES, 54 % se situent à l'extrême gauche ou à gauche, un tiers choisissent le centre et à peine plus d'un dixième la droite ou l'extrême droite. L'écologie de 1989 n'est plus un centrisme de substitution, comme cela pouvait être le cas aux municipales de 1977, mais plutôt un choix alternatif au sein du système politique, particulièrement pour les électeurs de gauche.

Confiance à la gauche

S'agit-il pour autant d'un phénomène similaire à celui des « départs du socialisme » dont la gauche a tant souffert de 1983 à 1986 ? Les sondages d'opinion permettent de répondre clairement par la négative. En réalité, les électeurs écologistes applaudissent des deux mains à la présence de la gauche au pouvoir et ils maintiennent leur confiance aux dirigeants du pays. 72 % des Verts jugent positif le bilan présidentiel de M. Mitterrand et 70 % déclarent lui faire confiance pour l'avenir ; pour le premier ministre, le niveau de confiance atteint 71 %. Parmi les personnalités politiques les plus populaires aux yeux des Verts figurent aux sept premières places six leaders socialistes et seulement un leader du centre, Simone Veil. Enfin, chez les électeurs écologistes, la cote de popularité du Parti socialiste s'élève à 70 % de bonnes opinions, celle de l'UDF à seulement 34 % et celle du RPR à 27 %.

Pourquoi donc voter écologiste si l'on est un électeur de gauche qui demeure fidèle à son camp ? A l'examen des chiffres, il apparaît que ce vote écologiste plus populaire a une signification de contestation sociale à l'égard d'une gauche jugée trop gestionnaire. Une majorité des électeurs écologistes estiment leur vie matérielle peu satisfaisante (58 % contre 42 %), la moitié d'entre eux déclarent avoir subi depuis un an une perte de leur pouvoir d'achat contre le tiers des socialistes. Dans cet électorat, l'approbation du développement de la Bourse est plus clairement mesurée : 37 % contre 46 % parmi les socialistes et 58 % au sein de la droite modérée. 47 % estiment que les efforts entre François Mitterrand et Jacques Chirac sont demandés surtout aux défavorisés. Dans le bilan détaillé de François Mitterrand, quatre domaines sont particulièrement critiqués : le chômage, le pouvoir d'achat, la politique sociale et la lutte contre les inégalités. Ce n'est pas en se souciant seulement d'environnement que les socialistes feront diminuer le vote écologiste mais en répondant aussi à ces préoccupations-là.

Un électorat plutôt à gauche, hostile à la droite, assez populaire, critique à l'égard de la politique sociale menée. On retrouve dans ces indications l'écho des luttes sociales et des « affaires » de l'hiver dernier. L'environnement et la contestation sociale forment les deux éléments fondateurs du vote écologiste de 1989, qui paraît ainsi beaucoup plus proche des Verts allemands que par le passé. Autant d'enseignements qui peuvent poser demain en termes nouveaux les problèmes de l'« ouverture » politique et des alliances entre partis.

(1) Par fusion de trois enquêtes réalisées du 22 avril au 15 mai 1989 auprès d'échantillons nationaux de mille personnes, ce qui permet de disposer au total d'un fichier de trois mille interviews.

Comparaison avec les autres listes

	LISTE SOCIALISTE (L. Fabius)	LISTE ÉCOLOGISTE (A. Waechter)	LISTES CENTRE (G.-d'Estaing-S. Veil)
AGE			
18-24 ans	14	35	11
25-34 ans	26	32	16
35-49 ans	25	28	26
50-64 ans	28	14	25
65 ans et plus	15	11	22
	100 %	100 %	100 %
PROFESSION DELIMITÉE			
Agriculteur	2	3	6
Commerçant, industriel	2	5	7
Cadre, profession intellectuelle	32	5	6
Profes. interméd., employé	43	40	24
Ouvrier	17	53	8
Inactif, retraité	43	34	28
	100 %	100 %	100 %
VOTE AU PREMIER TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE			
A. Lajoinie	3	2	0
Extrême gauche	5	18	37
F. Mitterrand	76	25	1
A. Waechter	2	20	32
J. Borel	2	6	2
J. Chirac	2	18	40
J.-M. Le Pen	4	5	10
Abstention, sans réponse	7	25	9
	100 %	100 %	100 %
PREFÉRENCE PARTISANE			
Gauche	94	34	12
Mouvement écologiste	2	49	4
Droite	2	11	78
Sans réponse	2	6	6
	100 %	100 %	100 %

Source : Enquêtes SOFRES. Quatre mille interviews 22 avril-15 mai 1989.

Partez en vacances avec Le Monde



ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (valeur normale)
2 semaines	80 F	160 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	150 F	261 F
2 mois	280 F	482 F
3 mois	385 F	700 F

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-98-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____
du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM _____ PRÉNOM _____
N° _____ RUE _____
LOCALITÉ _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT :
☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE N° de CB : _____

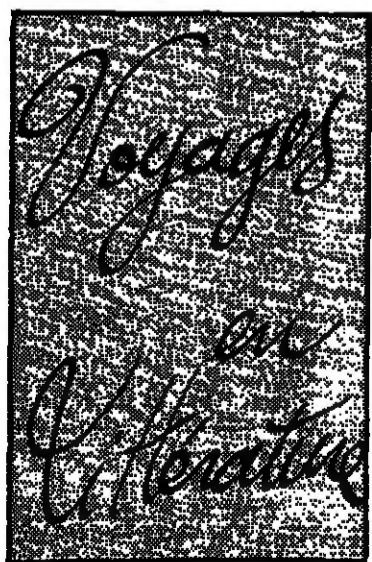
Date d'expiration : _____ Signature : _____

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

GRAND CONCOURS

Du 22 mai au 10 juin 1989



HACHETTE Classiques

Le Monde

EUROPE 1

Noms de théâtre

Question 11 :

Les jeunes filles chéries de Molière.

Molière a une prédilection pour certains prénoms féminins qu'il attribue à des personnages différents dans plusieurs pièces.

A l'aide de cette indication, dites de quel prénom il s'agit : Se marie à un barbon de cinquante-trois ans pour se « donner du divertissement » ; ou une marquise au regard qui tue.

- ☐ Angélique
- ☐ Dorimène
- ☐ Elise
- ☐ Marianne
- ☐ Martine

Question 12 :

Les homonymes du théâtre.

On retrouve, chez des auteurs de théâtre très différents, des personnages qui portent le même nom sans avoir pour autant le même rôle ou le même caractère. Nous vous donnons des informations pour que vous retrouviez quelques-uns de ces homonymes théâtraux.

- a - Chez Corneille, c'est une intrigante marâtre qui ourdit en faveur de son fils ; chez Molière, c'est une perfide coquette...
- b - Hérite entre l'imprécation au dix-septième siècle et la badinerie au dix-neuvième siècle.

Bulletin-réponse dans le Monde, le samedi 10 juin 1989 (daté dimanche 11 - lundi 12 juin)

Chaque jour une vignette de participation. Collectionnez-les précieusement. Vous devrez les coller sur le bulletin-réponse.

Pour vous aider à répondre, chaque jour des indices sur Europe 1 ou sur Minitel 3615 code LEMONDE, EDUC ou EUROPE 1.

مكتبة الأمل

Politique

La moralisation de la vie publique

du 18 juin

M. Giscard d'Estaing, voyageur sans passeport

NICE
de notre correspondant régional

M. Giscard d'Estaing aime les symboles. Pour illustrer celui de l'effacement des frontières à l'intérieur de l'Europe, il s'est rendu, le vendredi 26 mai, à Tende, une petite commune des Alpes-Maritimes, rattachée à la France depuis seulement 1947 et à qui sa situation géographique a valu bien des problèmes politico-administratifs. L'ancien président de la République, qui était accompagné de deux de ses principaux collaborateurs de l'union UDF-RPR, MM. Alain Juppé et François Léotard, et qui a été accueilli par le sénateur (PR) des Alpes-Maritimes et maire de Tende, M. José Balarelli, a poussé plus loin la démonstration. C'est de Vintimille, autre ville-frontière, mais en Italie, qu'il a choisi de relater Tende par la pittoresque ligne de chemin de fer qui remonte la vallée, française et italienne, de la Roya. « Je suis venu sans passeport », a proclamé M. Giscard d'Estaing, car j'étais sûr que personne ne s'en apercevrait. Que ce soit une leçon de ce qui va nous arriver bientôt ou, tout en restant

fidèles à ce que nous sommes, les Italiens à l'Italie, les Français à la France, nous nous sentirons en même temps citoyens d'un bel et même ensemble qui est l'Europe ».

An cours d'une brève conférence de presse, M. Giscard d'Estaing a tenu, par ailleurs, à rappeler que la réalisation prochaine du grand espace européen devait s'accompagner « d'un certain nombre d'initiatives et de mesures » dans le domaine de la sécurité « si l'on ne veut pas que cet espace soit plus ouvert aux menaces du terrorisme, du grand banditisme et de la drogue qu'à l'heure actuelle dans nos espaces nationaux ». Il a regretté, en particulier, que le gouvernement socialiste veuille amender la « loi Pasqua » sur l'immigration « dans un sens contraire aux préoccupations actuelles de nos partenaires européens ». Il a également critiqué la façon dont étaient traités les problèmes de défense « uniquement sous l'angle économique, c'est-à-dire selon la méthode la plus désastreuse pour nos armées car on les accule à disposer perpétuellement d'un matériel périmé ».

GUY PORTE.

Le débat télévisé

Un risque de « confusion » à six

M. Giscard d'Estaing a donné son accord au débat télévisé proposé par TF1 pour le 8 juin entre les six principaux têtes de liste aux élections européennes (1) qui n'apportent cependant, selon lui, qu'à l'investiture et confusion.

« Intervenant pendant la campagne officielle, ce débat, a-t-il précisé, sera sans doute illégal car je ne vois pas au nom de quel principe on exposerait les autres têtes de liste. Laurent Fabius ne pourra plus invoquer, comme aîné, la marginalisation et le silence des autres listes. Aussi je lui demande d'accepter, avant le début de la campagne officielle, le débat clair et loyal entre les deux listes placées en tête pour que les Français puissent, comme ils en ont le droit, comparer le projet socialiste et le projet libéral sur l'Europe. Je considère que c'est un devoir pour lui comme pour moi, car comment pourrait-on condamner l'abstention et en même temps donner aux Français les moyens d'un choix clair ? »

M. Giscard d'Estaing a toutefois indiqué que sa participation au « forum à six » n'était pas subordonnée à l'acceptation par M. Fabius du face-à-face qu'il appelle de ses vœux.

(1) Il s'agit, outre M. Giscard d'Estaing, de M^{me} Veil et de MM. La Pen, Besson, Wasth et Fabius.

« Le degré de civilisation des partis est inférieur au droit romain »

assure M. Michel Rocard
au colloque de Dialogue 2000

Être chef du gouvernement, c'est être homme d'action. M. Michel Rocard le sait mais il apprécie aussi la réflexion. Il l'a montré en prenant un vil plaisir, vendredi 27 mai, lors de son discours de clôture du colloque organisé par Dialogue 2000, association présidée par M. Olivier Stora (Le Monde du 28 mai). Le thème débattu, il est vrai, était de ceux qu'il affectionne : le citoyen face aux nouveaux pouvoirs. Voilà qui lui a permis d'être iconoclaste, surtout lorsqu'il s'est éloigné du texte qui avait été soigneusement préparé pour lui. Voilà qui lui a permis de « commander » aux chercheurs des guides pour l'action dont il se plaint, parfois, de manquer cruellement.

Le premier sujet abordé, « Pouvoir économique et pouvoirs politiques », lui a donné l'occasion de s'en prendre au poids des financiers dans la vie économique : « Il y a quarante ans, les transactions financières étaient équivalentes aux échanges des marchandises ; aujourd'hui elles sont quarante fois plus importantes ; elles se font sans coût et à la vitesse de la lumière. Il y a un risque financier mondial. Nous sommes sur un volcan ».

Le sensationnel contre l'analyse

Regrets donc que « la finance prenne le pas sur la production » et souhait de la mise en place d'une « éthique ». Mais modestie immédiate : si elle est proposée par des hommes sociaux d'être « imprégnés de marxisme, de collectivisme, d'avoir été des pourvoyeurs du goulag, le franc perd immédiatement quatre ou cinq points ». L'initiative doit donc venir « de la production, du CNPF, des chercheurs (...). Il serait temps qu'après deux Prix Nobel numéros d'outres idées soient promues ». La science économique est aussi instantanément prise de fournir les règles précises d'une économie de marché « qui ne soit pas la loi de la jungle ».

Prudence identique face au « pouvoir des médias ». Leur « liberté » est certes « nécessaire à la démocratie », mais il n'est pas possible d'« esquiver le problème de leur responsabilité ». D'autant qu'après avoir souligné la « révolution technique » dont ils ont bénéficié, M. Rocard s'est inquiété d'une « tendance » qui privilégie « constamment le sensationnel à l'analyse en profondeur » : « alors, il manque quelque chose à la délibération démocratique ». Là aussi il parle d'« éthique » mais il « dissuade » les politiques d'en avoir ce dossier ! « Il doit être par d'autres ». Le rôle des médias est simplement de mettre les médias « à l'écart des pressions électorales des pouvoirs publics et d'une pression des forces économiques et sociales dominantes ». Or le premier ministre a constaté que si « un pas » a été fait, dans le premier cas, avec la Haute Autorité puis le Conseil supérieur de l'audiovisuel, « il parait entraîner un pas en arrière dans l'autre ».

La nécessité des partis et des syndicats pour la démocratie est aussi, bien entendu, une évidence aux yeux de M. Rocard. « Encore faut-il qu'ils soient en phase avec les nécessités de notre époque ». S'il constate, comme tout le monde, que le taux de militance est bien plus faible en France que dans le reste de l'Europe, il a ajouté aussi que par la manière dont ils traitent leur « fonction publique » (c'est-à-dire leurs permanents), leur « justice » (leurs conflits internes), leurs « derniers publics » (les cotisations) et le contrôle de l'utilisation de ceux-ci par les militants, « le degré de civilisation des partis politiques est inférieur au droit romain ».

La langue de bois n'a pas été utilisée au cours de ce colloque, s'est félicité M. Stora en le clôturant. Il a d'ailleurs constaté de constater que M. Rocard aussi avait réussi à y échapper.

THIERRY BRÉHER.

M. Mauroy s'inquiète de certains détournements

L'idée lancée par M. François Mitterrand le 14 mai, à Solothurn, de nouveaux textes moralisant la vie politique en apportant de véritables solutions au problème de son financement, trouve son origine, selon l'entourage de M. Pierre Mauroy, dans les entretiens que le président de la République a, chaque semaine, avec le premier secrétaire du PS. Ce dernier aurait fait part au chef de l'Etat de son effacement devant les pratiques qu'il aurait découvertes depuis un an. L'indignation et l'inquiétude de M. Mauroy auraient été suscitées, notamment, par la multiplication des cas de détournement, pour un profit personnel, de fonds destinés, par leurs donateurs, à financer l'activité ou les campagnes électorales du PS.

Le constat est, en résumé, le suivant : chacun sait que l'une des sources de financement principales des partis politiques est constituée par les versements faits par des entreprises à l'occasion de contrats avec des collectivités locales - communes, départements ou régions, - ainsi que par les contributions de particuliers ou de sociétés aux campagnes électorales des candidats aux élections présidentielle ou législatives. Ces versements sont, soit directs, soit indirects, se faisant alors par le biais de sociétés écran, bureaux d'études ou autres. Ils posent, naturellement, le problème de la dépendance créée vis-à-vis de « généreux donateurs » : quelles contreparties un particulier ou un groupe industriel, financier ou commercial, attendent-ils et obtiennent-ils de leur générosité ?

A cette première question, qui n'est pas nouvelle - et M. Mauroy, dont un proche, M. Guy Méry, avait créé, en 1972, l'Urb-Conseil, principal bureau d'études lié au PS, en connaît de longue date les données, - s'en ajoute une autre, qui n'est pas tout à fait récente, mais qui, selon l'entourage du premier secrétaire, prend des proportions graves. On observe, de plus en plus souvent, que des élus ou des responsables de parti détournent, à leur usage personnel, une partie des sommes qu'ils recueillent au nom de leur formation politique.

M. Mauroy ne voit pas d'autre solution, pour assainir les rapports entre la vie politique et l'argent, que d'organiser un financement public effectif, avec un contrôle et un plafonnement des dépenses. Les dispositions des lois de mai 1988, préparées et menées à bien, à l'époque, par M. Jacques Chirac, à la demande de M. Mitterrand, se révèlent totalement insuffisantes. Sans parler des aberrations constatées quant au financement de la campagne présidentielle de l'an dernier, le financement public assuré aux partis ne peut couvrir, selon les études faites par les collaborateurs de M. Mauroy, que le tiers des dépenses auxquelles doivent faire face les plus grands d'entre eux. Ce financement s'élève, en effet, pour des partis de taille comparable à celle du PS, à quelque 40 millions de francs par an, alors que les dépenses se montent à environ 120 millions de francs.

Amnistie ?

Le premier secrétaire du PS entend donc qu'un texte de loi soit préparé pour être soumis au Parlement dès l'automne prochain. Il estime qu'une telle démarche suppose l'amnistie des délits commis dans ce domaine par le passé, afin de remettre, comme on dit, les comptes à zéro. C'est ce qu'il a expliqué avec force, le 16 mai, lors du petit déjeuner qui réunit chaque semaine, autour du premier ministre, les principaux responsables et membres du gouvernement socialiste. Ainsi le projet de loi d'amnistie, destiné, dans son état actuel, aux activités de l'Alliance révolutionnaire caribéenne (de Guadeloupe), pourrait être étendu, par amendement, aux faits concernant les rapports entre la vie politique et les finances. Des affaires telles que celle de la SORMAE pourraient, par exemple, en bénéficier.

En lançant ce débat, M. Mauroy a, sans doute, le souci de régler les problèmes délicats qu'il a à découvrir. Il se donne, aussi, le rôle du véritable « rénovateur » du PS qu'il se propose d'affirmer lors de la prochaine réunion du comité directeur, début juillet, dans la perspective du prochain congrès.

PATRICK JARREAU.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

Il y a, paraît-il, comme un malentendu dans la politique française. Un malentendu, vous avez bien entendu. D'où l'intérêt que le psychanalyste Gérard Miller ait écrit, dans l'ouvrage de Gérard Miller qui continue d'écouter les ténors de la politique de la même façon qu'il recueille les confidences de ces patients sur son divan de consultation. Il ne redit, dans les propos publics et les attitudes des premiers, que les petits signes, ceux qui ne disent rien, ou presque rien, ou presque tout. « Chacun, écrit-il dans son dernier ouvrage, le *Divan des politiques*, n'a-t-il pas le sentiment que les décisions mobilisent, et que leurs résultats sont pour une part non négligeable le produit d'un malentendu ? La psychanalyse aurait du mal à ne pas être à son affaire, elle qui est fondée sur la conviction robuste que le malentendu est non pas conjoncturel, mais structurel ».

Il y a une autre raison pour les psychanalystes de tendre l'oreille : « ... à partir du moment où on accorde à la parole l'importance que nous lui accordons et qui est de fait la sienne, on a du mal à ne pas être parfois touché par l'objection des mots avec lesquels on prétend écarter les mots, avant de faire disparaître les personnes ».

Avec des riens, Gérard Miller nous en dit plus sur des personnalités familières et sur la manière dont fonctionnent les systèmes. Savait-on qu'un phénomène bien connu de la clinique psychanalytique, l'hystérionisme, a pour effet en politique de « réduire les hommes qui nous gouvernent à la simple surface d'une image. Pas n'importe laquelle : de l'image susceptible de précipiter l'identification du plus grand nombre » ? D'où le succès aux Etats-Unis d'un ancien comédien « qui s'efforçait, pour gouverner, de ressembler à celui qui gouverne ».

Sur ce ton, vif et impertinent, Gérard Miller décrit Raymond Barre comme quelqu'un qui, connaissant parfaitement l'heure de départ, se trompe « de gare, de quai et de train ». Valéry Giscard d'Estaing est fasciné par le corps, le sien et ceux de ses interlocuteurs, alors que Jacques Chirac est, d'abord, un corps. Philippe Léotard use de « l'un

des concepts les plus opérationnels de la découverte freudienne : la dénégation ». Jean-Marie Le Pen « construit un dispositif langagier, un artifice discursif, qui lui permet d'abolir devant le miroir toute censure et toute inhibition ».

L'auteur rassure ses lecteurs en leur expliquant pourquoi François Mitterrand n'est pas fou : c'est parce qu'il a la maîtrise de son temps comme l'illustre, paradoxalement, ses retards.

Michel Rocard, Charles Pasqua, Laurent Fabius, se révèlent, de la même façon, sous d'autres éclairages.

Comme tous les hommes, les politiques préfèrent que leur inconscient fût préservé d'une

dimension politique, on relèverait que « l'ancien nouveau » s'est considérablement politisé. « Aujourd'hui, le renouveau entre un homme et une femme autonome ayant un peu vécu, c'est la rencontre de deux Etats en plus ou moins bon état », assurent nos auteurs, en décrivant dans le détail les rapports de puissance à l'œuvre dans l'âme.

Et l'amour dans tout ça ? devrait figurer au programme de tous les stages de préparation à la vie adulte s'ils existaient et sur tous les bureaux des responsables - ou qui se croient tels - des affaires publiques. Car il n'est plus possible de prétendre mener une action politique d'envergure, en profondeur, en prise sur le quotidien, en ignorant et de nous toute une vie qui s'est allongée de trente ans, depuis le début du siècle, et qui, dans sa durée, change plusieurs fois de cours au gré des carrières, promotions, remises en causes et autres formations.

On reproche trop aux politiques de se couper de la réalité sociale, d'avoir toujours un train de retard sur ses évolutions, pour qu'ils ne saisissent pas l'occasion de redécouvrir le paysage et de s'initier à la nouvelle carte du terroir.

Avec tous les autres lecteurs de ce guide, sans préférence mais sans préjugé, sans voyager, mais orienté, les visiteurs ont des contraires étranges qu'ils croient sans toujours les voir, ou qu'ils croient être les seuls à traverser. L'amour, dans tout ça, il est là, pas facile, toujours aussi déformant, mais présent : il faut qu'on en parle.

* *Le Divan des politiques*, de Gérard Miller - Seuil - 225 pages, 79 francs.

* *Et l'amour dans tout ça ?*, de Kris Graffiti et Chantal Pelletier - Baland, 190 pages, 89 francs.

Le divan et l'amour

Communication

Les « Echos » et « la Tribune » augmentent leur diffusion

La presse quotidienne économique et financière, longtemps tenue pour le parent pauvre de la presse écrite en France, a mis les bouchées doubles ces dernières années sous la pression conjuguée du développement de l'audiovisuel et de l'intérêt manifesté par le public pour la vie des affaires. Création de nouvelles rubriques, renforcement des rédactions, ouverture à l'étranger et modification de leur maquette ont permis aux deux principaux quotidiens du secteur, les *Echos* et la *Tribune de l'Expansion*, de gagner des lecteurs. Numéro un de la presse économique, les *Echos* ont enregistré en 1988 une hausse de 9,6 % de sa diffusion totale - journaux vendus et distribués gratuitement. Sa diffusion payée a augmenté de 5,2 % (77 880 exemplaires vendus en 1988 contre 74 000 l'année précédente).

Le chiffre d'affaires du groupe Les Echos (dont le conglomérat britannique Pearson PLC possède 100 % depuis la mi-mai) s'est élevé en 1988 à 490 millions de francs, soit 23 % de plus qu'en 1987. Son résultat courant s'est établi à 100 millions de francs avant impôts, soit 42 % de plus que l'année précédente. Cette croissance s'explique par les bonnes performances de la branche communication économique et financière.

Les *Echos*, *Dynasteurs*, *l'Exportation*, qui représentent 68,9 % du chiffre d'affaires du groupe, mais aussi par le développement de la

branche communication médicale : *Panorama du médecin* et *la Revue du praticien*.

A la mi-juillet, le président intérimaire, M. Francis Barlow, cédera son fauteuil à un président français (Le Monde du 15 mai).

La *Tribune de l'Expansion*, quotidien racheté par le groupe Expansion, de Jean-Louis Servan-Schreiber, en mars 1987, a accru sa diffusion totale (journaux vendus et distribués gratuitement) de 31 % en 1988. Ses ventes ont augmenté de 6,7 % (37 249 exemplaires) et son chiffre d'affaires en 1988 contre 34 897 en 1987). Comme pour les *Echos*, la tendance des quatre premiers mois de cette année s'inscrit à la hausse (plus 23 %) pour la vente à Paris.

Ces résultats de la presse économique impriment de nouveaux projets. Ainsi le groupe NCM Communication, de M. Nicolas Miguet (Boulevard de la République), envisage de lancer en octobre un nouveau titre qui pourrait être baptisé *le Quotidien de la finance* ou *le Temps de la finance*. Ce quotidien du soir comporterait deux cahiers - l'un consacré à l'économie générale, l'autre aux marchés financiers - et se poserait en concurrent de la *Cote Desfossés*. Un numéro test est programmé en juin : il sera tiré à 100 000 exemplaires. Mais le journal tablait ensuite sur une vente moyenne de 250 000.

YVES-MARIE LABBÉ.

Hachette acquiert deux magazines américains

La filiale magazine d'Hachette aux Etats-Unis, Diamondia, a racheté les listes d'abonnements et les titres de deux magazines, *High Fidelity* (327 248 exemplaires diffusés) et *Modern Photography* (689 058 exemplaires), qui appartiennent à ABC-Publishing, le département édition du réseau de radios et de télévision américain Capital Cities-ABC. Les deux magazines doivent arrêter leur publication en juillet et devraient fusionner chacun avec les deux titres homologues de Diamondia, *Stereo Review* (516 598 exemplaires) et *Popular Photography* (726 572 exemplaires). Présent en France (avec *Télécinéma*, *Télé 7 Vidéo*) et en Espagne (*Photogramas*), Hachette renforce sa position dans ces secteurs de la presse spécialisée aux Etats-Unis. Le montant de la transaction entre ABC et Hachette est demeuré secret.

• Nominations à la tête du « Journal du dimanche ». - Jean-Claude Mauries, rédacteur en chef du *Journal du dimanche*, vient d'être nommé directeur-adjoint de la rédaction. Le nouveau rédacteur en chef est Jean Cuvé, qui fut responsable de l'édition du sein du projet de journal européen, *The European*, de Robert Maxwell. Cette réorganisation de la tête de la rédaction du *Journal du dimanche* est due aux départs intervenus en mars, dont celui du directeur-adjoint, Michel Schifres, devenu depuis directeur de la rédaction de France-Soir.

Endossant la responsabilité d'un faux

Le président de l'« Asahi Shinbun » démissionne

Le président du plus grand quotidien japonais, l'*Asahi Shinbun*, a annoncé vendredi sa démission après qu'un photographe du quotidien ait endossé en y gravant des initiales, pour le besoin de son reportage, un magnifique corail, afin d'illustrer un article sur la destruction de l'environnement. Le photo avait immédiatement éveillés les soupçons des spécialistes.

Ce corail de 4 mètres de haut et de 20 mètres de large, découvert

il y a sept ans sur un récif au large d'Iriomoto (l'une des îles de l'archipel d'Okinawa), est considéré comme le plus grand du monde.

Le président de l'*Asahi Shinbun*, M. Hitosuyanagi, a décidé de se retirer pour endosser la responsabilité de ce faux « qui a ridiculisé nos lecteurs et trompé la société ». Le photographe a été renvoyé du journal il y a une semaine.

L'ancien milicien maintenu en détention

La ligne de défense de Paul Touvier s'appuiera sur son dossier de recours en grâce de 1971

Paul Touvier a été maintenu en détention à l'issue du débat contradictoire qui a eu lieu, vendredi 26 mai, dans le bureau de M. Jean-Pierre Gatti, juge d'instruction à Paris. Ancien chef du 2^e service de la Milice à Lyon en 1943 et 1944, inculpé dans quatre dossiers de crimes contre l'humanité, Touvier était assisté de son avocat, M^{re} Jacques Trémolet, du barreau de Paris. Cette décision de maintien en détention, sans surprise, est intervenue après une heure et dix minutes d'entretien. Le détenu, arrivé peu avant 13 heures 30 au Palais de justice, a été aidé par deux ambu-

lanciers pour parvenir jusqu'à la première galerie d'instruction. Souffrant de troubles urinaires, il devrait être opéré dans les prochains jours. En sortant du bureau du juge d'instruction, une bouteille d'eau minérale à la main, Paul Touvier a jeté un regard aux journalistes de la presse judiciaire et saisi un chroniqueur de la télévision. Tandis qu'il reprenait l'hôpital des prisons de Fresnes, son avocat déclarait : « Mon client a rendez-vous avec la manifestation publique de la vérité. » Concernant la ligne de défense que Paul

Touvier adoptera, M^{re} Trémolet a indiqué : « Les éléments essentiels de la défense existent déjà dans le dossier de l'enquête préalable à la décision de grâce rendue en 1971 par le président Georges Pompidou, enquête qui avait été supervisée par M. Pierre Arpaillange, alors directeur des affaires criminelles et des grâces. » Après ce trait destiné au garde des Sceaux, l'avocat a précisé que « les problèmes de principe sur la qualification pénale » des faits reprochés à Touvier se posent très vite. Les gendarmes de la section de recherches d'Aix-en-Provence ont procédé, ven-

dre, à l'audition des personnes résidant au prieuré intégriste Saint-François de Nice. C'est dans cet établissement situé dans le vieux Nice que Paul Touvier avait été arrêté mercredi matin. Les enquêteurs, qui cherchent à savoir si ces religieux connaissent la véritable identité de Paul Touvier, alias Paul Lacroix, ont indiqué vendredi soir que personne n'avait été placé en garde à vue. L'abbé Moulin, membre de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X de M^{re} Lefebvre, un des responsables du prieuré, devrait être entendu prochainement.

Eglise de la collaboration, Eglise de la résistance

Beaucoup de robes et de soutanes ont entouré Paul Touvier depuis sa « disparition » en août 1944. Pendant quarante-cinq ans, asiles clandestins, bénédictions religieuses, secours financiers et témoignages de moralité ne lui furent pas marchandés à la messe de l'Eglise catholique, de couvents discrets en retraites sûres, mais aussi, et pour longtemps, à l'archevêché de Lyon.

Faute de documents fiables ou d'accès direct aux dossiers de justice fermés par les mesures d'urgence, l'histoire n'est pas encore faite de ces filières actives par des religieux qui, en 1944 et 1945, firent transiter de France en Italie du Nord ou en Croatie des vichystes ou des collaborateurs en fuite, avant d'en acheminer certains vers l'Amérique du Sud, de les héberger sur place (ce fut le cas pour Marcel Déat) ou de leur faire regagner le pays de leurs crimes sous une identité blanche.

On peut même douter qu'elle soit jamais entreprise et mise au net, tant elle accumule les difficultés : prescriptions légales, instructions judiciaires

inaccessibles ou couvertes, très longue incommunicabilité des autres documents d'archive portant sur des personnes privées, interférences des enquêtes parallèles légitimement conduites par les associations regroupant les familles ou les amis des victimes, mais aussi par les anciens et les nouveaux services « spéciaux », les chasseurs de têtes ou les journalistes d'investigation, tout concourt à piéger la piste. En outre, cette « petite histoire » assez policière ne mobilise guère, à juste titre, les historiens plus prompts à partir en quête des tendances lourdes et des destins massifs.

On observe néanmoins que Touvier fut l'un des privilégiés qui bénéficièrent d'une protection aussi rapprochée que constante, non seulement par des services de police (s'il est vraiment évadé des locaux de la sûreté en juillet 1947, quelques jours après son arrestation « par hasard », avec l'aide d'hommes des renseignements généraux ? Qu'aurait-il alors promis, puis rendu en échange ?), mais surtout de bons pères qui n'étaient pas tout à

fait innocents dans l'art des relations avec la hiérarchie et même le Vatican. La violence et massive campagne de presse de 1972, qui fit suite à l'annonce de la grâce accordée à Touvier par le président Pompidou le 23 novembre 1971, a avancé une ligne assez complexe de nous d'écouter ces plaines d'affection pour « Monsieur Paul ». A leur tête : l'abbé, chanoine puis Mgr Duquaire, secrétaire du cardinal Gerlier à Lyon. A ses côtés, c'est une bonne douzaine d'aumôniers, de chanoines et de révérends qu'on rencontre à chaque heure cruciale de la vie claudicante de Touvier, pour le sortir du mauvais pas ou protester de ses sentiments chrétiens. Tous installés aux alentours de Lyon et de Chambéry, avec solide ancrage dans les deux évêchés. Tous fidèles à une vision singulièrement activiste et extensive du saint droit d'asile.

Sauver la chrétienté

La filiation de cette première cohorte cléricale avec les milieux intégristes ou les Chevaliers de Notre-Dame qui ont pris avec passion le relais de la garde autour de l'assassin de Victor Basch est loin d'être évidente ou logique. Par ailleurs, la charité chrétienne n'a pas de frontières et son humble pugnacité n'est pas à dédaigner dans l'affaire. Mais un trait unit sans doute la plupart de ceux qui, à des titres divers, firent depuis 1944 un geste en faveur de Touvier et lui signifièrent ainsi qu'il restait sous la haute protection d'autorités religieuses : leur engagement contre-révolutionnaire à poursuivre la croisade contre le bolchevisme pour sauver la chrétienté, en 1989 comme en 1947 ou au fort de la guerre.

Cela laisse en outre à supposer que l'expert Touvier, homme de renseignement et d'action, rompu par la Milice à l'art de mettre sur pied un réseau capable de chasser le « terroriste rouge », fut peut-être aussi non seulement un « grand aîné », mais un conseiller actif d'hommes d'extrême droite ou de résistants anticommunistes aux heures chaudes de la guerre froide : il n'est pas indifférent qu'on retrouve quelques noms de la mo-

vance de ses protecteurs dans la conjuration dite du « Plan bleu » qui visait à débarrasser la France et l'Occident du péril bolchevique en 1947.

Cette coloration idéologique commune ne règle cependant pas la question de fond : pourquoi, ou en échange de quoi, Touvier fut-il l'objet de tant de sollicitude d'Eglise ? En 1972, un ancien prêtre de Lyon a avancé qu'il posséderait de longues listes de Lyonnais exilés par le marché noir et le recel de biens juifs « réquisitionnés », qu'il pourrait détailler l'histoire de mouvements de fonds secrets de l'épiscopat en France et en Suisse pendant la guerre et à la Libération, qu'il avait gardé traces de collaborations actives avec ses services et ceux de Klaus Barbie parmi le clergé local. En bref, qu'il « tiendrait » donc encore beaucoup de gens. C'est possible, encore que ce type de chantage ne soit pas un privilège de Touvier et que la justice d'épuration ait des longtempes écartés le meilleur du contenu des fameuses « listes ». Alors ? Réponse, peut-être, dans les dossiers des instructions passées et à venir.

On ne manquera pas de rappeler aussi que le très chrétien Touvier est fils d'un catholique mal remis de la condamnation de l'Action française et lecteur assidu de la *Conjuration anti-chrétienne* de Mgr de Lassus. Formé dans un milieu où l'antirépublicanisme, l'antisémitisme et l'antibolchevisme étaient soigneusement cultivés, multipliés un temps à l'ACJF, puis engagés volontaire en 1935, le jeune membre du service d'ordre de la Légion en 1941 puis le milicien responsable d'un deuxième bureau régional en 1943, avait donc à la fois le tour de main d'un certain activisme catholique et toutes les dispositions d'esprit favorisant une adhésion totale à la révolution nationale. Et qu'il a sans doute déjà été, par conséquent, très favorablement impressionné jusqu'à l'été 1943 par l'adhésion massive des catholiques du cru au maréchalisme et par le silence de l'épiscopat et de Rome sur le sort des juifs.

Et que, après cette date par contre, sa rage revancharde s'accroît à proportion de la montée de l'attentisme dans la masse des catholiques, de la condamnation, balancée mais ferme,

des grandes milles par Gerlier et de la montée d'une résistance chrétienne. Ce cheminement suffit probablement à faire passer jusqu'au bout, et bien après 1944, le jeune criminel pour un patriote sincère et un catholique persévérant aux yeux de certains écoliers, écoliers enfoncés dans la solitude de leur analyse d'une légitimité de Vichy. Ainsi s'expliqueraient aussi quelques complications futures pour le chrétien et non pour le pécheur.

Capitale de la Résistance

Face à cet activisme fidèle pendant plus de quatre décennies et qui témoigne, au-delà de la personne même de Touvier, d'un fatal aveuglement de quelques milieux religieux devant l'évolution de leur temps, comment ne pas rappeler que d'autres « filières » chrétiennes ont montré, dans la lutte contre le nazisme et les séides de Vichy, un autre visage de l'engagement chrétien, tourné vers une France de démocratie et de modernité ? Lyon et sa région ont mérité aussi leur titre de « capitale de la Résistance » parce que les chrétiens y prirent une part décisive dans le combat commun.

De l'Ardèche au fond de la Savoie, de la Drôme aux confins de l'Isère et jusqu'au Vercors, de saintes filles de Dieu, des curés de campagne, des jeunes des « mouvements » et de paisibles mères de famille, des théologiens et des intellectuels en rupture de ban, des aumôniers francs-tireurs et des moines contemplatifs ont fait des faux papiers, organisé la filière suisse, l'Amitié chrétienne, le réseau Gard, planqué des enfants juifs, alimenté les maquis et publié les *Châtiers du Témoignage chrétien*. On ne citera aucun nom, mais leurs martyrs témoignent. Ce réseau-là, Touvier n'a pas pu l'abriter.

JEAN-PIERRE RIOUX

* On peut lire : *Eglise et chrétiens dans la deuxième guerre mondiale. La région Rhône-Alpes*, Presses Universitaires de Lyon, 1978 ; R. Bédaride, *Les Armes de l'esprit. Témoignage chrétien (1941-1944)*, les Editions carrières, 1977 ; A. Lacroix, *De Gaulle la Libération* ; L'Eglise catholique, Cerf, 1978 ; H. Roussé, *Le Syndrome de Vichy*, le Seuil, 1987.

Les réactions

« Tous les prêtres de France ne sont pas complices »

« Le porte-parole des évêques de France : « De quelle Eglise parlez-vous ? » — « On a souvent le sentiment aujourd'hui d'une complicité générale de l'Eglise pour protéger Touvier. C'est lui faire beaucoup d'honneur », a déclaré le Père Jean-Michel di Falco. « De quelle Eglise parlez-vous ? Je suis déconcerté par l'usage que l'on donne de l'Eglise aujourd'hui. Ce qui est certain, c'est que tous les prêtres de France ne sont pas complices. Une communauté religieuse ne peut pas faire obstacle à la loi et cacher des malfaiteurs. »

« Mgr Joseph Durat : « Pas de pardon s'il y a eu un crime. — « Pour qu'il y ait pardon, il faut qu'il y ait clarté. Donc, il ne peut y avoir pardon s'il y a eu un crime », a déclaré l'archevêque de Rouen, vice-président de la Conférence épiscopale française. « On n'a pas le droit de laisser dans le silence ce qui appelle les « crimes contre l'humanité ». Je ne peux approuver ceux qui auraient conseillé Touvier pour lui faire éviter un procès. »

« M. Giscard d'Estaing : « L'Eglise a payé un lourd tribut à la déportation. — « Il faut que Paul Touvier expie ses crimes », a affirmé l'ancien président de la République. « Il faut aussi que la vérité soit définitivement et complètement établie sur les événements de cette période. Mais d'ici là, je souhaite que l'on s'abstienne d'ouvrir un procès faussé à l'Eglise catholique, qui a protégé de nombreux résistants et des juifs persécutés et qui a payé un lourd tribut à la déportation. »

« M. Le Pen : « Un coup pour récupérer les voix de la communauté juive. — « Le scénario a déjà été joué avec l'affaire Barbie. Quand on s'est mal mal avec la communauté juive et qu'il faut essayer en trois semaines de récupérer ses voix, la cellule de l'Elysée monte un coup pour calmer l'irritation que la communauté juive a pu éprouver de la visite d'Arafat », a déclaré le président du Front national. « Comment pourrait-on croire que les iniquités que la communauté juive nourrit pour Israël puissent se calmer en sortant un vieux milicien d'une cellule de couvent ? Vous ne doutez pas un seul instant, j'espère, qu'il ait fallu quarante ans à la police française pour l'arrêter. »

« La LICRA : hommage aux prêtres qui ont sauvé des vies durant l'Occupation. — « Au moment où, à propos de l'affaire Touvier, certains prêtres catholiques sont mis en accusation, il est bon de rappeler l'action des prêtres catholiques qui, au risque de leur vie, ont sauvé de nombreux juifs sous l'Occupation », a notamment déclaré le président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA).

« André Frossard, enfin, dans un éditorial publié dans le *Figaro* des 27-28 mai écrit notamment : — « (...) les premiers résistants de France ont été, non pas les représentants de partis politiques, égarés par la défaite et qui allaient mettre un an ou deux à se ressaisir, mais, avec de Gaulle et quelques esprits libres et fiers, des chrétiens militants dans la morale ne pouvait tolérer l'immoralisme total du totalitarisme. N'appartenait-il pas à l'Eglise, et n'était-elle pas d'Eglise cette vaste Trappe des Dombes qui engrangeait, dans un délicieux silence contemplatif, tout le matériel militaire que nous jugions opportuniste de lui confier ? L'Eglise, ce n'est pas seulement le clergé ou un parti de celui-ci : c'est vous, si vous êtes chrétiens, c'est moi, dans la mesure où je le suis. »

Le récit d'un ancien des corps francs

« Que la justice le rende à l'oubli. Dans un cachot... »

TOULON
de notre correspondant

Dans la Résistance on l'appelle Bob. Aujourd'hui, Robert Nant, soixante-huit ans, vit en retraite à Sanary, dans la Var. Visage ouvert, collier de barbe poivre et sel, mèche rebelle sur un front large, cet homme au verbe mesuré et à la douce intonation évoque un doux tourtereau passé avec une sorte de distance que le temps lui a enseignée.

De Paul Touvier, il garde de multiples souvenirs... « D'abord à Chambéry, il y vivait comme moi et, quelque temps, il avait une maison à Sanary, dans la Var. Visage ouvert, collier de barbe poivre et sel, mèche rebelle sur un front large, cet homme au verbe mesuré et à la douce intonation évoque un doux tourtereau passé avec une sorte de distance que le temps lui a enseignée. »

De Paul Touvier, il garde de multiples souvenirs... « D'abord à Chambéry, il y vivait comme moi et, quelque temps, il avait une maison à Sanary, dans la Var. Visage ouvert, collier de barbe poivre et sel, mèche rebelle sur un front large, cet homme au verbe mesuré et à la douce intonation évoque un doux tourtereau passé avec une sorte de distance que le temps lui a enseignée. »

De Paul Touvier, il garde de multiples souvenirs... « D'abord à Chambéry, il y vivait comme moi et, quelque temps, il avait une maison à Sanary, dans la Var. Visage ouvert, collier de barbe poivre et sel, mèche rebelle sur un front large, cet homme au verbe mesuré et à la douce intonation évoque un doux tourtereau passé avec une sorte de distance que le temps lui a enseignée. »

De Paul Touvier, il garde de multiples souvenirs... « D'abord à Chambéry, il y vivait comme moi et, quelque temps, il avait une maison à Sanary, dans la Var. Visage ouvert, collier de barbe poivre et sel, mèche rebelle sur un front large, cet homme au verbe mesuré et à la douce intonation évoque un doux tourtereau passé avec une sorte de distance que le temps lui a enseignée. »

De Paul Touvier, il garde de multiples souvenirs... « D'abord à Chambéry, il y vivait comme moi et, quelque temps, il avait une maison à Sanary, dans la Var. Visage ouvert, collier de barbe poivre et sel, mèche rebelle sur un front large, cet homme au verbe mesuré et à la douce intonation évoque un doux tourtereau passé avec une sorte de distance que le temps lui a enseignée. »

Milice. Je l'ai reconnu... mais lui aussi. Alors, les interrogatoires ont changé de style. Le matraquage était une routine... Plus de trois cents coups de cravache dans le dos, d'effluets. Ça m'a valu une fracture de la colonne vertébrale et 90 % de pension militaire. On me faisait le crâne dans une corde qu'on actionnait à la manière d'un garrot. On me « passait » à la baignoire ou on m'installait debout, nu-pieds sur le tranchant d'une pelle jusqu'à ce que je hurle de douleur. Touvier participait fréquemment aux interrogatoires mais il était lâche : s'il donnait les ordres et les coups, il n'avait pas le courage de mettre la main à la pâte. D'une voix toujours égale, avec un flagorne dont je ne l'ai jamais vu se départir, il me traitait de « vendu », ou d'« assassin », ou de « judéo-communogaulliste ». C'était sa formule favorite. Et ainsi, quatre à cinq fois par jour, il me faisait subir, entièrement nu, ses services et ses humiliations. Puis je regardais mon cachot de deux mètres carrés, pièce « meublée », donnant à même la terre battue... Un cachot pourri et pestilant à mes godilliers et aux trente autres prisonniers parqués dans une cave comiquée. »

« Ma seule chance durant ces interrogatoires, raconte enfin Robert Nant, c'est que mes bourreaux étaient trop brutaux. Je tombais dans les pommes, ce qui m'empêchait de parler ! »

Profitant d'une corvée de cuisine et de charbon, Robert Nant parvenait à s'enfuir du lycée catholique de la rue des Remparts-d'Airay, où il a été transféré. Après la guerre, mémoire fraîche et cœur douloureux, Robert Nant se mit en chasse pour retrouver son tortionnaire... « Je le suivais à la trace : j'ai su, par des amis résistants italiens, qu'il avait été employé comme traducteur à Rome par le Saint-Siège. Il fut le secrétaire d'une vedette de la chanson, qui ignorait son vrai nom et son passé. Puis il est revenu à Chambéry après sa grâce, mais nous ne l'avons pas su. La maison était toujours fermée. Dans le cas contraire, je crois que, avec quelques résistants, nous aurions monté une opération qui aurait pu lui être fatale. » Et aujourd'hui ? « Je n'ai plus de haine. J'attends que la justice se fasse et qu'elle le rende à l'oubli. Dans un cachot... J'attends aussi qu'on fasse la lumière sur le rôle qu'aurait pu jouer une certaine hiérarchie catholique. »

JOSE LENZINI.

FAITS DIVERS

La mort de l'auteur d'une agression au métro Opéra

Un agent de surveillance de la RATP inculpé et remis en liberté

L'agent de surveillance de la RATP, M. Dominique Fouché, quarante-deux ans, qui, vendredi matin 26 mai, à la station de métro Opéra, a tué par balle un malfaiteur qui venait d'agresser un passager (le 26 mai 27 mai) a été inculpé de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner » par M^{re} Chantal Perdrex, juge d'instruction à Paris. Conformément aux réquisitions du parquet, M. Dominique Fouché a été laissé en liberté et placé sous contrôle judiciaire.

L'enquête effectuée par les services de police a permis d'établir la véritable identité de l'agresseur abattu par l'agent de surveillance. Il s'agit d'Ali Militi, trente-six ans, qui, porteur de faux papiers, était déjà fiché par les services de police. Les enquêteurs ont pu également préciser davantage les circon-

stances, tant de l'agression commise contre un passager, que de la mort d'Ali Militi. Il semblerait que Dominique Fouché soit intervenu, dans un premier temps, pour mettre en fuite trois hommes qui venaient d'attaquer cette voyageuse, M^{me} Naïma Abiad, tentant de lui dérober son sac après avoir arraché un collier. Quelques minutes plus tard, les trois hommes étaient repérés sur un autre quai de la station par l'agent de surveillance. Deux des malfaiteurs parvenaient, à nouveau, à s'enfuir alors que les troisième Ali Militi rattrapé par M. Dominique Fouché, se retournait contre lui et le frappait de plusieurs coups de couteur, aux bras et au visage. C'est à ce moment-là, dans des circonstances encore mal déterminées, que l'agent de surveillance, usant de son arme de service, faisait feu sur son agresseur, le blessant mortellement dans le dos.

SPORTS

● FOOTBALL : Sochaux réside à Monaco. — L'AS Monaco a dû se contenter d'un match nul (0-0) face à Sochaux, vendredi 26 mai, dans la Principauté, en match aller des demi-finales de la Coupe de France. Les Sochailliens partiront donc favoris lors de la seconde manche, le 3 juin dans le Doubs.

En match aller des barrages pour l'accession à la première division, Brest a battu Niort (2-0), vendredi 26 mai, en Bretagne. Les Bretons ne devaient pas être inquiétés lors du match retour, le 30 mai à Nîmes.

En outre, Tomislav Ivis, l'entraîneur yougoslave du Paris S-G, a résigné pour une saison supplémentaire

à la tête de l'équipe de la capitale. La nouvelle a été annoncée, vendredi 26 mai, par M. Jacques Chirac.

● VOILE : nouveau record entre New-York et San-Francisco. — Le navigateur canadien Georges Kelenkovich, à la barre de son trimaran *Great American*, a établi vendredi 26 mai un nouveau record sur la légendaire « route des côtes » qui relie New-York à San-Francisco par le Cap Horn. Il a bouclé la distance (14 000 miles) en soixante-seize jours, soit près de cinq jours de mieux que l'Américain Warren Luhrs en février dernier (Le Monde du 15 février).

Les embarras de l'aide à domicile

Les associations représentant les handicapés et les personnes âgées sont déchainées. Campagne de communication, semaines de sensibilisation, opérations médiatiques se succèdent. C'est à qui attirera sur ses protégées l'attention de l'opinion. L'union nationale des associations de soins et services à domicile (UNASSAD), par exemple, organise, du 29 mai au 3 juin, une « Semaine pour convaincre ». Cette puissante organisation se plaint de ce que sa tâche est de plus en plus difficile à accomplir. Le système de prises en charge est, selon l'UNASSAD, inadéquat, légal, trop cloisonné entre le social et le sanitaire et, bien entendu, insuffisamment financé. Pour en sortir, l'organisation propose la création d'un fonds national d'aide à domicile, alimenté par le regroupement des ressources existantes, par la Sécurité sociale et par une cotisation sur les retraites. Cette proposition devrait accorder les travaux des experts qui étudie un Fonds national de la dépendance (Le Monde du 16 mai).

L'UNASSAD lance donc une semaine d'action avec distribution de tracts, questions à l'Assemblée nationale, petit déjeuner-débat avec les représentants des principales formations politiques, délégations dans les ministères et conférences de presse. Fort bien, mais on ne passe pas sans risque du silence au tapage. A force de vouloir crier plus fort que leurs voisins, les associations ne risquent-elles pas de laisser une opinion aveuglée par autant de publicité bien intentionnée ?

M.-A. R.

مكتبة الأمل

Société

MÉDECINE

Avec le rapport Parodi

Le Parlement européen veut coordonner la recherche anti-sida dans la Communauté

Le Parlement européen a adopté, vendredi 26 mai à Strasbourg, les conclusions du rapport de M. Eolo Parodi sur le sida. Le vote du Parlement européen est une étape importante dans la coordination de la recherche anti-sida à l'échelle de la Com-

munauté, ainsi que dans l'harmonisation européenne des mesures sanitaires et sociales visant à juguler l'extension de l'épidémie.

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Sept ans après le début de l'apparition du sida et moins de quatre ans après l'installation du marché unique, l'Europe commence à traduire dans les textes les principes qu'elle entend défendre et appliquer pour juguler cette épidémie sans précédent. A cet égard, l'adoption, le 26 mai à Strasbourg, des conclusions du rapport Parodi par le Parlement européen constitue une étape importante dans l'harmonisation, à l'échelle communautaire, des différentes mesures médicales, sanitaires et sociales dans ce domaine.

Si l'on se réfère à celui des États-Unis, le nombre des cas de sida en Europe n'est pas moins particulièrement alarmant. On estime que 92 % des cas répertoriés sur le continent européen concernent les douze pays de la CEE. « En Europe, le nombre des cas de sida double actuellement tous les onze mois, ce qui permet d'estimer à cinquante-cinq mille le nombre total de cas qui seront diagnostiqués à la fin 1989, dont vingt et un mille cas en France. Aux États-Unis, le total cumulé de deux cent vingt mille cas est attendu à la même époque », écrit le docteur Rosemary-Anne Park (Institut de médecine et d'épidémiologie africaine et tropicale, Paris) dans un remarquable ouvrage synthétique sur le sida, à paraître dans quelques jours (1).

Pas de dépistage obligatoire

L'augmentation régulière du nombre de cas parmi les toxicomanes intervenant est un phénomène qui touche presque tous les pays d'Europe de l'Ouest, selon le docteur Ancele Park. Cependant les

payes du sud de l'Europe sont particulièrement touchées. En mars 1988, plus de 60 % des cas rapportés en Italie et 50 % en Espagne concernaient des toxicomanes. Le nombre des sujets séropositifs est actuellement estimé entre un million cinq cent mille aux États-Unis et entre cinq cent mille et huit cent mille en Europe.

Dans ce contexte, la première mesure légale adoptée par la Communauté des pays européens avait été le plus souvent, au cours de l'année 1985, le contrôle du sang et des produits sanguins, afin de prévenir la transmission de la maladie par voie sanguine. D'autres mesures ou actions mises en œuvre dans certains États membres de la CEE concernent la déclaration obligatoire des cas, le dépistage obligatoire, le comportement sexuel, la relation entre le sida et la toxicomanie, ainsi que l'information du grand public et des groupes à risques, explique-t-on à Bruxelles auprès de la Commission des Communautés européennes. La déclaration est obligatoire dans certains États membres, volontaires dans d'autres. Elle peut être anonyme, nominative ou codée. Des mesures de dépistage obligatoires ont été proposées pour différents groupes, les étudiants étrangers, les personnes entrant dans le pays, le personnel médical, les prisonniers, voire la population tout entière.

Il est généralement admis, actuellement, que le dépistage obligatoire doit être rejeté pour des raisons d'efficacité, de problèmes logistiques, de coût et de respect des libertés civiles. Dans certains États membres de la CEE, un dépistage volontaire, gratuit et anonyme, est offert, accompagné d'une surveillance médicale.

C'est sur ces différents points que le rapport Parodi tentait de définir

une position européenne commune. Ce document, prenant acte du fait que « le nombre de malades du sida et de personnes séropositives, y compris les enfants et les nouveau-nés, enregistré en Europe, ne cesse d'augmenter à un rythme alarmant », a été quelque peu amendé lors du vote du 26 mai à Strasbourg. « Le texte définit enfin qu'il est inefficace, à des fins de prévention, d'avoir recours à des mesures de dépistage systématiques et obligatoires qu'elles soient ». Il souligne aussi l'importance qu'il y a à tout faire « pour contribuer à sauvegarder la libre circulation des personnes dans la Communauté, pour éviter que se développent des politiques nationales contradictoires ou discriminatoires à l'égard des citoyens non ressortissants de la CEE ».

Eviter toute discrimination

Parmi les différentes conclusions votées par les parlementaires européens, on peut retenir une série de mesures cherchant à harmoniser les programmes de recherches sur la maladie (épidémiologie, recherche fondamentale), ainsi que les différents programmes d'information (utilisation de préservatifs, éducation sexuelle, etc.) sur la maladie. Il est notamment réclamé que soient « préservés l'anonymat et le secret professionnel le plus strict en ce qui concerne les sujets séropositifs qui choisissent de ne pas révéler leur condition ». Selon les parlementaires européens, il faut aussi « mettre en place une réglementation qui interdise aux compagnies d'assurances de traiter de manière différente diverses catégories de la population en ce qui concerne les remboursements des frais de maladie, à l'exception de travail et aux

assurances-vie ».

Les parlementaires européens demandent également le respect « des lois et des mesures en vigueur en ce qui concerne la discrimination exercée pour des raisons de race, de sexe, de sexualité, etc. » et ils proposent d'introduire, « le cas échéant, de nouvelles dispositions législatives et réglementaires pour empêcher et prévenir toute discrimination à l'égard des personnes contaminées ou malades du sida ».

Il précise, d'autre part, que doit être « abandonnée l'idée de test de dépistage aux frontières et qu'il faut renoncer à expulser et à isoler les personnes en provenance de pays tiers ».

Il faut, indiquent les parlementaires, « libérer immédiatement les prisonniers dont on sait pertinemment qu'ils sont atteints du sida et, le cas échéant, accueillir ceux qui sont en phase terminale dans un endroit approprié pour y passer les derniers jours de leur vie ».

Le Parlement européen, qui souhaite la création d'un « sous-comité européen pour les problèmes éthiques », ainsi que celle d'un « Centre européen de recherches coordonnées au niveau communautaire », demande enfin que soit instauré, « à vis du sida, un système efficace de prophylaxie préventive volontaire, fondé sur la connaissance objective et confidentielle de l'état de santé du partenaire, avec la création éventuelle, à cette fin, d'un carnet sanitaire délivré à la demande des personnes intéressées ».

JEAN-YVES NAU.

(1) Sida et infection par VIH, ouvrage dirigé par les docteurs Luc Montagnier, Willy Rosenbaum et Jean-Claude Gluckman. Éditions Flammarion, collection « Médecine-Sciences ».

Le vol d'une centaine d'animaux de laboratoire à Lyon

Indispensables cobayes

S'il est une cause pour laquelle les Français se mobilisent volontiers, c'est bien la recherche médicale. Parée de toutes les vertus, entourée d'immenses espoirs, cette activité de pointe fait l'humanité. Enfin, presque... Le débat entre chercheurs et adversaires de la « vivisection » vient d'être relancé par le vol d'une centaine d'animaux de laboratoire à Lyon (Le Monde du 23 mai).

C'est « un acte de désespoir », ont expliqué dans un message les auteurs anonymes de cet enlèvement nocturne. Désespoir de ne pouvoir se faire entendre des pouvoirs publics à propos du « sacrifice inutile de plus de huit millions d'animaux chaque année en France ». Leur raid a eu comme objectif les applaudissements de Brigitte Bardot, tandis que les chercheurs de l'INSERM dénoncent cet « acte de terrorisme » susceptible de menacer des années de recherches.

Le soutien qu'apportent les Français à la recherche médicale ne les empêche pas d'être très attachés aux animaux domestiques. Ne posséderait-il pas plus de... huit millions de chiens, selon une récente statistique publiée au Sénat ? Sans compter les chats, les lapins, les hamsters, les poissons rouges et les souris blanches...

La défense de « nos amis les bêtes » a des limites. Rares sont ceux qui mettent sur le même plan les droits de l'homme et ceux de l'animal. Une telle logique poussée jusqu'à bout conduirait à interdire toute forme de chasse et de pêche, tout abattage et consommation de viande. En n'oubliant pas que, pour certains, la frontière entre le monde animal et le monde végétal n'est pas très claire...

Généralisant, le débat se fonde sur une idée plus classique : la loi de la nature, selon laquelle une espèce se fait l'autre. Et il conduit à se poser deux questions : les expérimentations sur l'animal sont-elles indispensables ? Sont-elles menées dans des conditions acceptables ?

A la première question, les chercheurs les plus éminents répondent oui sans hésiter. La médecine, soulignent-ils, ne serait pas arrivée au stade de ses résultats actuels sans des expérimentations animales. Ces essais ont été déterminants dans

l'invention des vaccins et la mise au point de la plupart des médicaments. Ni les greffes d'organes, ni les traitements du cancer n'auraient été possibles sans eux. Mais il existe aujourd'hui d'autres méthodes, notamment les cultures de cellules in vitro. Pour des tests de grossesses par exemple, on n'a plus besoin de faire appel à des cellules de lapin. Et si, il y a dix ans encore, la production de vaccins antirabiques exigeait l'utilisation de cellules rénales de milliers de singes, on les a entièrement remplacées par des cellules humaines.

Le progrès de ces méthodes alternatives est incontestable. A preuve, la diminution constante — de 3 % à 4 % par an — du nombre des animaux utilisés par les laboratoires. Mais, dans beaucoup de domaines, on est loin de pouvoir s'en passer. En chirurgie expérimentale, par exemple, l'animal reste indispensable. Il faut aussi des cobayes dans les recherches sur la myopie, notamment pour tenter de reconstruire les fibres musculaires détériorées chez les malades. Quant au cancer, il ne peut être étudié que dans un tube à essai, les recherches actuelles exigent des tests sur l'organisme entier. De même pour le sida qui oblige les chercheurs à étudier tout le fonctionnement du système immunitaire. En France, faute de cobayes, on importe de nombreux animaux de laboratoire, on s'est même mis à les faire se reproduire par des techniques d'insémination artificielle...

Une réglementation plus stricte

La vraie question est de savoir si les expérimentations se font dans des conditions « acceptables ». Les adversaires de la vivisection possèdent tout un lot de photographies poignantes, montrant des animaux enfermés, attachés, découpés, défigurés... Les chercheurs se défendent d'être des bourreaux et font valoir que d'immenses progrès ont été faits dans ce domaine. C'est exact. Si, au début du siècle, Claude Bernard, père de la médecine expérimentale, ne prouvait pas arrivée au stade de ses résultats actuels sans des expérimentations animales. Ces essais ont été déterminants dans

l'invention des vaccins et la mise au point de la plupart des médicaments. Ni les greffes d'organes, ni les traitements du cancer n'auraient été possibles sans eux.

C'est grâce aux défenses des animaux que la réglementation est devenue plus stricte. Le décret du 19 octobre 1987, conforme à une directive européenne, dispose que les expériences sur les animaux doivent être limitées aux cas de stricte nécessité. Une série d'autorisations préalables et de contrôles sont prévus, avec un accès possible aux animaux jusqu'à six mois de prison.

Faire souffrir un animal est à la fois inhumain et, le plus souvent, inutile. Les chercheurs vont plus loin en affirmant que cela est contraire à l'expérimentation : un organisme qui souffre ne réagit pas normalement et fausse le résultat des recherches. Dans les laboratoires sérieux, chaque animal est individuellement suivi, il est étiqueté, souvent des liens affectifs entre expérimentateurs et cobayes qui provoquent d'ailleurs toutes sortes de problèmes, en ce qui concerne la gestion des périodes de vacances, par exemple. Mais, dans beaucoup de domaines, on est loin de pouvoir s'en passer.

Il ne faut cependant pas se cacher derrière son petit doigt. Malgré ces précautions, malgré ces principes et malgré la loi, des abus existent. Est-il acceptable de sacrifier des animaux pour mettre au point de nouveaux médicaments ? Toutes les expérimentations engagées ne sont pas indispensables et toutes ne se déroulent pas de manière irréprochable. Il arrive qu'on maltraite des animaux. Et, même en l'absence d'abus ou de mauvais traitements, le sort des cobayes n'est jamais enviable. Tout ce qu'on peut faire, c'est d'organiser ce mal nécessaire de la manière la plus digne et la moins pénible possible. « L'acte de désespoir » commis à Lyon a l'avantage de poser ce débat sur la place publique, de manière un peu plus frappante que d'habitude. Rien n'interdit de l'examiner de plus près, qu'il ne se reproduise pas. Au nom, tout simplement, des milliers de personnes atteintes de maux incurables et qui sont dans l'attente d'un traitement.

ROBERT SOLÉ.

DÉFENSE

Paris coopérera sur la recherche militaire avec les États-Unis et l'Allemagne fédérale

La France a signé une série d'accords avec l'Allemagne fédérale et les États-Unis en matière de recherche militaire.

Avec l'Allemagne, les Français travailleront sur la mise au point de guidage par fibre optique d'un nouveau programme de missile tactique, baptisé Polypolème, conçu par l'Aérospatiale et Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB). Il s'agit d'un investissement de 100 millions de francs pour un projet d'arme devant déboucher dans dix ans.

Toujours avec l'Allemagne, les Français ont prévu de coopérer sur le développement d'un autodirecteur bimode, système de guidage alliant les techniques infrarouges et millimétriques pour l'acquisition des cibles.

Avec les États-Unis, l'accord porte sur la recherche en matière de blindage réactif des chars (c'est-à-dire leur autoprotection contre des missiles à charge creuse) et dans le domaine de la théorie mathématique des ondes (un phénomène intéressant les experts en balistique).

● Fermeture de la base de Camerata. — La plus haute installation militaire des Pyrénées, le Camp du Clot, situé à 1 500 mètres au-dessus de Cauterets (Hautes-Pyrénées), fermera au mois de juin. Le Camp du Clot, dépendant du Centre d'entraînement des Pyrénées de Barège, dont la fermeture est également prévue pour raison de restrictions budgétaires, dépend de la 11^e division parachutiste. Une centaine de militaires occupent en permanence ces deux sites d'entraînement ouverts il y a quarante ans.

● Cent cinquantième essai nucléaire français à Mururoa. — Selon le gouvernement néo-zélandais, la France a fait exploser, mercredi 24 mai, sur l'atoll de Mururoa, une charge nucléaire dont la puissance a été estimée à deux kilotonnes. Cette explosion souterraine de très faible puissance est, précise-t-on de même source, le cent cinquantième depuis vingt-trois ans que la France procède à des expériences nucléaires dans la Pacifique (AP, Reuters).

Le Carnet du Monde

Naissances

— Christiane ANZIEU-PREMIEREUR, Jérôme FREMMEREUR, et Juliette ont la joie d'annoncer la naissance de

Émile,

le 19 mai 1989.
17, rue des Cordeliers,
75013 Paris.

— Caroline et Bruno LE ROLLAND-LUMBROSIO, ont la joie d'annoncer la naissance de

Paul,

le 18 mai 1989.
2, rue de Florence,
75008 Paris.

Décès

— La Confédération française démocratique du travail a le regret de faire part du décès de

Jean ALDIÈRES, ancien membre du bureau confédéral, ancien trésorier de la CFDT,

survenu le 25 mai 1989, dans sa soixante-dix-neuvième année.

— M^{me} André Clavé, (Françoise Galland-Riéler), sa mère, Serge Clavé, son frère, Toute sa famille Et tous ses amis, ont l'immense peine d'annoncer que

Antoine CLAVÉ

nous a quittés, à l'âge de vingt-huit ans. L'inhumation se fera en présence de la famille, le 30 mai 1989.

La cérémonie religieuse, présidée par M. le pasteur André Dumas, aura lieu le 1^{er} juin, à 11 h 15, en l'église de Marmes-la-Coquette, 1, place de la Mairie.

« Il n'est si longue nuit qui s'écoule l'aurore », Shakespeare.

2 bis, rue Pétil,
75013 Paris.

— Le 22 mai 1989

M^{me} René D'HONT, née Claire Ghepeleres,

est entrée dans la paix de Dieu, dans sa quatre-vingt-sixième année, réconfortée par le sacrement des malades et de l'Eucharistie.

La messe de funérailles a été célébrée en l'église du Sacré-Cœur, de Marquembourg, le mercredi 24 mai 1989.

De la part de M. René D'Hont, son époux, Marc et Chantal D'Hont-Leurent, René et Amick D'Hont-Lefèvre, Etienne et Sylvie D'Hont-Martin-Previl, Marie-Claire et Yves Merle D'Anghin-D'Hont, Jean-Pierre et Genevieve D'Hont-Bigo, Hubert D'Hont (†).

Yves et Dominique D'Hont-Calla, Marie-France et Jean-Louis Ray-D'Hont, Chantal et Yves Castelin-D'Hont, ses enfants,

Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

48, rue de la Petite-Hollande,
99700 Marquembourg.

— M^{me} Donna Dray, son épouse, M^{me} Diane Minerva, M^{me} Annie Dray-Stemmer, ses filles, Ses petits-enfants, Et sa famille, font part du décès de

M^{me} Jacques DRAY, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Marrakech (Maroc),

survenu le 15 mai 1989.

24, rue Paul-Bert,
92049 Montrouge.

— M^{me} Claude Vallette, Charles et Carole Carvello, Béatrice Goguel, Delphine Vallette et leurs enfants, font part du décès de

Claude VALLETTE, officier de la Légion d'honneur, médaillé de la Résistance,

le 17 mai 1989.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité au cimetière d'Ermenonville.

28, avenue Charles-Floquet,
75007 Paris.

Anniversaires

— A l'heure de 29 mai 1988,

Antoine SAND

s'est éteint.

— Il y a un an, le 28 mai 1988, Hubert SEZNEC, X 50,

nous quittait.

Que tous ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé pensent à lui.

Avis de messes

— La messe annuelle à la mémoire du légionnaire général Louis BONTE, sera célébrée le vendredi 2 juin 1989, à 9 h 30, en l'église Saint-Pierre de Brétigny.

Soutenances de thèses

— Université Bordeaux-III, le samedi 20 mai, M. Abelladi Ben Massour a soutenu « L'Algérie au début du XVIII^e siècle d'après le « Diarim » et l'« Africa illustrata » de Jean-Baptiste Crampey, « évêque d'Afrique ».

— Université Paris-Val-de-Marne (Paris-XII), le mardi 23 mai, M^{me} Christina Piron a soutenu : « Les mastocytes en culture dérivés de la moelle osseuse de souris : modèle de différenciation par un glucocorticoïde, la dexaméthasone ».

— Université Paris-X (Nanterre), le mercredi 24 mai, M. Francis Roger Adjouan a soutenu : « Les problèmes de financement de l'économie ivoirienne ».

— Institut d'études politiques de Paris, le jeudi 25 mai, Marie-Hélène Labbé a soutenu : « 1968-1988 : Y a-t-il une politique américaine de commerce avec l'Est ? ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le jeudi 25 mai, M^{me} Anne Grunberg a soutenu : « Les internes juifs des camps du sud de la France (1939-1942). Assistance, solidarité, sauvetage ».

— Université Paris-Val-de-Marne (Crétail), le jeudi 25 mai, M. Jean-Claude Driant a soutenu : « Consolidation et reproduction des quartiers populaires : le cas des barrières de Lima (Pérou) ».

— Université Paris-VII, le vendredi 26 mai, M. Benoît Vireo a soutenu : « La surdi-mutité de l'histoire des idées à la psychanalyse ».

— Université Paris-V (René-Descartes), sciences humaines Sorbonne, le vendredi 26 mai, M. Khalid Elaroui a soutenu : « Contribution à une étude sur le mort en Islam. Le cas d'une ville marocaine : El Jadida ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 26 mai, à la Sorbonne, M^{me} Lucie des Amiers a soutenu : « Une anthropologie de la mort : l'organisation de la vie avant la mort, dans deux configurations culturelles québécoises ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 27 mai, M^{me} Marguerite Mary, épouse Cour a soutenu : « Les poètes dans l'Égypte ancienne ».

— Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), le samedi 27 mai, M^{me} Denise Balaban a soutenu : « Charles Churchill : poète satirique (1731-1764) ».

— Université Paris-Val-de-Marne (Crétail), le samedi 27 mai, M. Bismarck Kouda a soutenu : « L'histoire de la vision africaine de 1958 à 1969 en son monopole du général ».

— Université Paris-I, le lundi 29 mai à 14 heures, salle 307, Institut d'art, 3, rue Michélet, M. Thomas Besson : « Corpus des inscriptions sur les bornes milliaires, Jordanie. Syrie du Sud. Strate Diocétienne ».

— Université Paris-II, le lundi 29 mai à 14 heures, salle des Conseils, M^{me} Anne Forget : « Contribution juridique à l'étude de l'acte médical antécédent ».

— Institut d'études politiques, le mardi 30 mai à 9 h 30, salle André-Siegfried, 30, rue Saint-Guilhem, M. Jérôme Bourdon : « Histoire de la vision africaine de 1958 à 1969 en son monopole du général ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le mardi 30 mai à 14 h 15, salle 6, (centre Panthéon), M. Job Mbemba Ebongue : « Les entreprises d'État au Cameroun ».

— Université Paris-I, le mardi 30 mai à 16 h 30, salle 6 (centre Panthéon), M. Henri-Désiré Modji Koko Bebey : « Le régime des investissements privés au Cameroun ».

— Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), le mardi 30 mai à 13 h 30, salle Bourjais, M^{me} Marguerite Lavand, épouse Grassin : « Particularités lexicales du parler cajun en Louisiane (États-Unis). Étymologie, dictionnaire et documentation bibliographique ».

— Université Paris-II, le mardi 30 mai à 14 h 30, salle des Conseils, M. Jean-Luc Albert : « Apparences et réalités de la parafiscalité agricole en France ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mercredi 31 mai à 15 heures, à la Sorbonne, salle 224, galerie Claude-Bernard, escalier F, 1^{er} étage, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Anna Elias, épouse Suyegà : « La pédagogie par objectifs et les curricula scolaires. Analyses du contenu des manuels de lecture des trois dernières années de l'enseignement primaire en Jordanie ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mercredi 31 mai à 14 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 26, rue Serpente, M^{me} Cécile Joris : « Les comportements des passagers aériens lors des vols transatlantiques : repérage dans le temps et dans l'espace ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le jeudi 1^{er} juin, à 9 heures, salle 326, escalier G, M. Camille Dumoulin : Nietzsche et Artaud, penseurs de la cruauté ».

— Ecole nationale des ponts et chaussées, le jeudi 1^{er} juin, à 15 heures, amphithéâtre Capot, M. Jean Canoo : « Contribution à l'étude et à l'évaluation des propriétés de lixiviation d'un sable ».

CARNET DU MONDE
Renseignements :
42-47-95-03

ARTS

Au Metropolitan de New-York

Goya et l'esprit des Lumières

(Suite de la première page.)

Nous sommes en 1783. Sade est enfermé, la Révolution va être. Le comte de Floridablanca est entre deux charges de premier ministre. Il reste au pouvoir un des princes éclairés de l'Europe. Il a finement contribué à l'expulsion des jésuites. Attaché au Progrès et à la Raison, il ne vit que pour les arts (la peinture) et les techniques. Pour le commerce et l'industrie, aussi. Il représente, en une image, sous le sourire bienveillant du roi, la forme effective d'un rêve politique réalisé. Il est à lui seul l'image du possible. Bien sûr, dans son pays, il sera le premier ministre à faire face à la situation créée par la Révolution française. Il reprendra du service pour mener la guerre d'indépendance contre l'invasion impériale. Il mourra le 30 décembre 1808. Le tableau est une des dernières commandes importantes de Goya. Celui-ci n'en tirera aucun avantage. Amertume. Peut-être devons-nous Goya à cette ingratitude ?

La grimace et le sarcasme

Tout est dit. Tout est dit en un tableau. C'est peut-être le tableau le plus « politique » de Goya. C'est le dernier. Beaucoup d'autres portraits dans les salles voisines, une vraie galerie de l'intelligence espagnole, des nobles surtout, mais aucun comme celui du Comte, le dernier, qui dit tout en sachant tout. Époque de la peinture. Par le bienfait d'une disgrâce, Goya devient alors, dans une solitude absolue comme dans l'exil à Bordeaux, le moins représentatif des peintres voués à leur époque. Sacrifiés à elle, sans qu'elle s'en avise vraiment. Il pousse la peinture au cri. En cela, il n'ouvre pas seulement la brèche à l'art moderne ; mais il préfigure toutes les déchirures du temps où nous allons vivre. Toutes sans exception : l'oubli de la pensée, la bigoterie faite religion, la torture, l'effacement, la folie, la bêtise... Cet être qui contemple des planches d'âmes à la recherche de ses ancêtres... Ces hommes ligotés par les mains et les pieds, ces garrotés qui l'entraînent à la torture, c'est lui. Cet homme assombré sous un vol de saloperies mensongères, c'est le Sommeil de la raison produit des monstres... Le tableau de la raison... L'oubli de la philosophie.

Haut à sa façon par Diderot, Voltaire et Kant, Goya refuse tout souci de représentation (on est à des années-lumière, justement, du comte de Floridablanca, qui profite terrible du songe. Au profit de la grimace et du sarcasme : le songe de la folie, et ses monstres. Goya devient alors un peintre — un dessinateur toujours — mais pourquoi continuer à dessiner ? — Impensable. Nous y avons perdu un excellent portraitiste d'époque. Nous gagnons au change le lot terrifiant, pour peu qu'on y songe, de la folie et du sens criant de l'horreur. Pure question de chance. Et encore : dans l'ordre assez strict du parcours proposé par l'exposition (elle est, d'un point de

M. Georges Le Rider élu à l'Académie des inscriptions et belles lettres

L'Académie des inscriptions et belles lettres a élu M. Georges Le Rider en remplacement de Georges Fosse, décédé le 15 mai 1988.

[Numismatique. M. Georges Le Rider est né le 27 janvier 1928 à Saint-Hermin (Finistère). Agrégé de lettres, il est membre de l'École française archéologique d'Athènes de 1952 à 1955. En 1961, il est conservateur en chef du cabinet des médailles et monnaies à la Bibliothèque nationale, dont il sera l'administrateur général de 1975 à 1981. De 1981 à 1984, il est directeur de l'Institut français d'études anatoliennes à Istanbul. Actuellement il est professeur à l'université de Paris-IV-Sorbonne (civilisations antiques et classiques) et directeur d'études à l'École pratique des hautes études (4^e section).]

Un Malien à la tête du Conseil international des musées

L'ancien ministre de la culture du Mali, Alpha Oumar Konaré, va assumer la présidence du Conseil international des musées (ICOM). Cette nomination sera ratifiée par un vote lors de la prochaine conférence générale de l'organisation, qui se tiendra à La Haye, au mois d'août. M. Konaré succède au Britannique Geoffrey Lewis. C'est la première fois qu'un Africain accède à la tête de cette organisation non gouvernementale fondée en 1946 sous l'égide de l'UNESCO.



vue didactique, très forte), nous échappons au Goya le plus échappé à lui-même : le Goya des sous-sols du Prado, celui de l'horreur étalée.

Regardant le *Guernica* de Picasso, Georges Bataille notait : « Il est étrange que le plus libre des arts ait atteint son sommet dans une peinture politique... » Le plus libre des arts... La peinture... Soudain, Bataille glisse au fusillé du *Doce de Mayo*. Mémorant les yeux ouverts, dans un grand cri, lui, le fusillé glorieux, avait déjà montré à quel point « la lutte du peuple espagnol pour sa liberté portait un artiste au plus haut degré de l'inspiration ». Tout

est aujourd'hui dans l'ordre. *Guernica* est au Prado, puisque son auteur a désiré qu'il réintègrât l'Espagne au rétablissement de la République. Le Comte de Floridablanca est à la Banque d'Espagne (Madrid). Et « Goya et l'esprit des Lumières » au Metropolitan de New-York. Avec, dans l'instinct de la violence, une invraisemblable décharge de liberté.

FRANÇOIS MARIMAND.

* « Goya and the Spirit of Enlightenment », Metropolitan Museum of Art (New-York), en collaboration avec le Prado (Madrid) et le Museum of Fine Arts (Boston). Jusqu'au 16 juillet.

BIBLIOGRAPHIE

Un ouvrage de référence

« Les Cinémas de l'Est de 1945 à nos jours »

C'est Léonie qui avait qualifié le cinéma comme « l'art le plus important » notifiant ainsi que l'art et la politique ne pouvaient être dissociés. « Dans la vieille conception utilitariste de l'art et de la littérature, le cinéma est vu comme un des grands moyens d'instruction, d'éducation et de propagande ; dès lors que la révolution croit à l'influence du cinéma, elle doit tôt ou tard le soumettre à un contrôle sévère », expliquent Mira et Antonin Liehm, dans l'introduction de l'important ouvrage qu'ils consacrent au domaine à peu près inexploré des Cinémas de l'Est de 1945 à nos jours.

Ce postulat propre aux pays totalitaires obligeait donc les auteurs de cette étude sur le 7^e art — spécialistes d'esthétique cinématographique et fondateurs de la *Lettre internationale* — à ne jamais dissocier le cinéma de l'histoire, de la politique, de la culture et du mouvement des idées. Et, dans le cas des pays de l'Est, de toujours analyser les œuvres « à la lumière du marxisme », ou à ses obscurités...

Disparité entre les pays

Enorme travail nourri de milliers d'heures de projections de films rares, et le plus souvent jamais diffusés commercialement, souvent aussi enterrés — ou déterrés — au gré des fluctuations politiques dans des réserves insaisissables ! Le résultat en est tout à fait révélateur. Le plan du livre analyse les différentes périodes politiques du bloc soviétique — avant 1945 ; les années Staline 1945-1955 ; l'optimisme et ses fractures 1954-1963 ; l'art du possible des années 60 à nos jours — dans chacun des huit pays du bloc soviétique, en omettant délibérément le cinéma albanais (pour ne pas être obligés de recourir à des informations de seconde main).

Ce qui apparaît immédiatement comme une évidence trop souvent oubliée, c'est la disparité de chacun de ces cinémas nationaux, non seulement, au départ, au moment où

s'installait le communisme d'État, mais tout au long des années, selon la personnalité de chacun des pays, leur développement économique, leurs traditions culturelles... et selon les avatars des vicissitudes de la religion officielle.

« Les origines du cinéma se ressemblent dans tous les pays d'Europe : ils ont chacun leur lumière, leur Cabiria (la superproduction écrite par D'Annunzio), leur *Lillian Gish* et leur *Canal* », préviennent les auteurs, mettant ainsi en évidence les différences, d'une part, entre la Russie, la Pologne, la Hongrie et la Bohême — toutes devinées des républiques après la première guerre mondiale — qui connaissent l'art de Paris et de Vienne et, d'autre part, la Roumanie, la Bulgarie et certaines régions de la Yougoslavie plus fermées à ces influences.

Quantitativement, par exemple, c'est en Russie que le cinéma eut les débuts les plus vigoureux : en 1917, plus de mille deux cents films avaient été tournés en Russie et le cinéma était déjà très inventif en Géorgie comme on a pu le voir lors d'une récente rétrospective, alors que certains comme la Bulgarie, la Yougoslavie et, plus encore, la Roumanie partaient de zéro.

« Fait significatif pour l'histoire générale du cinéma, les traditions établies au cours des deux premières décennies restent le fondement des activités ultérieures » et l'on peut voir se développer, à partir des séquelles de la guerre, une cinématographie qui passa des « films partisans » ou « néoréalistes » à un esprit plus intimiste ou même contestataire au gré des répressions et des dégâts : les suites du « printemps polonais » de 1956 avec Andrzej Wajda, Wojciech Has, Polanski ; la révolution écrasée à Budapest et l'apparition de Miklos Jancso ; le nouveau langage des Kalatozov, Youkevitch, Abouladze, Ramon en URSS après le vingtième congrès ; l'épanouissement de la jeune vague tchèque des Forman, Passer, Chytilova annonçant le

MUSIQUES

Le chanteur lance le label Real World

Peter Gabriel joue sans frontières

Chantre du métissage culturel, l'ex-chanteur de Genesis met sa notoriété de rock-star au service des musiques du monde entier.

Un chanteur pakistanais d'inspiration soufie, un nouveau roi de la rumba-rock zairoise, un orchestre de saleros cubains et, Peter Gabriel. Il ne manque que l'Océanie pour faire de Real World, le label qui réunit ces artistes, une maison de disques tout à fait planétaire. Avant la sortie, le 5 juin prochain, des premiers albums publiés sous cette étiquette, Peter Gabriel est venu à Paris, consacré pour l'occasion capitale de la *world music*, présenter son projet.

Superstar de plein droit depuis le triomphe de *Sa*, son dernier album sorti il y a deux ans, l'ex-chanteur de Genesis a procédé à une mise au point indispensable : « Ce n'est pas un caprice de rock-star. Depuis Apple, la maison de disques fondée par les Beatles, les labels d'artistes relèvent généralement de la folie aristocratique plutôt que de l'aide sérieuse à la création.

Mais Peter Gabriel est justement un homme sérieux : Real World est la dernière manifestation d'un intérêt soutenu que le chanteur porte à la planète et aux gens qui l'habitent. « C'est très sentimental, mais, un autopsiste m'a parlé de cette bête bleue que l'on voyait de là-haut et de la sensation qu'on ressentait à l'idée que c'est chez nous. C'est une image qui me parle beaucoup. »

En 1978, au hasard du cadran ondes moyennes d'un poste de radio, Gabriel a découvert une station hollandaise qui programmait de la musique africaine : « J'en avais déjà entendu de temps en temps, mais cette fois ça m'a touché. J'ai voulu en savoir plus, pour l'utiliser dans ma musique. Ensuite est venue l'envie de faire connaître ces musiques à un public plus large. » En compagnie de quelques amis, il a alors fondé WOMAD (World of Music Arts and Dance), le monde de la musique des arts et de la danse, qui a organisé des festivals et mis sur pied des structures (agencés,

ateliers de formation) destinés à promouvoir les échanges musicaux entre l'Ouest et le reste du monde.

Real World est la prolongation logique de cette démarche, mais qui essaie de ne garder des pièges inévitables. Parmi les premiers titres que sortira le label, on trouve *Passion*, la bande-son de la *Dernière Tentation du Christ*, que Peter Gabriel a écrite et interprétée en s'inspirant des musiques traditionnelles d'Afrique du Nord, du Maroc à l'Égypte. Il y a vingt ans, Led Zeppelin pillait les bluesmen noirs américains sans leur verser un cent de royalties. Aujourd'hui, Gabriel sort simultanément *Sources of Passion*, un album qui réunit les musiciens auxquels il avait emprunté.

De même, les contrats de certains artistes ne couvrent pas leur pays d'origine. Nusrat Fateh Ali Khan, le chanteur pakistanais d'inspiration soufie que Gabriel décrit comme « l'un des plus grands vocalistes de notre temps », garde ainsi le contrôle de tous ses droits au Pakistan, où il est une célébrité nationale.

Au centre du dispositif Real World, il y a le studio de rêve que Peter Gabriel a fait construire à Bath, près de chez lui, grâce aux royalties de *Sa*. Pour l'instant, les artistes dont les albums doivent sortir en juin (outre Nusrat, le groupe *Tabla Orchestra* Ravi et le *Zimbabwe Tabla Orchestra*) sont venus. Mais le label espère bientôt mettre au point un kit que les artistes pourront emporter chez eux afin d'enregistrer des cassettes, support privilégié de la musique populaire dans le tiers-monde.

Les rythmes du renouveau

Reste le débat de fond : la *world music* est-elle une machine à niveler par le bas ? En d'autres termes, un genre africain qui chante la mémoire d'un peuple peut-il s'écouter sur un autoradio, servir de bande-son pour un embouteillage ?

Peter Gabriel croit que les vertus du message l'emportent sur ses lacunes : « Au Sénégal, il n'y a pas longtemps, un joueur de kora est venu nous voir. Vous savez N'Dour et moi. Il jouait dans la rue ; il

n'accordait pas l'instrument comme tout le monde et empruntait des mélodies de partout, c'est un des meilleurs musiciens que j'aie jamais entendus, tous instruments confondus. Dire que sa place est dans la rue, c'est insulter cet artiste. Pourquoi ne jouerait-il pas pour des millions de gens ? »

Si les musiques d'ailleurs ont beaucoup à perdre, la musique populaire occidentale, et surtout le rock, a beaucoup à gagner : le retour des anciens, le cycle infernal des *revivals* montrent que le rock a un besoin vital de sang neuf sous peine d'altération. Comme Paul Simon et d'autres, Peter Gabriel (dont l'un des premiers succès en solo portait le titre prémoniteur de *Games without Frontiers*, Joux sans frontières) sait que les rythmes du renouveau se trouvent ailleurs qu'en Occident. Real World est aussi un témoignage de reconnaissance.

THOMAS SOTINEL.

Le Prix Orphée au « Joseph Haydn » de Marc Vignal

Le Prix Orphée 1989 a été attribué à Marc Vignal pour son ouvrage *Joseph Haydn*, publié aux éditions Fayard, avec le concours du Centre national des lettres. Doté de 30 000 francs, ce prix a été créé à l'initiative du Crédit industriel et commercial de Paris, et remis au lauréat par M. Jean-René Bernard, président du CIC-Paris, au Salon du livre.

Né en 1933, Marc Vignal est diplômé de sciences politiques et actuellement président de Peuple et Culture. Auteur de livres sur Sibyllus et Mahler, il a dirigé la rédaction du *Larousse de la musique*. Gérard Condé a rendu compte du livre sur Joseph Haydn (1 534 pages, 495 francs), le premier ouvrage important en français sur « l'un des musiciens les plus inventifs, les plus prolifiques et les plus ludiques de tous les temps » (le Monde du 10 janvier).

Par ailleurs, le jury du Prix Orphée a tenu à signaler deux autres livres : *Vous avez dit baroque*, de Philippe Beaussant (Ed. Actes Sud), et *La Révolution en chantant*, de Robert Brécy (Ed. Van de Velde).

THÉÂTRE

Le douzième Festival français de Sarrebruck

Cami, Sade et les autres

Vitrine du jeune théâtre français, une tradition retrouvée, « Perspectives », le Festival de Sarrebruck, en Allemagne, s'ouvre de plus en plus aux auteurs.

Trois pièces de jeunes auteurs français sont créées cette saison par des troupes allemandes en Allemagne : les *Guerriers*, de Philippe Minyana, à la radio de Brême ; *Berlin, ton danseur est la mort*, d'Enzo Cormann, au Théâtre de Sarrebruck, et *Plage de la libération*, de Roland Fichet, à Dortmund. Une création française, dans une mise en scène de René Lory, participe au douzième Festival de Sarrebruck. Le bilan est encourageant, car il fait suite aux premières rencontres organisées l'an passé par le Festival, l'Institut d'études françaises de Sarrebruck et les éditions « Théâtrales ».

Cette année, cinq œuvres, traduites en allemand, sont proposées en lecture (de Jean Magnan, Michel Azama, Roland Fichet, Michel Viala et Claude Delarue). Et le Festival innove en accueillant des Français installés à l'étranger, comme Jean-Pierre Mignon en Autriche, qui présente *Enfantillages*, de Raymond Coussé.

Sous la direction d'un jeune metteur en scène, Marc Adam, depuis trois ans, le festival s'étend. Les acheteurs et le public sont là. A tel point que les organisateurs semblent un peu débordés. Les lieux de représentation sont parfois inconfortables pour le public comme pour les artistes, ainsi les brynnas chauffés dressés face au théâtre municipal.

L'humour noir et la logique dérivante de Cami et de ses *Drames de la vie courante* mis en scène par Philippe Adrien ont quelque peu déçus. « *Pire que du boulevard* », a-t-on entendu. Voilà pourtant un spectacle formidablement tordu, un cabochard grinçant pour les fous du music-hall, orchestré par Jean-

Marie Senia et interprété par des comédiens pince-sans-rire, matadors et maris connus effectivement échappés d'un vaudeville. Mais tout s'achève sur une banquette en fleurs.

La Compagnie Patrice Rigol/La Rumeur, en revanche, fait quasi partie de la famille. Présente l'an passé, elle est de retour avec les *Libertins*, une reprise, et *Flagrant délit de mensonge*, une création : sur le thème du mensonge, intime et public, une variation répétitive, couleur bonbon mais très cruelle.

Bicentenaire irrévocablement

Aux côtés du théâtre musical, (*Ennemis* d'Apollinaire ou le *Rébus malheureux* du Théâtre pour la musique animé par Michel Rostain) le Bicentenaire avait bien sûr détourné sur cette édition. Hélène Delavault est venue chanter la *République* tandis que le dessinateur Tomi Ungerer se livrait sans pitié dans le catalogue. Et son projet d'affiche, un Napoléon engrossant la Révolution, a dû être retiré de la circulation.

Charles Tordjman, lui aussi, a tapé très fort avec *François, un effort... si vous voulez être républicain* de Sade, brillant dans lequel le marquis argumente en faveur d'une nouvelle morale révolutionnaire. Avec une logique imparable, mais des arguments discutables, il plaide non coupable pour la calomnie, le vol, les crimes moraux et enfin le meurtre.

François Clavier représente un homme honnête, convaincu, poli, parfois juste un peu débordé par sa propre logique, submergé aussi par la musique ironique et sombre de Jean-Louis Chautemps. La matière théâtrale, perverse dans son apparente simplicité, laisse la bride au texte, dérangeant, prémoniteur de plus d'un abus, de plus d'une révolution.

ODILE QUIROT.

* « Perspectives », à Sarrebruck, jusqu'au 28 mai. 19/49 681-35-634.

مكتبة المجلد

Spectacles

sans frontières

cinéma

La cinématèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-24)

SAMEDI
Cannes 89-1a Semaine internationale de la critique: le Carré noir (1988, v.o. s.l.f.), d'Isidore Isou. 19h 30. Les Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 21h 15.
Cannes 89-2a Semaine internationale de la critique: le Carré noir (1988, v.o. s.l.f.), d'Isidore Isou. 19h 30. Les Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 21h 15.

DIMANCHE
Cannes 89-1a Semaine internationale de la critique: le Carré noir (1988, v.o. s.l.f.), d'Isidore Isou. 19h 30. Les Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 21h 15.
Cannes 89-2a Semaine internationale de la critique: le Carré noir (1988, v.o. s.l.f.), d'Isidore Isou. 19h 30. Les Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 21h 15.

SALLE GARCIE, CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-37)

SAMEDI
Homage à Anna Magnani: le Carrousel d'or (1952, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 14h 30. Les Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 21h 15.
DIMANCHE
Homage à Anna Magnani: le Carrousel d'or (1952, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 14h 30. Les Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 21h 15.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (46-26-34-39)

SAMEDI
La Tour Eiffel: Actualités anciennes: Actualités Gammont, 16 h 30. Tour Eiffel: le Nouvel Eclairage de la Tour Eiffel (1986) de Jean-Paul Jaud, les Abolitionnistes chantent: 19h 30. Les Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 21h 15.

LES FILMS NOUVEAUX

CHINE, MA DOULEUR. Film français de Dai Sijie, v.o. Forum Horizon, 14h 30. Les Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 21h 15.
LES INSCOMMIS. (7) Film philippin de Lino Brocka, v.o. Forum Horizon, 14h 30. Les Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 21h 15.
MÉLODIE POUR ELITE. Film québécois d'Edouard Gagnier, v.o. Forum Horizon, 14h 30. Les Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 21h 15.
MONSIEUR HIRE. Film français de Patrice Leconte, v.o. Forum Horizon, 14h 30. Les Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 21h 15.

men II (1980) de Richard Lester, 16 h 30. Le Lifting de la vieille dame: Actualités Gammont, 16 h 30. Tour Eiffel: le Nouvel Eclairage de la Tour Eiffel (1986) de Jean-Paul Jaud, les Abolitionnistes chantent: 19h 30. Les Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 21h 15.

DIMANCHE
La Tour Eiffel: le Nouvel Eclairage de la Tour Eiffel (1986) de Jean-Paul Jaud, les Abolitionnistes chantent: 19h 30. Les Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 21h 15.

Les grandes reprises

A BOUT PORTANT. (A, v.o.) Les Trois Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 14h 30. Les Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 21h 15.
LE BARRAGE. (A, v.o.) Les Trois Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 14h 30. Les Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 21h 15.

Samedi 27 - Dimanche 28 mai

BOULEVARD. (42-22-87-23) Les Trois Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 14h 30. Les Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 21h 15.
BOUTEL THERMINUS. (Fr. v.o.) Les Trois Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 14h 30. Les Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 21h 15.

LE MALIN. (A, v.o.) Les Trois Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 14h 30. Les Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 21h 15.

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

MOULIN ET ÉPÉE. Caricatures de la Tour Eiffel (1986) de Jean-Paul Jaud, les Abolitionnistes chantent: 19h 30. Les Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 21h 15.
TEYVAM-INDIE. Caricatures de la Tour Eiffel (1986) de Jean-Paul Jaud, les Abolitionnistes chantent: 19h 30. Les Femmes (1988, v.o. s.l.f.), de Jean Renoir. 21h 15.

THÉÂTRE MODERNE. (48-74-10-75). Le Courroux: 21 h, dim. 15 h.
THÉÂTRE MONTGOUILL. (42-30-70). L'Équipe: 18 h 30. Un ange en enfer: 22 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT. (47-27-81-15). Théâtre Gémier. La Classe morte: 20 h 30. Le Récit: 20 h 30.

Music Hall

THÉÂTRE DE LA BASTILLE

THÉÂTRE DE LA BASTILLE. (43-75-42-14). Sylvie Laporte. 19 h 30, sam. Piano, chant. Sophie Marlen (auteur-compositeur). Bientôt, 21 h, ven. sam. «Aurore». Eric et Marc Hurtado.

Wiederker. Anne Wiederker (vi). Œuvres de Vivaldi, Scarlatti. Téléphone: 45-33-19-45.
EGLISE SAINT-ÉVERIN. (9) Orchestre et chœur Paul Kuratz, 21 h sam. François Espinasse (orgue), C. Bajac, D. Adès (soprano), J. Ninoz (basse), T. Berdout (soprano), T. de Gromard (basse). Œuvres de Mozart, Haydn, Beethoven, 17 h sam. Orgue. Œuvres de Bach, de Grigny, Dauriat. Entrée libre.

EGLISE SAINT-SULPICE. (6) Chœur Saint-Michel, 11 h 30 dim. Dir. Comité Glemser. Nigel Hutchinson (orgue), Œuvres de Bruckner, Elgar, Beethoven, Ireland, Vierne. Entrée libre.

Opéra

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER. (47-42-33-71). «Le Maître et Marguerite». 19 h 30, sam. Opéra en deux actes. Livres de Yvonne Hüller, d'après le roman de Mikhaïl Boulgakov. Mise en scène Hans Neuenfels. Dir. Mus. Lothar Zaglauer. (mus.), John Burdick (scen.). Avec Roland Hermann, Karan Armstrong, James Johnson, Nicholas Folwell, Andrew Jaggi, Elizabeth Lawrence. 20 h 30.

THÉÂTRE DU LIÈRE. (19) 45-86-16-22. Les Gens de bien, 20 h 30, sam. dim. De Pierre Charpy, Richard Dubois, François Marillier, Suivi de «Conversations» de Georges Aperghis. Mise en scène et interprétation P. Charpy, R. Dubois, F. Marillier.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT. (8) 42-56-08-80. Amélie, 11 h 30, sam. dim. Piano. Œuvres de Mendelssohn, Beethoven, Dutilleul.

Région parisienne

ALBUVERVILLE (THÉÂTRE DE LA COMMUNE)

ALBUVERVILLE (THÉÂTRE DE LA COMMUNE). (44-34-67-67). God Save The Queen Mon bal pour un royaume: 20 h 30, dim. 16 h 30.

Les concerts

CHAPPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPÊTRIERE. (42-34-03-43). Chœur Cantoria. 16 h 30. Dir. Germain Plesier. Œuvres de Gounod, Mozart, Saint-Saëns, Fauré. Participation libre.

EGLISE AMERICAINE DE PARIS

EGLISE AMERICAINE DE PARIS. (8) 42-56-08-80. Amélie, 11 h 30, sam. dim. Piano. Œuvres de Mendelssohn, Beethoven, Dutilleul.

EGLISE SAINT-LOUIS-EN-LE

EGLISE SAINT-LOUIS-EN-LE. (4) Orchestre de chambre Jean-Jacques Wiederker. 20 h 30 sam. Dir. Jean-Jacques Wiederker.

NEUILLY-SUR-SEINE (ATHLÉTIC)

NEUILLY-SUR-SEINE (ATHLÉTIC). (46-24-03-83). Le Berlioz: 20 h 30, dim. 15 h.

ORLY (SALLE ABACON-TROLET)

ORLY (SALLE ABACON-TROLET). (46-83-66). Rubenstein: 20 h 30, dim. 15 h.

STAINS (ESPACE PAUL ELIARD)

STAINS (ESPACE PAUL ELIARD). (42-21-61-05). L'As de la liberté: 21 h, dim. 15 h.

VERSAILLES (PARC BALIN)

VERSAILLES (PARC BALIN). (39-44-91-54). 1789: 20 h, dim. 15 h.

VINCENNES (THÉÂTRE DANIEL SO-RANO)

VINCENNES (THÉÂTRE DANIEL SO-RANO). (48-08-00-33). P. Dim. Des sourires et des hommes: 18 h.

WOODY ALLEN · FRANCIS COPPOLA · MARTIN SCORSESE

“Délicieux, pointu, implacable.”

“... Un film formidable... du grand art... 2 heures de bonheur.”

ACTUEL

GLOBE

NEW YORK STORIES

SELECTION OFFICIELLE CANNES 1989

ACTUELLEMENT

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 28 MAI

«Le pontage du roi et le port de la contenance de la Tour Eiffel», 10 h 30, 10, rue du Marché-Joffre, ligne Invalides-RG, autobus 171.
«Les jardins de la maison de M^{me} Elisabeth à Montreuil», 14 h 30, 73, avenue de Paris, ligne Invalides-RG, autobus 171.
«Basilique de Saint-Denis, architecture et tombeaux», 16 heures, entrée de la basilique.
«Guerre et Révolution: la Commune en images et caricatures au Musée de Saint-Denis», 16 heures, Musée de Saint-Denis (entrée principale).
«Hôtels, cours et jardins du Marais», 14 h 30, métro Pont-Marie.
«La peinture française au dix-septième siècle dans les salles royales du Louvre», 10 h 30, métro Louvre.
«Promenade révolutionnaire dans les jardins et passages du Palais-Royal», 15 heures, Conseil d'Etat (devant les tilleuls).
«Montmartre: cimetière d'artistes, médailles et jardins», 10 h 30, métro Abbesses.
«Tombeaux célèbres du cimetière du Père-Lachaise», 14 h 30, boulevard de Ménilmontant (entrée principale).
«Le ministère des finances», 17 heures, 93, rue de Rivoli. Carte d'identité.
«Le Musée Nissim-de-Commond», 15 heures, 63, rue de Monceau.

CONFÉRENCES

DIMANCHE 28 MAI

Maison des Hauts-Alpes, 4, avenue de Popéra, Paris-16, 9 heures. 18 h 30 et jusqu'à 3 juin. Rencontre avec les guides de haute montagne de l'Oisans pour une exposition animation (photo, diaporama, offre de stages).
Conférences Nativy, 1, rue des Provençales, Paris-16, métro Châtelet, sortie Rivoli, 15 heures. «Dans les coulisses secrètes de la IV^e République», par

«La place des Victoires et son vieux quartier», 15 heures, métro Louvre (sortie).
«500 mètres sous terre dans l'aqueduc médiéval de Belleville», 14 h 45, métro Télégraphe.
«Une heure au Père-Lachaise», 11 heures, boulevard de Ménilmontant, face à la rue de la Roquette.
«De Jules Valès aux deux tours des fédérés, les derniers instants de la Commune», 14 h 45, métro Père-Lachaise (sortie escalator).
«Les vieilles rues du quartier Saint-Sulpice», 15 heures, Église Saint-Sulpice (parvis), place Saint-Sulpice.
«Marais: l'Hôtel de Sully», 15 heures, 62, rue Saint-Antoine.
«L'Académie française et le collège des Quatre-Nations», 15 heures, 23, quai Conti.

LUNDI 29 MAI

«Le Marais: maisons et jardins secrets», 14 h 30, métro Saint-Paul (sortie).
«Le Panthéon de la Révolution», 14 h 30, Panthéon, entrée rue Clotilde.
«Le Marais médiéval», 15 heures. Rendez-vous et inscriptions préalable au 42-74-44-30.
«Nouveaux visages parisiens: du front de Seine à la statue de la Liberté», 15 heures, station SNCR-RER Javel (sortie).
M. Bernard Cornay: «De Louis XVII au grand monarque», par Nativy.
LUNDI 29 MAI
Temple bouddhiste de Paris (Pagode Vincennes), 40, rue circulaire de la ceinture du lac Daumesnil, Paris-12, métro Porte-Dorée. «Célébration de la fête du Vesak».
Salle des fêtes de Villiers-le-Buisson, 14 h 15: «Danse et peinture», par Danièle Liéchoont, chorégraphe, et Marins Hecoum, artiste peintre.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE

(45-89-38-69). Grand Théâtre. Théâtres: l'Amazone de la Révolution: 20 h 30. La Gabelle. La Tragédie d'été: 20 h 30. Le Réservoir. Le royaume est aboli en France: 20 h 30.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voleurs de Follies: 21 h.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). Une femme sans histoire: 21 h, dim. 15 h 30.
COMÉDIE ITALIENNE (42-21-22-22). Les Délices du bœuf: 20 h 30.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Les Femmes de bonne humeur: 14 h. Le Misanthrope: 20 h 30. P. Dim. Le Mariage de Figaro: 14 h.
CRÉPITE SAINT-AGNÈS (OBLIQUE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-11). Le Maître de Saurige: 20 h 30, dim. 17 h 30.
DAUNOU (42-61-69-14). Th. m's servé la vie: 21 h, dim. 15 h 30.
DEUX ANES (46-06-10-20). Le Cœur du père François: 21 h, dim. 15 h 30.
DIX-SEPT THÉÂTRE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons: 20 h 30, dim. 16 h.
EDGAR (42-20-45-11). Les Babas: 20 h 30. Les Femmes de la nuit: 21 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne: 20 h 30.
ESADON DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon d'Amour: 19 h. Thomas R.: 21 h.
FONTAINE (48-74-74-40). Quelle famille: 21 h, dim. 15 h 30.
GUYMAYE, MARIE-HELLE (42-46-78-79). L'Éternité de ma vie: 20 h 30. L'Étranger: 20 h 30. L'Étrange des jours: 22 h.
HUCHEFFE (42-26-38-99). La Cautrice chavre: 19 h 30. La Leçon: 20 h 30. Les Mystères de la Révolution: 21 h 30.
L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-49-48). La Bonne Année: 18 h 30. L'Héroïque Semaine de Camille Bourgeois: 20 h 15, dim. 17 h. Elles étaient citoyennes: 22 h 15.

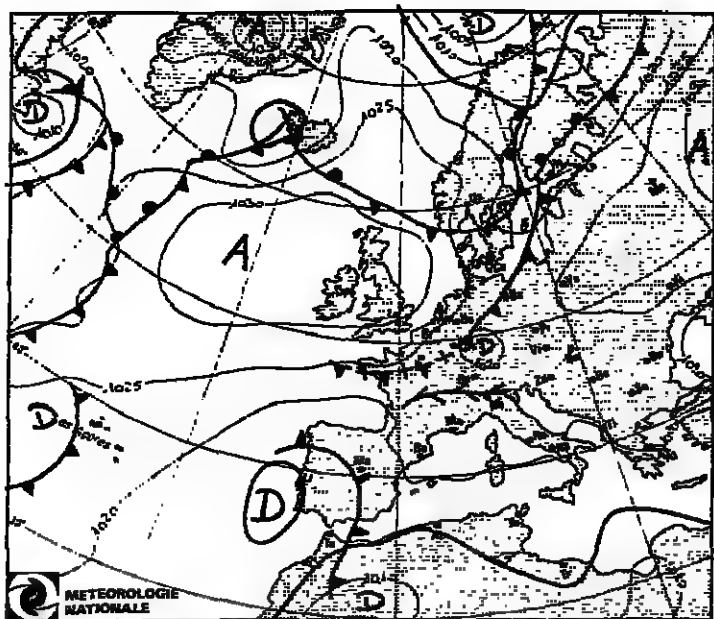
THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR

(47-42-33-71). Salle L. Molière. Complicité ou Jean-Baptiste et les Femmes: 18 h. Pigeon en homme: 21 h. Salle IL. L'Étranger: 20 h 30. L'Étrange des jours: 22 h.
THÉÂTRE DE MENILMONTANT (46-36-60-60). Les Voleurs: 20 h 30, dim. 16 h.
THÉÂTRE DE PARIS (42-80-09-30). C'est: 15 h et 20 h 30, dim. 17 h 30.
THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Les Chuchots dans Promesses Adieu: 20 h 30, dim. (dernière) 16 h.

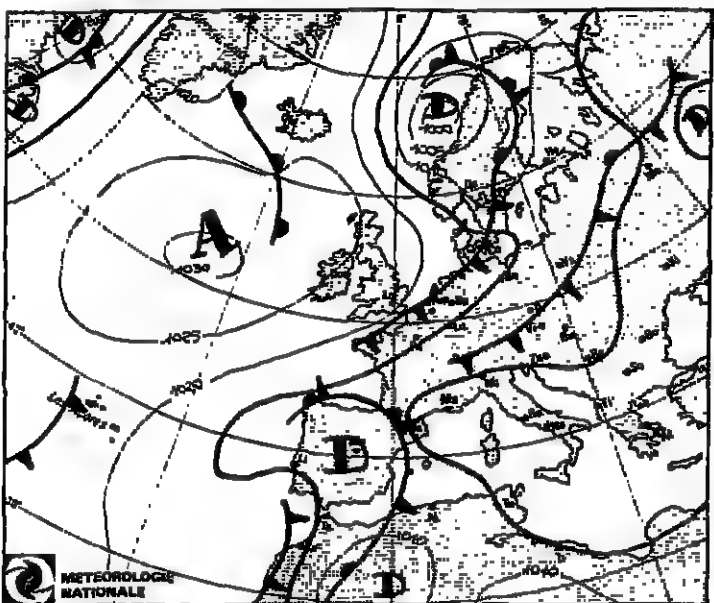
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27 MAI 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 29 MAI 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 27 mai à 0 heure et le dimanche 28 mai à 24 heures.

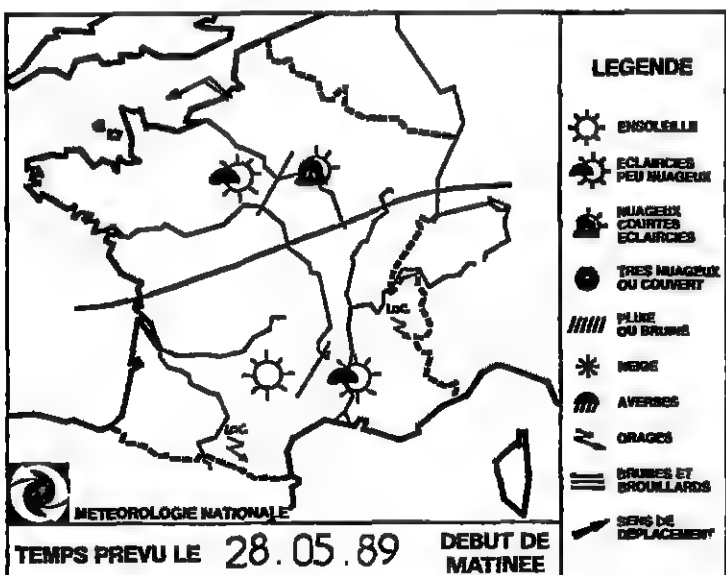
Une petite dépression de 1010 hPa est toujours présente sur l'Espagne, entraînant la formation d'orages sur notre pays. Un anticyclone de 1030 hPa s'étend de l'ouest de l'Irlande aux pays scandinaves dominant du vent de nord-est assez soutenu près des côtes de la Manche.

Dimanche : soleil et fraîcheur au nord, soleil et orages au sud.

Du Sud-Ouest au Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes et Sud-Est, quelques orages pourront éclater dès le matin. Malgré de belles éclaircies par moment, le temps restera orageux toute la journée, des orages se

prolongeront çà et là. La tendance orageuse s'aggrave au cours de la journée les régions situées au sud d'une ligne Nantes-Metz. Toutes ces régions auront tout de même du soleil ; mais le ciel se fera parfois plus menaçant et l'orage éclatera. Le thermomètre ira de 25 degrés à 29 degrés dans le Sud-Ouest et de 23 degrés à 29 degrés du Nord-Est au Sud-Est.

Ailleurs, le soleil l'emportera largement sur les nuages qui sont localement nombreux le matin, particulièrement près des côtes de la Manche. Le vent de nord-est se maintiendra, plus soutenu près des côtes de la Manche et le thermomètre n'ira pas au-delà de 17 ou 19 degrés. Dans l'intérieur des terres, il fera de 20 à 22 degrés.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 26-5-1989 à 6 heures TU et le 27-5-1989 à 6 heures TU											
le 27-5-1989											
FRANCE				ÉTRANGER							
AMBOISE	22	11	D	TOULOUSE	23	9	D	LYON	21	14	D
ANGERS	24	16	N	TOURNAI	21	11	N	LUXEMBOURG	22	16	D
BORDEAUX	26	13	D	ALGER	25	18	D	MADRID	22	15	C
BRETAGNE	18	11	C	ANTWERP	22	15	D	MARSEILLE	27	13	P
CAEN	14	11	C	ATHÈNES	22	15	D	MILAN	26	18	N
CHARENTAIS	15	10	C	BANGKOK	34	27	C	MONTREAL	24	15	D
CLERMONT-FR.	26	12	D	BARCELONE	27	12	N	MOSCOW	24	11	D
COCHIN	26	14	D	BEIRUTH	22	12	D	MURKIN	23	15	P
CRETE	25	10	D	BELGRADE	22	12	D	NEW-YORK	28	17	D
GUERINOT-ME	16	10	D	BELLEVILLE	23	8	N	OSLO	18	9	D
HAUTE-LOIRE	24	12	D	LE CAIRE	32	21	D	PARMA	23	16	C
LYON	26	16	D	COPENHAGUE	22	9	D	PEKIN	35	20	D
MARSEILLE	27	16	D	DAKAR	26	22	N	PRAGUE	21	20	N
NANCY	26	18	N	DELHI	39	26	D	STOCKHOLM	24	13	N
NANTES	26	13	N	DIJON	21	12	P	STONY	19	11	A
NICE	23	17	D	GRÈVE	25	10	D	TOKYO	20	14	A
PARIS-MONT.	19	11	D	HONGKONG	25	22	P	TORONTO	23	15	N
PERPIGNAN	21	15	C	ISTANBUL	16	12	A	VARSIE	23	8	D
RENNES	23	12	C	JERUSALEM	23	11	D	VIRGIN	24	16	D
STRASBOURG	25	11	D	LE CAIRE	32	21	D	VIRGIN	22	10	D
STRASBOURG	26	15	D	LYONS	20	7	N				

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5011

HORIZONTALEMENT

I. L'infraction de ceux qui ne veulent pas devenir des hommes. - II. Qui se pilit facilement. Pas irascible. - III. A éviter par ceux qui veulent rester dans le droit chemin. Marcher sans rien dire. - IV. Peut ronger et dévorer. Était promis quand on le disait heureux. Demi-sommeil, pour les enfants. - V. Bien dit. Un maître pour les fabulistes. - VI. Voulu savoir ce qu'on a dans le ventre. Comme un acide. - VII. Entre la paire et la bande. Qui a du mal à se décider. - VIII. Qui a donc besoin de repos. Pas portés. - IX. Pour une attente en plein air. Chassent le naturel. Comme la bouche quand on est assis. - X. Découvert. Coule à l'est. Demi-lune. Symbole. - XI. Possessif. Lune, chez les Aztèques. En Asie. - XII. Comme le cœur quand on sait à quoi s'en tenir. Morceau d'ouverture. - XIII. Quand elles sont grasses sont de vraies manivelles. Comme des murs sans ouvertures. - XIV. Un petit fruit. Ciel d'une époque. - XV. Préparation. Faire un travail de boucher. Vivait avec le premier veau.

VERTICALEMENT

1. Doivent être écartées quand on veut fumer. Mauvaise conseillère quand elle est damnée. - 2. Une abréviation qui nous ramène au même endroit. En Algérie. Voies égarées. - 3. Quand il y en a beaucoup, on risque d'avoir la langue très chargée. Matière qui érode le veau. - 4. Agrément étranger. Coule sur un autre continent. En somme, elle donne des conseils. - 5. Solidement bâties. Ne sont pas reçues quand elles sont avancées. - 6. Bien connus. Un peu lourdes. - 7. Titrature. Dieu. - 8. Le transit est plus long quand ils sont paresseux. Le prix du pain. - 9. Abréviation.

Solution du problème n° 5010

Horizontalement

I. Cascadeur. - II. Ombres. - III. Mites. Cor. - IV. Poil. Arme. - V. ENE. Ombres. - VI. Tatami. - VII. Ile. Héris. - VIII. Ta. Eté. MI. - IX. Iméra. - X. Oise. Ange. - XI. Les. Lasse.

Verticalement

1. Compétition. - 2. Avion. Laminé. - 3. Satiété. Is. - 4. Ciel. Etel. - 5. Ars. Oite. - 6. D. Avelar. - 7. Escrime. Aus. - 8. Omnium. Gè. - 9. Rires. Sites.

GUY BROUTY.

Bicentenaire

A l'Hôtel de Ville de Paris

Les descendants réconciliés

Les salons de l'Hôtel de Ville de Paris ont été le théâtre, vendredi 26 mai, d'une confrontation savoureuse. S'y trouvaient, en effet, réunis, par les bons soins de la mairie, près de mille cinq cents descendants des acteurs, toutes « obédiences » confondues, de la Révolution française.

C'est en novembre 1988 que la Ville de Paris lança dans les médias un avis de recherche un peu particulier. Scientia mille « candidats » se déclarèrent, ce qui conduisit les organisateurs à charger une équipe de généalogistes bénévoles d'éliminer les mythomanes et simples honnêtes. Deux mille « élus » seulement passèrent au stade de la rigueur historique, tous assurés de leur filiation avec les héros d'il y a deux siècles. Le panel s'est voulu large et représentatif, mélangeant fidèles de l'Ancien régime, révolutionnaires convaincus, victimes, bour-

contribué à prendre la Bastille, mais bien trois : Pierre, dont il arbore le certificat décerné par l'Assemblée nationale de 1789, son fils Pierre, douze ans, né par Rivarol, et enfin son oncle, Jean-Baptiste, le premier civil à être mort sur une tour de la prison.

La situation se prêtait évidemment à quelques rencontres hasardeuses qui n'ont pas manqué de se produire. Le descendant du bourreau Sanson racontait comment le dernier membre de sa famille à faire ce métier, en 1847, avait mis la guillotine en gage auprès de ses créanciers, quand il fut interrompu par M. Châlier, ravi de la perspective que son aïeul, « décapité de Lyon, a été l'un des rares ratés par le bourreau, qui a dû le terminer à la scie ». Ailleurs, la descendante de Robespierre, une des vedettes de la réunion, a désespérément tenté de convaincre les arrières-arrière-petits enfants de Tallien, héraut, que son ancêtre était « profondément croyant, contre le culte de la raison », et que « zut, pourquoi n'aurait-il pas éliminé les ennemis de l'intérieur ? ». D'autres, groupés autour du buffet, « buvaient un verre à la santé de la République », selon le descendant de Charlotte Corday.

Tous ont applaudi le discours unitaire et pacificateur de Jacques Chirac qui les a appelés à se réunir autour d'un passé « qui nous appartient tel qu'il est et que nous devons assumer tel qu'il est ». Tout le monde a pu repartir content. La grande réconciliation avait eu lieu symboliquement deux siècles après.

L. R.

EN BRIEF

● « Il est très intéressant de l'homme. » Sous ce titre, la Ligue des droits de l'homme vient d'édition un recueil de « textes et débats » de la période révolutionnaire (1789-1793). Pour comprendre les enjeux, autour de textes de référence, comme la fameuse déclaration du 26 août 1789. Présentation par Madeleine Rebérioux, Antoine de

Bascque et Dominique Godinot. Ligue des droits de l'homme. Etudes et documentation internationales : 206 pages ; 80 F.

● La mesure du mètre. - Cinq mille élèves se relaient depuis le 18 mai pour mesurer le méridien terrestre compris entre Dunkerque et Barcelone. Cette « Opération méridienne » est menée à l'initiative du cinéaste, mathématicien et écrivain Denis Guedj. Elle réédite l'exploit accompli par les astronomes français Delambre et Méchain par la technique de la triangulation, à partir de 1792. Les élèves participants (120 lycées et collèges, 102 villes d'Espagne, dont 14 en Espagne) forment une chaîne qui traverse vingt-deux départements et la Catalogne, soit 1 000 kilomètres. La jonction doit se faire à la frontière le samedi 10 juin. Un « mètre du Bicentenaire » en verre de silice, fabriqué pour l'opération, doit être symboliquement déposé le 13 juin au pavillon de Breteuil, à Sévres, où se trouve le mètre-étalon en platine.

● Pétition « universelle ». - Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, donnera le 1^{er} juin à midi, aux Tuileries, le coup d'envoi d'une campagne de signatures en faveur d'une « pétition universelle » visant à promouvoir le droit à l'assistance humanitaire. Le but de l'opération, qui entre dans le cadre du bicentenaire de la Révolution française, est de rassembler « des millions » de signatures pour transmission au secrétaire général des Nations unies. Elle vient appuyer la résolution présentée par la France et adoptée en décembre dernier par l'assemblée générale de l'ONU, qui pose le principe du « libre accès aux victimes des catastrophes naturelles et autres situations d'urgence » pour les organisations et associations humanitaires (Le Monde du 10 décembre 1988).

● Citoyens franciliens. - Un grand spectacle de plein air (gratuit) circule depuis le 16 mai et jusqu'au 26 juin en Ile-de-France. Citoyens franciliens I, écrit par Didier Decoin et mis en scène par Ivan Morano, a été réalisé à l'initiative du conseil régional, avec l'aide notamment des Caisses d'épargne Eclair, et s'installera dans vingt villes de la région. Trois cents lycéens entourent les six comédiens ; toute la troupe se déplace, comme un cirque, après chaque représentation nocturne. Pour connaître la programmation : numéro vert 05-01-78-90.

● Dixième anniversaire du Collège de Sonis. - Pour célébrer son dixième anniversaire, le Collège de Sonis (chorale et orchestre) donnera un concert le samedi 3 juin, à 20 h 30, à l'Auditorium Franz-Liszt.

Au programme : le Concerto pour deux trompettes (Vivaldi), la cantate Wachet auf (J.-S. Bach), Meeresstille und glückliche Fahrt (Bach), la Messe en sol majeur (Schubert) et la Symphonie des Joys (Haydn).

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi intitulé « Samedi 27 mai ». Signalez dans « le Monde radio-télévision » : □ Film à éviter □ On peut voir □ Ne pas manquer □ Chef-d'œuvre en classique.

Samedi 27 mai

TF1
20.45 Variétés : Romy Schneider, l'ai oublié de vivre. 22.20 Magazine : Unanimité. 23.20 Magazine : Forme sport. 0.15 Journal. 0.35 Série : Drame d'histoires (et à 0.55). 1.20 Série : Mammie.

A2
20.25 Sport : Rugby. 22.25 Feuilleton : Les jurés de l'ombre. 23.25 Journal. 23.40 Magazine : L'actualité pour tous blancs. 1.15 Solennité secondes.

FR3
20.35 Sundaynight. 21.50 Journal. 22.15 Magazine : Le divan. Invité : Daniel Sibony. 23.35 Magazine : Musicales. 23.55 Magazine : Sports 3.

CANAL PLUS
20.30 Football. Coupe de France : Monaco-Sochaux. 22.35 Magazine : Explains. 23.40 Chiffres : Les nouvelles sont toujours vivants. □ 0.25 Chiffres : Retour. □

2.30 Chiffres : L'ours et la poulpe. □ 3.55 Chiffres : Booby Trap. □ 5.25 Téléfilm : Le petit du retour.

LA5
20.30 Téléfilm : Sur les traces du passé. 22.25 Magazine : 1988-journaux. 22.30 Téléfilm : Charlie Mullins. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Charlie Mullins (suite). 0.30 Série : Arabesque. 1.30 Bourard et compagnie (rediff.). 1.45 Magazine : Zépatendo. 2.00 Magazine : Adventure (rediff.). 2.25 Magazine : M 6 sème le chèque (rediff.). 3.20 Magazine : Le glorieux et la balance (rediff.). 3.45 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 4.10 Magazine : Quand la science nous fascine l'espace (rediff.). 5.05 S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 5.30 Adventure (rediff.).

Dimanche 28 mai

TF1
6.35 Série : Doctor Who. 7.00 Bonjour la France, bonjour l'Europe. 7.45 Magazine : Bonjour monsieur le maire. 7.55 Journal avec Nicolas. 8.10 Club Dorothea dimanche. 8.30 Spécial Disney dimanche. 9.20 Club Dorothea dimanche (suite). 9.35 Drame animé : Mes tristes amies. 9.55 Pas de pitié pour les croisés. 10.25 Magazine : Les salons du monde. 10.55 Magazine : Auto-moto. 11.25 Magazine : Téléfoot. 12.30 Jeu : Le juste prix. 13.00 Journal. 13.25 Série : Un fil dans la main. 14.20 Mondo Disney. 14.50 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 15.45 Tiroir à Longchamp. 15.55 Série : Harry Fox, le vétéran. 16.45 Drame animé : Danny parodie. 18.00 Variétés : Y a-t-il encore un coin dans le show ? 18.30 Série : Vivement lundi ! 19.00 Questions à domicile. Invité : Jacques Delors. 20.00 Journal. 20.40 Chiffres : Il était une fois en Amérique. □ (1^{re} partie). 22.50 Chiffres : Dédit. □ 0.20 Spécial sport. 0.35 Journal. 0.55 Concert.

A2
6.30 Magazine : Cible-antenne. 9.00 Concerto l'italien. 9.15 Émission israélienne. 10.00 Présence protestante. 10.30 Le jour du Seigneur. 11.00 Messe à Champagny. 12.05 Drame animé. 13.00 Journal. 13.20 Drame animé. 14.55 Série : Mî Gyr. 15.50 L'histoire des films. 16.35 Série : Disparitions. 17.35 Caméra cachée. 18.25 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal. 20.35 Série : David Lundy. 22.00 Magazine : Au cœur. 23.20 Journal. 23.40 Météo. 23.45 Magazine : Apogée. 23.55 Solennité secondes. 0.00 Histoires courtes.

FR3
7.00 Magazine : Sports 3 (rediff.). 8.00 La méthode Victor. De 8.15 à 9.00 Année 3. 9.00 Magazine : Rencontres. 10.30 Magazine : L'histoire. 11.30 RFO hebdo. 12.00 Magazine : Musicales (rediff.). 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Forum RMC-FR 3. 14.30 Expression directe. 14.50 Magazine : Sports hebdo. 16.35 Magazine : Montagne. 17.30 Année 3. 19.00 Série : Le retour de Sherlock Holmes. 20.00 Série : Benny Hill.

20.35 Documentaire : Optique. 21.30 Magazine : Océanique. 22.05 Journal. 22.30 Chiffres : I Magliari. □ 0.20 Musiques, musique.

CANAL PLUS
7.00 Douze ans animés : Décade pas Benny. 8.25 Série : TNT. 8.45 Chiffres animés. 9.20 Chiffres : RCB contre CIA. □ 10.55 Chiffres : Flashback. □ En clair jusqu'à 14.00. 12.30 Magazine : Rapido. 13.05 Magazine : Chiffres animés. 14.00 L'après-midi la plus animée. 17.00 Sport : Moto. 18.00 Chiffres : Conscience. □ En clair jusqu'à 20.30. 19.35 Douze ans animés : Ça cartoon. 20.25 Magazine : Tranches de Paris. 20.30 Série : Murphy, l'art et la manière d'un privé très spécial. 21.20 Sport : Automobile. 23.35 Chiffres : Le mètre. □ 0.20 Chiffres : Booby Trap. □

LA5
6.30 Le journal permanent. De 7.30 à 10.30 Douze ans animés. 10.50 Variétés : Persépolis (rediff.). 11.00 Série : Super-héros. 12.00 Série : Chiffres animés. 13.00 Journal. 13.25 Série : L'inspecteur Derrick. 14.35 Série : 200 dollars plus les frais. 16.35 Magazine : Têtu-match. 18.00 Série : Hestia. 18.50 Journal Images. 19.00 Série : La fibre d'Argent. 20.00 Journal. 20.30 Chiffres : Ça ne peut être triste. □ 22.35 Série : L'œuf du drapeau. 23.35 Magazine : Reporters (rediff.). 0.00 Journal de minuit.

M6
6.00 La lecture d'André. 6.20 Musique : Boulevard des clips. 6.45 Contact 6. 9.00 Jeu : Clip 655cence. 11.00 Rencontre avec vos voisins (rediff.). 12.00 Magazine : Club 6. 12.30 Série : La petite maison dans la prairie. 13.20 Série : Madame est servie (rediff.). 13.45 Téléfilm : Des soldats et des hommes (1^{re} partie, rediff.). 15.10 Téléfilm : Le Bagnat récalcitrant (rediff.). 16.35 Magazine : Quand la science nous fascine l'espace. 17.30 Magazine : Le glorieux et la balance. 17.45 Journal. 18.05 Série : Drame de dames. 19.00 Série : Cagney et Lacey. 20.45 Série : Madame est servie. 20.55 Yot, le chasseur de fautes. □ 22.10 Capital (rediff.). 22.15 Magazine : Club 6. 22.30 Chiffres : La souffrance au cœur. □

مكتبة الشارقة

Régions

... Le Monde • Dimanche 28-Lundi 29 mai 1989 13

ALSACE

L'automobile et les nouveaux matériaux

Sur l'initiative de Guy Perrier, directeur de Peugeot-Sochaux et président de la Société Industrielle de Mulhouse, un colloque a rassemblé à Mulhouse quelque 300 représentants des principaux constructeurs automobiles européens, de l'ensemble des industries chimiques ainsi que des designers. Le thème général de ce colloque portait sur les interactions entre l'évolution des matériaux grâce à la chimie, la conception et le style des automobiles. A également été abordée la contribution des matériaux nouveaux aux principales fonctions en matière de sécurité, de fiabilité, de confort, d'esthétique et d'aérodynamisme.

Le choix de Mulhouse est justifié par les organisations par sa situation géographique proche des grandes industries chimiques, notamment suisses, la force économique de l'industrie automobile sur l'axe Mulhouse-Sochaux, la recherche universitaire mais aussi l'histoire automobile au travers des véhicules exposés au Musée français de l'automobile, collection Schlumpf.

AQUITAINE

Bordeaux retrouve ses quais

Après de longs balbutiements, une « cité mondiale du vin » est en chantier à Bordeaux sous la houlette de la SARI. La chambre de commerce évolue, de son côté, les chances de réussite d'un parc d'attraction vit-vinicole, baptisé Vinopolis. Surtout, deux maisons de négoce - Cruze, filiale de Pernod-Ricard, et De Lutz, filiale de Remy et Associés - envisagent de s'écarter de ce site pour se restructurer sur place, dans le cadre de projets architecturaux originaux, présentés dans le cadre de l'exposition Châteaux-Bordeaux.

Cruze prévoit de transformer un hangar portuaire désaffecté en centre de stockage. L'administration portuaire et la municipalité de Bordeaux regardent d'un œil favorable ce projet, imaginé par les architectes Reichen et Robert, projet qui pourrait entrer dans le cadre du réaménagement des quais.

Le projet de la société De Lutz est plus ambitieux et plus complexe. En 1980, la vieille maison de négoce est passée sous contrôle de Remy et Associés. Il lui a fallu alors agrandir son outil de travail et de stockage pour assurer une croissance importante. Elle a acquis aux Charentes trois hangars, typiques de l'architecture du quartier. Cependant, cet outil de 3 hectares est devenu beaucoup trop vaste pour l'activité réelle de la maison, qui n'est stabilisée depuis. En cédant les Vins Nicolas à Castel, Remy a notamment « allégé » l'activité de sa filiale bordelaise, qui gère les stocks de la société de distribution. La moitié de l'outil de Lutz est donc inoccupée.

La rencontre des négociants et de Jean Dethier, maître d'œuvre de l'opération Châteaux-Bordeaux au Centre de création industrielle Georges-Pompidou, a été décisive. « Nous avons pris conscience que nous pouvions dans ce quartier des Charentes créer un pôle d'attraction exemplaire », dit-il.

Les architectes Patrick Dillon et Jean de Gassine, qui travaillent également au chahut du château Pichon-Longueville-Baron en Médoc, ont dessiné un projet pour la maison De Lutz. Au total, le négoce du vin, avec toujours, pour les bureaux et l'accueil, pignon sur le quai des Charentes, occuperait un hectare et

Six mille propriétaires contestataires Amiens dans la bataille du TGV

Sur la place de la gare d'Amiens, une baraque recouverte d'affiches, de cartes et de coupures de presse. C'est le bureau de vente installé par l'association TGV. Celle-ci propose à tout un chacun d'acheter pour 10 francs le mètre carré d'un terrain qu'elle a acquis en bloc et sur lequel doit être construite la voie du futur train à grande vitesse Paris-Nord.

C'est un des aspects de la lutte qu'a entreprise la ville d'Amiens, cent trente mille habitants, chef-lieu du département de la Somme et capitale régionale de la Picardie, pour devenir une étape obligée sur le trajet du TGV nord train à grande vitesse Paris-Nord. Longue lutte ponctuée de multiples épisodes, et dont on ne sait encore si elle pourra être vainement gagnée. Une chose est sûre : la mobilisation des Amiénois a été sans faille.

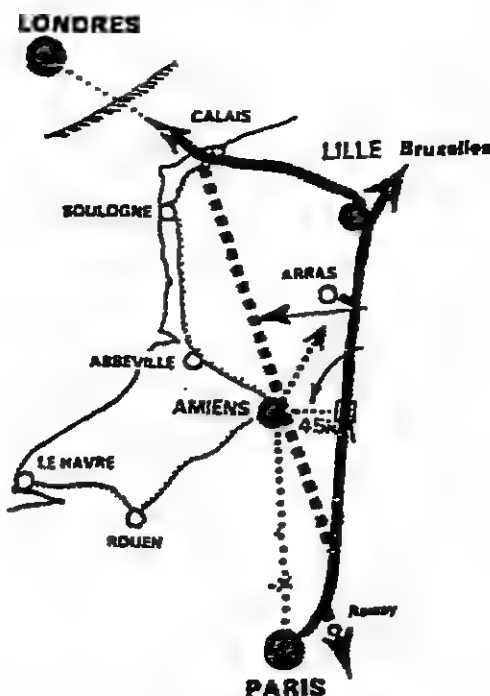
Lorsqu'en 1974 les premières esquisses du tracé du TGV nord furent portées sur une carte, il n'était pas encore question du tunnel sous la Manche. Les ingénieurs de la SNCF décidèrent donc que le TGV reliait Paris à Lille en suivant l'autoroute du nord, laissant Amiens 40 kilomètres à l'ouest. A l'époque, les Amiénois n'ont pas réagi, pas plus qu'ils ne l'avaient fait lorsqu'ils ont été oubliés par les constructeurs de l'autoroute.

Mais, avec la crise économique, ils ont pris conscience des dangers que pouvait leur faire courir l'isolement. Aussi se sont-ils vraiment étonnés lorsque, après la décision de creuser le tunnel sous la Manche, la SNCF décide de joindre Calais à Paris par TGV en passant par... Lille, alors que la ligne droite entre Paris et Londres passe par... Amiens. C'est d'ailleurs le trajet suivi par la ligne de chemin de fer actuelle.

Tous les responsables politiques, économiques et syndicaux de la ville se sont alors rassemblés. C'est ainsi que fut créé, en 1985 l'association TGV-Amiens-Picardie, présidée par Jacques Dhan, vice-président des Dockes de France, et dans laquelle



Le tracé proposé par l'Association TGV.



Le tracé officiel du TGV.

on trouvait notamment le maire communiste de l'époque, René Lamps. L'animateur de cette association, Joseph Gouranton, âgé aujourd'hui de cinquante-trois ans, ingénieur divisionnaire des travaux publics, est directeur du service équipement de la chambre de commerce et d'industrie d'Amiens.

Sous son impulsion, les Amiénois ont commencé à se battre. Ils ont obtenu que le tracé du TGV nord par Amiens soit la solution la plus intelligente pour l'aménagement du territoire, en même temps que la plus rentable pour la SNCF. De leur côté, les gouvernements Fabius et Chirac nommèrent des commissions dont les mauvaises langues disent qu'elles étaient surtout destinées à enterrer les revendications de la capitale de la Picardie. Des manifestations ont été organisées par l'association TGV-Amiens-Picardie comme le blocage des trains en gare d'Amiens-Longueau ou des « descentes » dans les ministères à Paris.

A force de harceler l'administration et les hommes politiques, Amiens obtenait enfin du gouver-

nement Chirac une curieuse demi-mesure. On ne touchait pas au tracé Paris-Lille, mais, à partir de ce tracé on construirait une nouvelle ligne TGV de 170 kilomètres qui par Amiens gagnerait Calais. Ainsi Amiens se trouverait sur la ligne de l'Angleterre celle qui drainera le plus de voyageurs (dix millions par an, selon les prévisions), mais resterait toujours à l'écart de la ligne Paris-Lille, ce qui ne lui permettrait pas d'être reliée directement aux grandes villes du nord de l'Europe.

Cela ne nous convient pas et coûtera très cher, dit-on aujourd'hui à l'association, qui fait une nouvelle proposition : inflexion du tracé Paris-Lille par Amiens et, au nord d'Amiens, construction d'une nouvelle ligne pour gagner Calais, ligne ne faisant que 70 kilomètres de long au lieu des 170 prévus par la SNCF. Cette solution est chiffrée : elle fait gagner 1,4 milliard de francs sur la construction. En même temps, l'association organisait la vente de parcelles de terrain sur le tracé du tracé de la ligne officielle Paris-Calais.

On en est là. La SNCF et le gouvernement campent sur leurs

positions. L'association TGV poursuit une lutte qui a toujours été difficile parce que, si elle rassemble tous les Amiénois, elle ne reçoit pas l'appui de tous ses voisins. Pierre Mauroy par exemple, maire de Lille, n'a jamais caché qu'il n'attachait pas une importance considérable à la desserte de la capitale de la Picardie. La ville de Saint-Quentin, dans l'Aisne, étendelle rivale d'Amiens, sachant qu'elle-même ne serait pas desservie par le TGV, a toujours misé sur qu'Amiens ne soit pas son plus. Pierre Salvi, aujourd'hui décédé, président du conseil général du Val-d'Oise, a refusé avec constance que le TGV passe dans son canton, brisant net à la sortie de Paris, une des possibilités de tracé par Amiens.

Mais, au-delà de ces différences querelles, la véritable adversaire d'Amiens a été l'inertie de l'administration, de ce que Joseph Gouranton appelle la « technocratie ». « Ce qu'un ingénieur de la SNCF issu d'une grande école a décidé un jour, explique-t-il, un autre ingénieur issu de la même grande école ne le défera jamais. »

MICHEL CURIE.

actuelle du site de Sainte-Marie devrait durer jusqu'à la fin du siècle.

En une dizaine d'années les bouillères de Carmaux ont supprimé près de 3 000 emplois. Elles occupent encore 670 salariés sur le bassin. Dans cette mine à ciel ouvert, qui devrait rapidement parvenir à un résultat brut d'exploitation positif, beaucoup de ces rescapés des « gueules noires » espèrent que le chantier se prolongera bien au-delà de l'an 2000, puisqu'il reste un stock de 10 millions de tonnes de charbon autour du puits de Trognon. Mais il s'agit certainement, là aussi, d'un choix politique...

Les encombrements de Toulouse

Toulouse s'est taillé la réputation d'une ville embouteillée, où la circulation automobile est impossible à certaines heures, notamment dans le centre historique. Cette réputation peut être mesurée à l'aune de quelques chiffres que vient de publier l'Agence d'urbanisme de l'agglomération toulousaine sur les transports et déplacements en 1988 dans la ville.

L'agglomération toulousaine compte 276 400 véhicules pour une population évaluée à 603 000 habitants, soit un véhicule par ménage. Mais ce sont les déplacements qui fournissent les indications les plus pertinentes : 1 660 000 mouvements par jour, dont 175 000 pour les deux-roues, autant que pour les transports en commun, qui desservent 39 lignes dont quelques-unes spécialisées.

Toulouse engorgée ? Pas de doute si l'on prend en compte les capacités de la ville en matière de stationnement. Compte tenu de l'étroitesse des rues, et d'une configuration générale qui demeure globalement l'héritage des siècles précédents, les capacités en surface sont limitées : 12 000 places gratuites environ, auxquelles il faut ajouter les quelque 2 453 emplacements payants par bordure et 2 940 places de parking public gratuit. Pour faire face à la relative pénurie et, parce que la municipalité reste attachée à maintenir la circulation automobile jusque dans le centre même, il a été décidé de construire des parkings souterrains payants : 2 697 places concédées en totalité au privé, auxquelles il faut ajouter les 3 374 déjà créées.

Cela dit, la mise en service, en 1993, de la première ligne du métro VAL devrait beaucoup changer les données du problème. Les premiers travaux, à proximité de la gare centrale, ont été créés. La première ligne, qui reliera le Mirail, cette ville dans la ville, poussée trop vite dans les années 60, à la colline de Jolimont à l'est, devrait mettre les commutes du centre à moins de 15 minutes du point le plus éloigné. Cet axe va permettre une vaste opération d'urbanisme dans le quartier du Mirail, prévu à l'origine pour cent mille habitants et qui n'en a jamais accueilli qu'une quarantaine de mille.

HAUTE-NORMANDIE

Le Havre en grande forme

C'est un optimisme total qu'ont affiché le 10 mai Hubert Raoul-Duval et Jean Smaghe, respectivement président et directeur général du port autonome du Havre, en présentant les résultats du trafic pour 1988.

Pour la première fois, le trafic des marchandises diverses (hors pétrole, minerais et céréales) a dépassé le cap des 10 millions de tonnes. Mais, surtout, celui de conteneurs a progressé de 16 %, et Le Havre, très bien équipé, représente à lui seul 53 % de tout le trafic français de conteneurs.

Autre satisfaction, face aux concurrents redoutables que sont Anvers, Rotterdam, Zeebrugge et Felixstowe : la part du marché du Havre, par rapport à ces derniers « géants » de la mer du Nord, progresse puisqu'elle est passée de 8,5 % en 1986 à 9,8 % l'an dernier. Résultat : le taux de chômage des dockers havrais est tombé au niveau « historique » de 4 % et le trafic continue de croître. Dans les ports voisins comme Rouen, ce taux est beaucoup plus élevé.

Les responsables du port du Havre ont annoncé pour faire face à la mise en service des futurs très grands navires porte-conteneurs, trois décisions d'investissement : des nouveaux quais et une nouvelle darse au port rapide en aval de l'écluse François-I^{er}, la création d'un centre de distribution, vaste zone d'entrepôt et de services, enfin un terminal pour recevoir par grands navires les aliments du bétail.

Cette page a été réalisée par nos correspondants :
Alain ALBINET,
Bernard LEDERER,
Bernard MAILLARD,
Gilette DE MATHA.

Coordination Jacques-François SIMON.

LORRAIN

Des policiers « sociaux »

« Première » française pour les policiers de Nancy : sous l'autorité

POINT DE VUE

Le SOS des villes militaires sinistrées

par JEAN-LOUIS FROT (*)

DEPUIS la loi de programmation militaire de 1984, la transformation de l'armée française est engagée. La modernisation des équipements s'accompagne d'une diminution des effectifs, ce qui permet d'établir une comparaison avec notre appareil industriel où les machines, de plus en plus sophistiquées, se sont bien souvent substituées aux hommes. Ces investissements de productivité ont eu le mérite d'améliorer les performances de l'industrie, de la rendre compétitive, permettant ainsi au pays de la sortir de la crise et de stopper globalement la montée du chômage.

Nos armées elles aussi vont connaître l'accélération de ce processus. Les choix seront difficiles, les calendriers, bien délicats à établir. Mais les conséquences économiques seront très graves pour certaines villes où l'armée constitue une composante essentielle de l'économie. C'est le cas de Rochefort, construite par la marine, pour des besoins exclusivement militaires.

Rochefort-sur-Mer est aujourd'hui confrontée aux consé-

quences de la suppression de cinq unités : commissariat de la marine, travaux maritimes, service de santé des armées, magasin général de la pharmacie, pyrotechnie. Coup terrible en perspective avec la suppression vraisemblable de trois cents emplois civils et d'une cinquantaine d'emplois militaires.

Le plan de fermeture n'a fait l'objet d'aucune discussion sur le terrain : aucune mesure de compensation n'est annoncée. Dans une ville et une région qui émergent lentement de la crise, mais dont le taux de chômage demeure à 17 %, ces fermetures d'unités militaires prennent l'aspect d'une véritable agression. Certes, les chiffres du chômage n'évolueront pas puisque les employés civils de l'armée ne seront pas licenciés, mais « déplacés ». Rochefort perdra cependant de trois cents à trois cent cinquante familles en quelques mois, au mieux quelques années.

Une autre conséquence : l'abandon de vastes locaux en pleine ville.

Que vont-il devenir ? Depuis quinze ans, Rochefort a procédé à de nombreuses reconstructions de ses friches militaires. Elle est aujourd'hui citée en exemple quant à la réhabilitation de son centre-ville, avec notamment l'achèvement des travaux de l'étonnante Cordierie royale. Ainsi 44 000 mètres carrés de bâtiments industriels ont trouvé d'autres utilisations. La menace actuelle concerne encore de 20 000 à 30 000 mètres carrés.

Seul un véritable plan « villes militaires sinistrées » pourra permettre à Rochefort comme aux autres villes concernées de rechercher des solutions techniques et financières capables de faire face aux pertes d'emplois et aux problèmes fonciers énormes qui peuvent se poser. L'exemple de l'hôpital des armées de notre ville est à ce dernier titre édifiant. Cet immeuble du dix-huitième siècle, inscrit à

(*) Maire (div. d.) de Rochefort-sur-Mer.

l'inventaire des monuments historiques, fermé en 1984, a été vendu à la sauvette, le 20 janvier 1989, sans qu'aucun projet de réaffectation ait pu se mettre en place. Aujourd'hui, en pleine ville, 8 hectares et un superbe ensemble de bâtiments restent vides, l'acquéreur recherchant les premiers locataires.

Si demain une même démarche devait être prise pour l'immeuble du Commissariat de la marine (dix-septième siècle), celui des anciennes fonderies (dix-huitième siècle), Rochefort deviendrait une cité émaillée de vastes espaces urbains fermés et sans emploi. Nous ne le voulons à aucun prix et nous demandons que le ministère de la défense prenne immédiatement en compte toutes les conséquences des fermetures d'unités militaires. Qui aux mutations de notre défense, non à l'abandon honteux de sites qui furent la raison d'être de bien des villes. L'affaire est grave, l'avenir de ces villes est en cause, notamment pour celles d'importance modeste.

Économie

SOCIAL

Le financement des retraites complémentaires

L'AGIRC fait appel à l'Etat

MM. Pierre Guillen, président (CNPF), et Paul Marchelli, vice-président (CGC) de l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC), ont réclamé, vendredi 26 mai, une nouvelle subvention de l'Etat pour l'Association pour la structure financière (ASF), chargée de financer les retraites complémentaires de soixante à soixante-cinq ans et les garanties de ressources, subvention déjà refusée par M. Claude Evin, ministre de la solidarité.

Les besoins supplémentaires de l'ASF, selon M. Marchelli, sont dus uniquement à l'extension des garanties de ressources par l'Etat (sidérurgie, chantiers navals, essentiellement) et sont évalués de 6 à 8 milliards de francs du 1^{er} avril 1990 à la fin de 1993. « Nous refusons de mettre en difficulté les régimes complémentaires pendant cette période », a déclaré M. Marchelli. Si le gouvernement refuse, nous devons rétablir les coefficients d'anticipation pour la retraite (c'est-à-dire réduire le montant des pensions) pour les gens partant en retraite avant soixante-cinq ans. « Après, nous en faisons notre affaire ».

Selon des calculs provisoires, l'AGIRC a été légèrement déficitaire en 1988 (de 400 millions de francs), mais ce déficit est couvert très facilement par les revenus financiers (2,3 milliards de francs).

Hausse de 1,3 % du salaire horaire au premier trimestre

Selon les résultats, encore provisoires, de l'enquête trimestrielle du ministère du travail sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre, le taux de salaire horaire ouvrier a progressé de 1,3 % au cours du premier trimestre 1989, contre +0,9 % au quatrième trimestre 1988 et +0,8 % au premier trimestre 1988. Au cours du premier trimestre 1989, la hausse des prix à la consommation, en glissement, a été de 1 %. Depuis avril 1988, l'augmentation du salaire horaire est de 3,9 %.

La durée hebdomadaire du travail s'est établie à 39 heures pour l'ensemble des salariés, à 39,15 heures pour les ouvriers et à 39,95 heures pour les employés. Pour l'ensemble des secteurs marchands non agricoles, l'indice des effectifs salariés, en données corrigées des variations saisonnières, enregistre une progression de 0,4 % au premier trimestre et de 1,5 % sur les douze derniers mois.

La fin du 43^e congrès

La volonté de renouveau syndical de la CGT est lourdement hypothéquée

Récentenaire obligé, la Carmagnole a succédé à l'Internationale et à la Marcellaise, le vendredi 26 mai à Montreuil, lorsque les délégués de la CGT, dont certains avaient coiffé le bonnet phrygien, ont célébré la clôture de leur 43^e congrès confédéral. Confettis, chants, ballons, les 981 délégués, dont 67 % représentent le secteur public et nationalisé, étaient dans l'euphorie. Le comité confédéral national avait réitéré, à l'unanimité, les seize membres du bureau confédéral (au lieu de dix-huit), M. Henri Krasucki en tête pour un troisième mandat de secrétaire général, suivi notamment par M. Louis Vianet, numéro deux, dont un « renforcement du rôle » a été confirmé, et par M. André Deluchat, seul socialiste demeurant dans cette instance.

Les congressistes de la CGT ont baigné pendant six jours dans l'enthousiasme. Au sein de la commission exécutive (CE), portée de 124 à 129 membres, 93 responsables ont eu le maximum de voix (99,97 %). M. Vianet (99,77 %) devance d'une courte tête M. Krasucki (97,3 %) tandis que M. Deluchat est le plus mal élu avec un score de (88,8 %) quasi identique à celui de 1985. Le document d'orientation a recueilli 99,10 % des voix et le programme revendicatif — qui porte la revendication du SMIC de 6000 F à 6500 F — 99,47 %. Des résultats comme on n'en voit plus aujourd'hui... et qui montrent que les ministères sont quasiment inexistants. Du moins au congrès.

La CGT a annoncé une journée nationale d'action pour le 22 juin et a adopté, toujours à l'unanimité, un appel aux salariés pour qu'ils se syndiquent et une résolution qui fixe à tous comme « tâche vitale » d'« entreprendre et de mener à bien la renouveau syndical de ses forces organisées en effectifs, en implantations et en qualité de vie syndicale ». Tout insinuant pour le mieux pour la CGT à l'issue de son 43^e congrès.

Comme le confiait un responsable cégétiste avant le congrès, la CGT joue sa survie. De 1977 à 1987, elle a perdu, selon les chiffres officiels, 55,61 % de ses adhérents ! Une baisse qualifiée d'« énorme » par le trésorier, M. Pierre Koehler, et qui place la centrale, selon la formule de Jean-Marie Maréchal, secrétaire à l'organisation, « à la limite de la survie ». A quelques exceptions près, la question a été plutôt sous-traitée par des congressistes plus soucieux d'évoquer leurs luttes ou de confondre gouvernement (socialiste) et patronat dans la

Le gouvernement condamné

Mais rien ne dit que le sursaut pour un renouveau syndical — et une renouée des effectifs — sera davantage au rendez-vous qu'en 1986, où déjà M. Warcholek, secrétaire à l'organisation, avait lancé un cri d'alarme. A quelques exceptions près, la question a été plutôt sous-traitée par des congressistes plus soucieux d'évoquer leurs luttes ou de confondre gouvernement (socialiste) et patronat dans la

même réprobation. M. Denis Cohen, futur secrétaire général de la fédération de l'énergie, a dénoncé la « pédagogie du renouveau » de M. Rocard. Et qu'il s'agisse de la protection sociale, de l'emploi, des salaires, des libertés, tous les aspects de la politique économique, sociale, européenne — et même internationale — du gouvernement ont été condamnés sans appel et sans nuances.

Mais le principal handicap au renforcement de la CGT tient dans son souci de coller en tous points au PCF. Un tel alignement sur un parti en perte d'influence peut difficilement attirer des salariés qui reprochent justement à la centrale d'être trop politisée. M. Krasucki est certes resté fidèle à sa voie « médiane » entre les « durs » et les partisans d'une plus grande ouverture, en soulignant que tout le monde devait être à l'aise à la CGT et qu'il n'était pas supposé y avoir une adhésion à toutes ses idées de transformation sociale. A propos des élections européennes, M. Krasucki n'a pas dit du PCF ni de la liste Herzog, mais condamner toutes les autres listes favorables à l'intégration européenne revenait implicitement à soutenir le PCF. Et le 24 mai, M. Vianet expliquait que les « convergences » entre la CGT et le PCF avaient un « caractère normal et naturel », s'étant forgées « au cours des décennies du combat de classe ».

Dans ce contexte, la place des socialistes constitue un vrai problème. Ils sont très minoritaires (cinq à la CE et un au bureau confédéral) au sein d'une organisation qui combat toutes les orientations du gouvernement socialiste. Après sa réélection, M. Deluchat, qui s'est vu reconnaître la liberté d'expression qu'il demandait, a affirmé : « Mes différences et mes divergences sur l'orientation de la CGT sont connues. Ma conception de l'indépendance de la CGT est diamétralement opposée à ce qui se pratique. (...) Mes positions sont inchangées. (...) Mais avec des désaccords aussi fondamentaux, que pourra-t-il faire ? Sera-t-il au sein du bureau confédéral le représentant de l'opposition de Sa Majesté ? Sa présence risque de servir davantage la tentative de M. Krasucki de demeurer sur une position « équilibrée » que le PS. Mais M. Krasucki devra aussi partager de plus en plus son pouvoir avec M. Vianet, numéro un élu, qui aura en charge les négociations et l'Europe. Un autre problème à résoudre...

MICHEL NOBLECOURT.

Le nouveau bureau confédéral

Le nouveau bureau confédéral de la CGT, qui comprend deux membres de moins (M^{me} Poupin, PCF, et M. Anglard, PS) est ainsi composé :

Secrétaire général : M. Henri Krasucki (*).
Secrétaires : M^{me} Louis Vianet (*), M. Gérard Alessandri (*), M^{me} Lydie Brovelli, M^{me} André Deluchat, François Dutoit (*), Joaquina Gailard, Pierre Koehler, Bernard Lacombe, Jean-Claude Laroux, M^{me} Jacqueline Léonard (*), M. René Lomet (*), M^{me} Jeannine Maréchal, M^{me} Alan Obadia (*), M^{me} Apollonie Véronique et Michel Warcholek (*).
(*) Membre du PCF.

CONJONCTURE

La fiscalité de l'épargne

La commission Pierret propose une réforme du PER

Le rapport de la commission d'information sur la fiscalité de l'épargne, dont la présentation par M. Christian Pierret, député PS des Vosges, prévue pour le mardi 24 mai, a été reportée sur décision de M. Louis Mermeaux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, formée des propositions dans la perspective de la libre circulation des capitaux en Europe à partir du 1^{er} juillet 1990.

Le rapport approuve le principe de la retenue à la source de 15 %, telle que l'a présentée la Commission de Bruxelles, mais subordonne son approbation au caractère non libératoire de cette retenue, qui s'imputerait sur l'impôt global, « afin de préserver la marge de manœuvre de la France en matière de son système fiscal ». Elle considère, également, comme fondamentale la mise en œuvre du projet de directive

communautaire sur la coopération fiscale : « L'Europe de l'épargne ne peut être l'Europe de la fraude ». Implique-t-elle, dans ce cas, notamment celui de l'échec des négociations entre les Douze sur ce sujet brûlant, le ministre, en droit français, des éléments d'information statistique et fiscale, c'est-à-dire la communication automatique et obligatoire au fisc, par les intermédiaires, du montant des revenus de l'épargne versés aux contribuables. En outre, partant du principe que la fiscalité de l'épargne en France n'est pas suffisamment compétitive face à nos principaux partenaires européens, elle propose, à la fois, la maintien des avantages actuels et un certain abaissement de cette fiscalité « dans le respect des contraintes budgétaires ».

Le maintien s'applique aux différents types de placements : livrets A et Bleu, livret d'épargne populaire (LEP), CODEVI, comptes et plan d'épar-

gne logement, et concerne, également, l'abattement sur les revenus des valeurs mobilières (de 8 000 F à 16 000 F). La mission approuve l'amendement récemment voté qui supprime l'obligation de distribution des produits d'obligations et de titres de créances, favorisant, ainsi, la création de SICAV de capitalisation dont les plus-values ne sont taxables qu'au taux de 16 %.

Par ailleurs, la mission souligne le risque d'un déplacement de l'épargne investie en France vers l'étranger (délocalisation), qu'elle redoute dès 1990. Il convient, donc, d'adopter, les taux français pour éviter des distorsions trop marquées avec le taux de 15 % prévu pour la retenue à la source communautaire. La mission considère qu'une baisse du taux du prélèvement libératoire sur les revenus des obligations est indispensable avant tout, pour accompagner d'une diminution de « plusieurs points » pour le prélèvement appliqué aux produits des bons (hors ano-

nymat), créances, dépôts, cautionnements et comptes courants. Enfin, pour accélérer le développement de la place financière de Paris, la mission désire assurer la neutralité fiscale des opérations boursières et préconise la suppression de l'imposé de Bourse (de 3 à 1,50 pour mille).

Injustice

Par ailleurs, la mission désire améliorer le plan d'épargne retraite (PER), vivement critiqué pour son insuffisance dans le volume d'épargne créée et son injustice fiscale, puisqu'il favorise les titulaires de revenus élevés au-dessus de soixante ans. Trois modifications sont proposées. Le montant des sommes annuellement investies à fiscalité exonérée (de 8 000 F à 16 000 F) doit être majoré d'environ 50 %. L'abattement sur le revenu imposable, actuellement en vigueur, sera remplacé par un crédit d'impôt égal à un pourcentage « significatif » (il pourrait frôler 20 %) de la somme investie.

Le mécanisme de sortie sera amélioré, la retraite, sous forme de rente ou de prélèvement en capital, faisant l'objet soit d'un prélèvement libératoire de 20 % après dix ans, de 15 % après quinze ans et de 10 % après vingt ans, soit d'un assujettissement à l'impôt sur le revenu normal pour les contribuables plus faiblement imposés. Actuellement, les retraités du PER sont taxés à l'impôt sur le revenu normal ou, après l'âge de soixante ans, à un prélèvement libératoire dégressif (de 36 % à 26 %).

Enfin, la mission souhaite la suppression progressive de la taxe sur les contrats d'assurance-vie (5,15 %) et les risques-dommages (jusqu'à 30 %), dont les taux sont largement supérieurs à ceux des autres pays de la CEE. Le coût budgétaire de ces mesures étalées dans le temps est estimé à 7 milliards de francs dès 1990, dont 4 milliards de francs pour l'assurance et 3 milliards de francs pour les valeurs mobilières.

F.R.

EN BREF

● L'inflation allemande : plus 0,2 % en mai. — Les prix à la consommation ont augmenté en RFA de 0,2 % en mai par rapport à avril, en données brutes, selon les chiffres provisoires publiés vendredi 26 mai par l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden. En rythme annuel, l'inflation ouest-allemande atteint 3 % en mai, comme en avril.

● Mary Kay veut acheter Avon. — Le fabricant de produits de beauté américain Mary Kay Cosmetics est intéressé par son rival Avon Products et a déjà commencé à discuter d'un possible rachat de la firme convoitée avec la direction. Dans une lettre adressée au président d'Avon, le vice-président de Mary Kay, M. John Rochon, précise que sa société est à la tête d'un groupe d'investisseurs pour réaliser cette acquisition. Si la transaction se réalise, les deux sociétés continueront à vendre leurs produits séparément sous leur nom actuel, a-t-il également indiqué. Avon a déjà été récemment la cible d'une OPA de 2,1 milliard de dollars (1,4 milliard de francs) qui a été abandonnée.

● NESTLÉ : déclarations anti-OPA bloquées. — Les décisions anti-OPA prises jeudi 26 mai par l'assemblée générale du géant agro-alimentaire suisse ont été bloquées par une déclaration d'opposition renvoyée aux registres du commerce par un groupement d'actionnaires réuni au sein d'une association, la CANES, présidée par M. Antoine Duchemin. L'assemblée avait adopté une limitation à 3 % des actions et des voix pouvant être détenues par une personne et un groupe de per-

sonnes dans le capital de Nestlé. La CANES s'était alors élevée contre ces mesures jugées « antidémocratiques » par Le Monde du 26 mai.

● OPA sur Sea Containers. — La société britannique de transport Tiplack PLC et la grande compagnie suédoise de car-ferryes Stena AB, allié dans une filiale commune Temple Holding LTD, ont lancé vendredi 26 mai une offre publique d'achat (OPA) sur le groupe Sea Containers Limited. Ce dernier est basé aux Bermudes, mais ses organes dirigeants sont installés à Londres. Il est spécialisé dans la location de conteneurs et exploite une flotte importante de car-ferryes entre la Grande-Bretagne et le continent sous la marque Sealink British Ferries. Le montant de la transaction proposée est de 824 millions de dollars (5,4 milliards de francs).

● Réforme des concours de l'Etat aux collectivités locales. — L'Etat va réformer le système d'indexation de sa dotation globale de fonctionnement (DGF) aux collectivités locales qui devient trop coûteux, alors qu'il est de plus en plus rigoureux pour les propres dépenses, a indiqué, le 24 mai, le ministre du budget, M. Michel Charasse, à l'Assemblée nationale. Actuellement, la DGF, qui est le principal concours de l'Etat aux collectivités locales, est indexée sur l'évolution des recettes nettes de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Mais, a expliqué M. Charasse, pour se préserver des « manipulations de taux », les collectivités locales avaient obtenu, lors de la création de la DGF en 1978, une

garantie qui neutralise les baisses de TVA (dans le cadre notamment de l'harmonisation européenne). Ainsi, pour 1989, la DGF prévue dans la loi de finances pour 1989 est en augmentation de 9,28 % pour atteindre 80 milliards de francs, alors que les dépenses de l'Etat ne devraient progresser dans le même temps que de 4 % à 5 %.

● TAT reprend le personnel et les avions d'Air Limousin. — La compagnie TAT Transports aériens transrégionaux a signé, le 26 mai, un protocole d'accord avec le conseil général de la Haute-Vienne, la ville et la chambre de commerce de Limoges, pour reprendre les cent salariés et les quatre avions d'Air Limousin, compagnie en liquidation depuis le début du mois de mai. TAT, qui avait renoncé à racheter Air Limousin en raison du passif accumulé, rouvrira, pour son compte, les trois liaisons quotidiennes entre Limoges et Brive, Lyon, Paris.



Le Contact Permanent

Une grande première pour vos transports ferroviaires.

Avec E.D.I. FRET disposez en temps réel de l'information sur l'acheminement de vos marchandises.

Connaître l'heure d'arrivée de vos wagons dès la veille de leur livraison, leur position, les délais d'acheminement, l'équipement des gares... Dès novembre, c'est possible avec le nouveau service d'informations personnelles E.D.I. FRET.

Tous les systèmes de communication seront progressivement à votre disposition : minitel, téléphone, fax, télécopie, télex, micro-ordinateur, et liaisons d'ordinateur.

Une documentation complète sur E.D.I. FRET vous a été adressée par publi-postage.

Pour en savoir plus, téléphonez au 16 (1) 42 85 93 51



GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINUTI

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

Les cinq pays ont fait...

GRAND CONCOURS

Magasins ou boutiques

Le Monde

ETC.

مكتبة الشرف

Économie

Le sommet de Carthagène, en Colombie

Les cinq pays du pacte andin ont fait leur autocritique

LIMA, de notre correspondant

La réunion des présidents des cinq pays membres du pacte andin, qui s'est tenue à Carthagène (Colombie) jeudi 25 et vendredi 26 mai a été beaucoup plus qu'un rituel, ou qu'un simple rendez-vous protocolaire. Ce vingtième anniversaire de la signature de l'accord de Carthagène a été l'occasion de relancer le projet de marché commun qui languit depuis six ans. Une occasion historique, qui est apparue comme la tentative de la dernière chance.

Inspirée par le rêve de Simon Bolívar, l'intégration andine était le fruit d'une conception lyrique et utopique de l'avenir. Le projet s'est donc bien vite noyé dans une rhétorique « intégrationniste ». Sur l'absence de réalisme de ses programmes ne sont greffés un excès de rigidité et une précision « d'horlogerie » des mécanismes mis en place, si bien que les engagements pris réciproquement ont été systématiquement violés par ses membres.

L'agriculture absente

Un constat d'échec avait été dressé à Quito (Équateur) en 1987. Par un protocole modifiant l'accord de Carthagène, les pays membres ont tenté d'aborder d'une manière pragmatique et dynamique le défi de l'intégration. Réunis à Lima, siège du pacte andin, au début du mois, les ministres des affaires étrangères des « Cinq » ont réaffirmé la volonté de leurs gouvernements de consolider la communauté économique andine et, surtout, de la doter de nouveaux instruments lui permettant de s'adapter à la nouvelle réalité internationale, caractérisée par une interdépendance croissante. Une volonté qui a été ratifiée à Carthagène.

A l'origine, le pacte andin reposait sur l'intégration industrielle de ses membres, afin de parvenir, par le biais d'un programme commun et sectoriel, à la substitution de productions nationales aux importations. Le coût de cette politique fut très élevé en raison de la consommation croissante et toujours plus onéreuse de devises pour importer les produits de base. Elle se solda bien vite par un échec. Les chefs d'entreprise, habitués au protectionnisme, concrètement, en outre, de fortes pressions sur les gouvernements pour qu'ils ferment leurs frontières.

Des discussions consacrées à la dette

Les représailles réciproques entre les pays membres scellèrent la perte de crédibilité des décisions prises. Enfin, l'objectif communautaire ignorait complètement l'agriculture, et les États membres recouraient aux subventions alimentaires, décourageant la production nationale et entraînant l'essor de la contrebande.

Aujourd'hui, le développement de l'agriculture est devenu prioritaire, ainsi que la création d'entreprises multinationales andines bénéficiant d'avantages en matière d'impôts et de crédits, la libération du commerce régional et, enfin, l'assouplissement des formalités bureaucratiques. Le projet apparaît bien modeste en regard de celui proposé il y a vingt ans, mais il a le mérite d'être réaliste, et peut donc être viable.

De nombreux experts soutiennent, d'ailleurs, que la situation de crise est propice à l'intégration. En effet, la demande de produits andins sur le marché mondial ne cesse de décroître alors que la demande des « Cinq » en produits industriels ne cesse d'augmenter. La nécessité peut pousser à l'intégration, là où l'utopie bolivarienne a échoué.

Fernando Sanz, coordinateur de l'accord de Carthagène, est prudemment optimiste. Il explique que, « généralement, on compare les travaux parvenus par la CEE et le pacte andin. Mais il ne faut pas oublier que le traité de Rome a été signé en 1957. L'Europe unie sera partiellement réalisée en 1993. Le retard pris avec le pacte andin s'explique par le fait que certains pays ont freiné ce processus. Nous avons dû faire face aux mêmes problèmes, avec toutefois un handicap supplémentaire : nos objectifs étaient plus ambitieux si l'on tient compte de la réalité économique et sociale de nos pays. L'intégration européenne a réglementé une situation préexistante d'échanges commerciaux et de connaissance mutuelle. L'intégration andine est un projet politique qui doit s'organiser pour devenir une réalité ».

Les principaux thèmes de discussion à Carthagène ont été la dette extérieure et le trafic de drogue. Les « Cinq » ont dépensé plus de 7 milliards de dollars, en 1988, pour s'acquitter partiellement de leurs créances, ce qui représente le tiers de leurs exportations. En Colombie, le service de la dette a représenté 54,38 % des exportations, devant la Bolivie avec 48,3 % et le Venezuela avec 33,64 %. Mais les politiques des « Cinq » face aux créanciers sont loin d'être homogènes.

Le président équatorien, M. Rodrigo Borja, a demandé la « solidarité » de ses collègues « face à l'énorme injustice » dont était victime l'Équateur, après la décision de la Citibank de s'approprier « de manière arbitraire », a-t-il dit, 80 millions de dollars en paiements anticipés de crédits.

Une déclaration conjointe sur l'avenir du « marché commun andin » devait être publiée.

NICOLE BONNET.

Le Brésil réagit vivement à la liste noire américaine

Le gouvernement brésilien a rendu public vendredi 26 mai une note diplomatique exprimant sa « préoccupation » après la publication faite la veille, à Washington, par M^{me} Carla Hills, représentante spéciale du président Bush pour le commerce, de la liste de pays à pratiques commerciales jugées particulièrement déloyales par les États-Unis.

Le Brésil, avec le Japon et l'Inde, a été, on le sait (le Monde du 27 mai), placé sur la liste « noire » établie dans le cadre de la nouvelle loi sur le commerce dont l'article « super 301 » prévoit que les États-Unis vont maintenant négocier pendant dix-huit mois avec ces pays pour obtenir une réduction de leurs barrières commerciales.

Pour le gouvernement brésilien, « l'action américaine a des effets négatifs sur les efforts faits [au sein du GATT] dans l'Uruguay round. En menaçant tout le secteur exportateur brésilien, la décision nord-américaine génère un climat d'incertitude qui inhibe nos ventes, cause des dommages et viole ainsi, en pratique, l'engagement assumé par tous de ne pas introduire de nouvelles restrictions au commerce ».

« Les pratiques restrictives aux importations », énumérées par les États-Unis à l'encontre du Brésil, « sont nécessaires pour corriger les déséquilibres des comptes extérieurs du pays, et ont été admises par le Comité de la balance des paiements du GATT, en novembre 1987 (...). A cette occasion, le Brésil a obtenu de tous ses partenaires commerciaux, y compris les États-Unis, la reconnaissance de la légalité et de la légitimité de telles mesures », indique la note brésilienne.

L'Inde, de son côté, a jugé « hypocrite » la décision américaine, également qualifiée d'« injuste, irrégulière et injustifiée ».

(A.F.F.)

Pour se préparer à l'Europe de 1993

Le gouvernement danois présente une importante réforme fiscale

COPENHAGUE, de notre correspondant

Le chef du gouvernement centre droit, M. Poul Schlüter (conservateur), entouré de quatre de ses ministres, a présenté officiellement, vendredi 26 mai, à la presse, les grandes lignes de son plan de réforme fiscale, en chantier depuis quatre mois. Ce plan, qui vise à donner un nouveau souffle à l'économie du pays et à permettre son intégration au sein du grand marché européen en 1993, notamment par la réduction d'une pression fiscale particulièrement lourde, se rapproche beaucoup du vaste projet de réforme du ministre social-démocrate des finances, M. Kjeld Olof Feldt, dont le sort devrait se jouer d'ici peu.

Le plan de M. Schlüter, qui devrait s'établir sur quatre ans, prévoit des allègements importants de différents impôts directs et de certaines taxes indirectes. Son coût : 35 milliards de couronnes (environ 30 milliards de francs français), un manque à gagner pour l'État qui devrait être compensé par des économies draconiques : suppression de quarante mille fonctionnaires, réduction des salaires des

ministres, disparition à peu près complète de la plupart des abattements fiscaux, création ou augmentation de taxes indirectes, paiement partiel de services et prestations jusqu'à présent gratuits (eau potable), réduction des allocations chômage.

Le gouvernement espère que ces mesures freineront la fuite des capitaux, des cadres et des cerveaux, qui commencent à tourner au désastre et risquent d'entraîner les investisseurs étrangers. Pour l'instant, il s'agit d'un projet très détaillé (250 pages), qui sera étudié et discuté d'ici à la fin décembre entre la coalition minoritaire au pouvoir et une opposition majoritaire, dont les formations, à différents degrés, se sont d'ores et déjà déclarées ouvertes aux négociations mais pas à n'importe quel compromis.

Les sociaux-démocrates surtout — parti numéro un de l'Assemblée par le nombre de leurs mandats et, de ce fait, interlocuteur privilégié de l'équipe Schlüter — paraissent très décidés à ne pas céder facilement du terrain. Ils ont d'ailleurs élaboré leur propre plan de redressement, dont ils entendent absolument imposer, d'une manière ou d'une autre, certains points essentiels.

CAMILLE OLSEN.

L'aéroport d'Amsterdam veut doubler de capacité en quinze ans

AMSTERDAM, de notre correspondant

L'aéroport Schiphol d'Amsterdam veut être l'un des cinq ou six aéroports internationaux qui subviendront en Europe à la suite de la croissance et de la libéralisation du trafic aérien. Son président-directeur général, M. Weststapel, l'a dit sans ambages en présentant un ambitieux programme de développement.

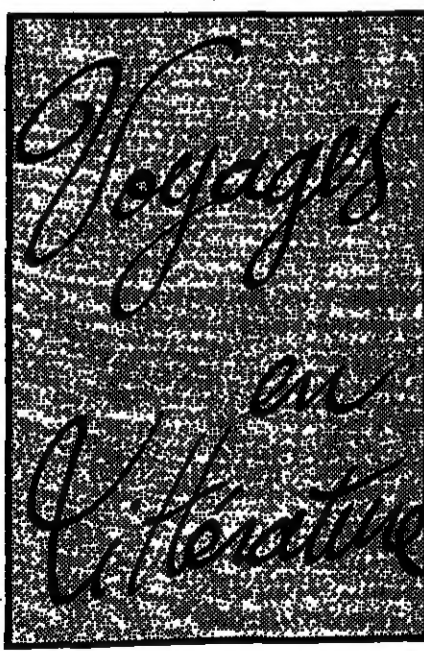
Douze milliards de francs d'investissements d'ici à 2003 : tel est le prix que Schiphol est prêt à payer. « Sans cela, nous ne serons qu'un aéroport européen régional », a affirmé M. Weststapel, qui estime nécessaire que Schiphol double sa

capacité dans les quinze années qui viennent. A cette échéance, Amsterdam prévoit 330 000 mouvements d'avions par an, 30 millions de passagers et un volume de fret de 1,6 million de tonnes. Ces chiffres sont dans la logique de la croissance enregistrée l'an dernier par l'aéroport de la capitale néerlandaise : le trafic (187 000 décollages et atterrissages) a augmenté de 7 %, le nombre de voyageurs (15 millions) de 10 % et le volume des marchandises transportées (800 000 tonnes, toutes catégories confondues) de 13 % environ. Les écologistes ont déjà fait connaître leur opposition au plan de développement de Schiphol.

C. C.

GRAND CONCOURS

Du 22 mai au 10 juin 1989



HACHETTE Classiques
Le Monde
EUROPE 1

Bulletin-réponse dans Le Monde, le samedi 10 juin 1989 (daté dimanche 11, lundi 12 juin)

Chaque jour une vignette de participation. Collectez-les précieusement. Vous devrez les coller sur le bulletin-réponse.

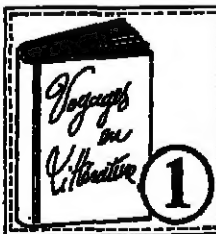
L'alpha et l'oméga

Question 1 :

Débat : la date
Il arrive que les romans débutent par une date.
A quel début de roman appartient la date que voici ?
« Le 15 septembre 1840, vers six heures du matin ».

Question 2 :

Fin : rideau !
Le mot de la fin éclaire souvent toute la pièce.
A quelle œuvre dramatique appartient cette réplique finale ?
« Allons-y ».



EXTRAIT DU RÈGLEMENT DU CONCOURS « VOYAGES EN LITTÉRATURES »

ARTICLE 1 : La S.A.R.L. LE MONDE, capital social 620 000 F R.C.B. 59 20 10 151, 7, rue des Italiens, 75009 Paris, éditrice du quotidien LE MONDE, HACHETTE CLASSIQUES, Département de la S.A. HACHETTE, organise avec la participation de la radio EUROPE 1 un concours intitulé « Voyages en Littérature ».

ART. 2 : La participation à ce concours est ouverte à toute personne, à l'exception des collaborateurs du journal LE MONDE, du Département HACHETTE CLASSIQUES, d'EUROPE 1, des sociétés partenaires dans le cadre de ce concours, de leurs salariés, sous-traitants et membres de leur famille directe.

ART. 3 : Du 22 mai 1989 (LE MONDE daté 23 mai 1989) jusqu'au 9 juin 1989 (LE MONDE daté 10 juin 1989), chaque jour de parution du quotidien LE MONDE

seront publiées deux questions les 16 premiers jours

— sera publiée une question le 17^e jour (soit au total 33 questions).

Les questions porteront sur la littérature française en général et ont été rédigées par MM. DARCOS et FERENCZI.

Pour aider les participants, un indice sera, pour chacune des questions posées dans LE MONDE daté un jour donné, dévolu :

— sur EUROPE 1
— et ultérieurement sur Minitel (3615 LE MONDE, 3615 EDUC pour Hachette Classiques, 3615 EUROPE 1).

ART. 4 : Le 10 juin 1989 (numéro du MONDE daté 11-12 juin 1989), LE MONDE publiera le bulletin de participation au concours et la question subsidiaire.

Chaque concurrent devra :

— indiquer ses coordonnées dans l'emplacement prévu à cet effet ;

— coller toutes les vignettes de participation dans l'ordre de parution ;

— répondre aux 33 questions, ainsi qu'à la question subsidiaire permettant de départager les ex aequo.

ART. 5 : Les bulletins de participation, dûment complétés et validés par la présence des 17 preuves d'achat demandées, sont à expédier à : Concours « VOYAGES EN LITTÉRATURE », BP n° 4, 93261 LES LILAS Cedex avant le 13 juillet 1989 minuit, le cachet de la poste faisant foi.

ART. 6 : Une même personne peut concourir plusieurs fois, à condition d'utiliser des bulletins de participation différents, chacun de ces bulletins étant intégralement rempli et validé par l'apposition des preuves d'achat demandées.

Toutefois, il ne pourra être attribué qu'un seul prix par foyer (même nom, même adresse).

ART. 7 : Ne seront pas pris en considération les bulletins illisibles, ratés, incomplètement remplis, photocopiés, ne comportant pas la totalité des preuves d'achat demandées ou expédiés après la date limite de participation.

ART. 8 : La sélection sera tout d'abord effectuée en tenant compte du nombre de réponses exactes aux 33 questions. Seront considérées comme bonnes réponses les notes propres parfaitement orthographiées au tiret près.

Les éventuels ex aequo seront départagés par une question subsidiaire qui sera publiée avec le bulletin-réponse dans Le Monde du 10 juin 1989 (daté dimanche 11-jundi 12).

ART. 9 : Dotation. Le concours est globalement doté de 1 000 prix, répartis ainsi :

1^{er} prix : un voyage personnalisé de 15 jours en Chine pour 2 personnes ;

2^e et 3^e prix : un voyage de 10 jours en Chine intitulé « Capitales chinoises » pour 2 personnes ;

4^e prix : une bibliothèque « La Maison des bibliothèques » d'une valeur de 30 000 F ;

5^e et 6^e prix : un séjour de 9 jours à Bali pour 2 personnes ;

7^e au 10^e prix : une bibliothèque « La Maison des bibliothèques », d'une valeur de 10 000 F ;

11^e au 20^e prix : l'encyclopédie générale HACHETTE en 14 volumes ;

21^e au 30^e prix : « Camille Claudel au bonnet », sculpture de Rodin, montage en plâtre d'après l'original ;

31^e au 50^e prix : « L'aventure de l'art au XX^e siècle », relié plein cuir, HACHETTE/LE CHENE ;

51^e au 100^e prix : « L'histoire au jour le jour » 1944-1985, La Découverte, LE MONDE ;

101^e au 200^e prix : un atlas IGN/HACHETTE ;

201^e au 500^e prix : « Le dictionnaire de notre temps », HACHETTE ;

501^e au 1 000^e prix : « La Révolution française », d'A. Bendjebbar, HACHETTE.

ART. 10 : Il ne sera pas possible d'obtenir le contre-valeur en espèces des prix mis en jeu ou de demander leur échange contre d'autres prix.

ART. 11 : Il ne sera répondu à aucune demande sur le mécanisme du concours et les modalités de sélection.

ART. 12 : Le présent règlement et les réponses aux 33 questions autres que la question subsidiaire sont déposés chez M^{me} VENEZIA, librairie de justice à Neuilly-sur-Seine, et peuvent être obtenus en écrivant à : Concours « VOYAGES EN LITTÉRATURE », BP n° 4, 93261 LES LILAS Cedex.

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Haro sur le sterling !

L'accumulation actuelle de nouveaux emprunts libellés en ECU peut apparaître comme une réponse aux incertitudes monétaires du moment. Elle est certainement aussi la conséquence d'une vigoureuse promotion faite par les pouvoirs publics de nombreux pays, dont la France. De plus, tout le compartiment des titres en ECU bénéficie de la publication d'études prospectives qui lui sont tout à fait favorables, comme celle que vient de publier Moody's, l'une des grandes agences américaines de notation.

Il faut espérer que cet optimisme sera confirmé par la suite des événements et qu'aucun retournement brutal de situation ne fera repasser aux investisseurs d'avoir dirigé un trop grand nombre de débiteurs vers le marché de l'ECU. Ce dernier domine en tout cas des signes d'engagement certains, que la passivité des investisseurs suisses met en évidence. Depuis que le loyer de l'argent a dépassé les 8 % en Helvétie, les Suisses ont pratiquement cessé d'acheter des euro-obligations, leur préférant des dépôts à court terme en francs.

Parmi les éléments cités depuis quelques jours en faveur d'un engagement ECU, certains experts mettent en évidence l'éventualité d'un redressement du deutchmark face au dollar. Dans le panier des monnaies qui composent l'ECU, le deutchmark est celle qui pèse le poids le plus lourd (34,6 % précisément). Au vu, à ne considérer que l'évolution récente des rendements réels (c'est-à-dire déduction faite de l'inflation), on est en droit de s'attendre à une réaction significative de la devise allemande.

Comme le fait remarquer M. Brendan Brown, le spécialiste de l'investissement à l'étranger de la Deutsche Bank, les emprunts des deux premiers débiteurs libellés en dollars des Etats-Unis n'ont pas été déclinés plus de rendement réel supérieur à celui des titres correspondants en deutchmark. Dans les deux cas, le rapport est de l'ordre de 4,5 % pour ce qui est des titres de dix ans d'échéance. Il y a bien là un point d'équilibre qui peut rapidement devenir un point de rupture.

A ce niveau, la question qui se pose est, bien sûr, celle de savoir si un renforcement de la devise allemande aurait un vigoureux effet sur le compartiment des emprunts en ECU. Les optimistes le prétendent. Mais nombreux sont également ceux qui considèrent que, si le mark venait vraiment à se redresser, l'attention des investisseurs se porterait principalement sur lui et ses

satellites directs comme le florin, le schilling autrichien ou le franc suisse, et non pas forcément sur la monnaie subsidiaire qu'est l'ECU.

Pis, il est difficile d'imaginer que les emprunts en ECU continuent longtemps encore d'attirer une aussi superbe indifférence aux investisseurs de la livre sterling. C'est sur ce point d'ailleurs que les critiques envers l'ECU se font les plus vives. Celles que vient d'émettre l'économiste de la firme américaine Salomon Brothers sont particulièrement cinglantes.

M. Graham Bishop, faisant part de ses commentaires sur le rapport Delors, affirme sans ambages que les efforts de promotion de l'ECU en

tant que monnaie commune en Europe avaient un effet néfaste sur la Communauté. Pour remédier à cette situation, le spécialiste de Salomon propose tout simplement d'exclure la livre de l'ECU. Pour lui ne devrait entrer dans la composition de l'ECU que les monnaies liées entre elles par les accords de change du Système monétaire européen (SME). On sait que la livre sterling n'en fait pas partie. Cette question est excellemment traitée dans un article de la revue *Actualité* de la Banque française du commerce extérieur.

Le sous-titre est particulièrement évocateur : « L'ECU handicapé par le sterling ».

Point de français, point d'ECU

Indépendamment de considérations de ce genre, les commentateurs se demandent pourquoi l'Union soviétique et ses dépendances ne tiennent à l'égard du marché obligataire en ECU. Cela fait des années que les observateurs préconisent aux autorités de certains pays de l'Est de lancer des emprunts publics en ECU, ce qui non seulement leur permettrait d'élargir leurs sources de financement, mais encore de témoigner de leur appartenance à l'Europe et de marquer une certaine distance par rapport aux Etats-Unis et au dollar.

Or, depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev, la Banque soviétique pour le financement du commerce extérieur (la Vnesheconbank) a réussi à s'imposer sur les grands marchés des capitaux d'Europe. Elle a commencé par Zurich, en France suisse, elle s'est ensuite adressée à Francfort pour lever des fonds en deutchmarks à deux occasions, puis à Milan en émettant un emprunt en euros et, ce vendredi 26 mai, elle a fait son apparition à Amsterdam.

Son dernier emprunt, dirigé par Allgemeine Bank Nederland et Rabobank, porte sur 250 millions de florins d'obligations émises à 101,50 % du pair rémunérées au taux facial de 8 % l'an durant sept ans. Il s'agit d'un véritable tour des monnaies d'Europe, mais qui ne comprend ni l'ECU ni le franc français.

Dans les deux cas, la raison semble être la même. Elle a son origine en France. Paris, dit-on, n'apprécierait guère qu'un emprunt en francs ou en ECU voie le jour tant que la question des fonds russes pré-révolutionnaires demeure en suspens. Les banques françaises ont d'ailleurs été incitées par les pos-

voirs publics à décliner toute invitation à participer à une émission obligataire soviétique. En fait, il n'y aura pas de nom français dans le groupe de direction de la dernière transaction en florins.

Dans le compartiment de l'euro-franc français, le marché a salué, mercredi, l'arrivée d'un débiteur étranger de qualité. Une telle apparition est devenue fort rare depuis la libéralisation du contrôle des changes.

Cela fait plus d'un mois qu'en eurosfrancs les nouveaux débiteurs étaient exclusivement français. En soi, cela n'a rien de remarquable, mais pour un marché dont les autorités cherchent à développer et à affirmer l'attraction sur le plan international, il est bon de voir s'élargir le cercle des emprunteurs au-delà des frontières de l'Hexagone. La nouvelle opération est pour le compte d'un des tout grands noms de la finance britannique, Barclays Bank.

Placée sous la direction de la Banque nationale de Paris, elle présente les caractéristiques suivantes : 500 millions de francs français d'obligations à sept ans, émises à 101,50 % du pair et rémunérées à 9 % l'an. Au pied des commissions que reçoivent les banques (1,875 % au total), le rendement des titres Barclays n'est que d'une trentaine de centimes supérieur à celui des fonds d'Etat français à durée comparable. La marge est très mince. De nombreux intervenants estiment qu'il aurait fallu une dizaine de centimes de plus pour assurer le succès immédiat de la transaction qui n'a encore guère suscité l'engagement des investisseurs.

CHRISTOPHE VETTER.

DEVISES ET OR

Essai de matraquage du dollar

Pour la troisième fois en quelques semaines, les banques centrales ont fait donner la grosse artillerie pour essayer de « matraquer » le dollar, c'est-à-dire de stopper son ascension et, si possible, de le ramener en arrière. A la veille du week-end, elles sont à nouveau intervenues en vendant de la devise américaine, y compris cette fois-ci la Banque fédérale d'Allemagne qui « bondait » depuis quinze jours, comportement très critiqué et de nature à intriguer les milieux financiers internationaux. Hélas pour elles, ces interventions ont été peu convaincantes, les opérateurs en profitant pour racheter du dollar moins cher, dans l'espoir d'une poursuite de la hausse.

Il est vrai que, pour l'instant, tout le monde veut du « billet vert » : les opérateurs commerciaux qui, depuis un certain temps, avaient pris du retard dans la conversion de leurs besoins, et se sont trouvés « courts », donc dans l'obligation de se rattacher ; les multinationales qui, pour la même raison, se sont portées acheteuses ; les spéculateurs financiers (traders) qui, se fondant sur des graphiques (charts) tout à fait haussiers, partent à l'assaut du dollar et « tiennent » la résistance des banques centrales.

Cette fois-ci, c'est-à-dire vendredi 26 mai, lesdites banques centrales ont voulu profiter d'un fléchissement « naturel » du dollar pour intervenir. En début de semaine, en effet, le « billet vert » avait poussé une pointe à près de 2,02 DM, au-dessus de 143 yens et de 6,80 francs français, au plus haut depuis vingt-cinq ans par rapport au mark (22 décembre 1986) et depuis dix-neuf mois vis-à-vis du yen.

L'expression de l'« inquiétude » de la Maison Blanche conjuguée avec des rumeurs de baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis (voir en rubrique « Marché monétaire et obligataire ») rendait les opérateurs plus hésitants. Puis l'annonce de la création d'un taux lombard variable par la Banque nationale suisse, accompagnée d'une hausse des taux helvétiques, et le poids des ventes bénéficiaires provoquant un renversement de tendance qui ramena le dollar, vendredi en début d'après-midi, à 1,9550 DM et au-dessus de 140 yens. A ce moment précis, les banques centrales ont tenté dans la danse, y compris la Bundesbank. Les ! Dans la soirée, la devise américaine remontait, toute seule, à 1,9750 DM et 140,70 yens. La partie de « bras de fer » continue donc.

A cet égard, des rumeurs ont couru sur des divergences au sein du « groupe des Sept », notamment sur les difficultés croissantes d'une politique consistant à vouloir stabiliser des parités de change sans harmoniser les niveaux de taux d'intérêt dans les grands pays. Ces divergences ont fait l'objet de discussions officielles aux Etats-Unis, mais, jeudi, M. Pierre Bérégovoy n'affirmait-il pas, au micro de RTL, qu'il était « préoccupé à l'idée que la coopération entre les Sept pourrait ne pas se maintenir », notamment sur les taux d'intérêt. C'est une préoccupation que beaucoup nourrissent en ce moment, les Sept, depuis l'an dernier, n'ayant jamais pu se mettre d'accord sur une harmonisation de ces taux : il est vrai qu'elle touche à la politique propre de ces Etats et la conduite de leurs économies, domaine dans lequel les Etats-Unis ont toujours fait cavaliers seuls.

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 26 MAI 1989

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	SEIL	Franc suisse	Franc suisse	Mark	Yen	Franc belge	Franc	Yen
Stm-York	1,9845	—	14,9975	58,1995	20,8995	243,85	45,8855	6,8785	—
Paris	1,9810	—	15,0015	58,1955	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9795	6,7500	—	58,1750	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Zurich	1,9780	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9765	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Frankfurt	1,9750	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9735	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9720	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9705	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9690	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9675	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9660	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9645	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9630	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9615	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9600	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9585	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9570	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9555	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9540	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9525	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9510	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9495	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9480	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9465	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9450	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9435	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9420	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9405	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9390	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9375	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9360	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9345	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9330	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9315	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9300	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9285	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9270	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9255	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9240	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9225	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9210	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9195	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9180	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9165	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9150	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9135	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9120	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9105	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9090	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9075	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9060	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9045	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9030	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,9015	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,9000	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,8985	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,8970	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,8955	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,8940	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,8925	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,8910	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,8895	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,8880	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,8865	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,8850	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,8835	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,8820	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,8805	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,8790	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,8775	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,8760	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,8745	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,8730	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,8715	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,8700	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,8685	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,8670	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Bruxelles	1,8655	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—
Amsterdam	1,8640	6,7500	25,7871	—	20,9075	243,98	45,8755	6,8697	—

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Le sommet de Casablanca a légitimé la présence syrienne au Liban.	6 La préparation des élections européennes.	8 Après l'arrestation de Paul Touvier : le récit d'un ancien des corps francs.	10 « Perspectives », le douzième Festival français de Sarrebruck.	14 La fin du 43 ^e congrès de la CGT.	Abonnements 2	● Chine : en direct de la place Tiananmen JOUR
4 Le prochain sommet franco-allemand se tiendra au Zaire en 1991.	7 Financement des partis : les inquiétudes de MM. Rocard et Mauroy.	- Sports.	- Le chanteur Peter Gabriel lance un nouveau label pour les « musiques du monde ».	15 Le sommet de Carthagène.	Carnet 9	● Jour : voyages en littérature VIL
5 URSS : les Géorgiens ont célébré l'anniversaire de leur brève indépendance.	- « Livres politiques », par André Laurens.	9 Le rapport Parodi et la coordination de la recherche anti-éclaire en Europe.	7 Communication.	16 Revue des valeurs.	Météorologie 12	● Un œil sur la côte, l'autre sur votre portefeuille SOUSSE
		- Défense.		17 Crédits, changes, grands marchés.	Mots croisés 12	3615 tazes LEMONDE
					Radio-Télévision 12	● Les offres d'emploi du Monde EMPLOI
					Spectacles 11	3615 tazes LM

Au Congrès des députés soviétiques

La désignation du Soviet suprême a donné lieu à de difficiles débats

Moscou. — Le Congrès des députés du peuple, en session depuis jeudi, a repris, samedi matin 27 mai, ses travaux. L'ordre du jour de la séance, les députés avaient voté pour désigner les membres du futur Soviet suprême de l'URSS, organe législatif permanent du Congrès, mais les résultats de ce scrutin ne devaient être connus que dans la journée de samedi, indiquait l'agence Tass.

Le vote pour la désignation du Soviet suprême a été retardé par de longs débats de procédure qui ont parfois conduit, vendredi, au bord de l'affrontement entre points de vue différents. La future assemblée doit être composée de deux chambres — le Conseil des nationalités et celui de l'Union — comprenant chacune 271 membres. Le Congrès était appelé à voter sur des listes préétablies avec un nombre de candidats pratiquement égal à celui des sièges à pourvoir, exception faite du groupe des députés de Moscou qui, au nom de la démocratie, propo-

saient un nombre supérieur de candidats.

Initialement, des quotas devaient assurer une représentation équilibrée des différentes Républiques non seulement dans la Chambre des nationalités mais également dans celle de l'Union. La principale difficulté semble être venue d'une proposition des « Moscouvites » visant à autoriser l'allongement de toutes les listes de candidats à l'exemple de la leur, ne pouvant être élus au Soviet suprême que ceux ayant obtenu plus de 50 % des voix de l'ensemble du Congrès. Des députés baltes ont alors craint que cette procédure éliminatoire, dans une assemblée à majorité conservatrice, n'aboutisse à faire échouer à certains de leurs représentants. Un député de Lituanie a même un moment menacé de boycotter le scrutin.

Après de longues tergiversations, dans lesquelles M. Gorbatchev a joué un rôle personnel de modérateur et de conciliateur, il a finalement été décidé de voter sur des listes légèrement remaniées.

Un débat s'est également ouvert vendredi sur la question de savoir, comme le proposaient un groupe de députés réformateurs, les hauts responsables du Parti communiste seraient-ils contraints de choisir entre leur siège au Soviet suprême et leur fonction dans l'appareil. Une motion en ce sens a été repoussée par le Congrès. Il sera donc seulement « d'usage » que les membres du Soviet suprême soient libérés de leurs autres postes pour mieux se consacrer à leur travail législatif.

Rufo, de simples questions d'organisation ont agité la séance de vendredi. Des députés réclamaient ainsi que des micros soient installés un peu partout dans la salle pour leur éviter de faire la queue debout en attendant de pouvoir accéder à la tribune centrale. M. Gorbatchev n'a pas accédé à cette requête. « Il ne faut pas, a-t-il dit, que cet endroit se transforme en bazar. » — (AFP, AP, Reuters.)

La lutte anti-incendie dans le Midi

La vigilance sera renforcée la nuit

AVIGNON
de notre envoyé spécial

A la caserne modèle d'Avignon, il ne manquait pas un bouton de gilet pour accueillir le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, venu le 26 mai présider la réunion des préfets, présidents de conseil général et autres représentants des quinze départements les plus exposés au feu. Les sapeurs-pompiers du Vaucluse ont montré en un éclair tout ce qu'ils savent faire, y compris la décontamination chimique, la protection radiologique et l'intervention dans les décombres — un détachement a opéré cet hiver en Arménie, après le tremblement de terre.

Mais le ministre était venu parler des incendies de forêt. Il a donc décrit le dispositif mis en place pour la saison 1989 — « une campagne d'été difficile » après un hiver particulièrement sec. M. Joxe a présenté le plan « ALADIN » (Alerte liée aux départs d'incendies de nuit), qui vise à maintenir sur le pied de guerre les effectifs de veille et de lutte nocturne.

Les services de la protection civile ont en effet constaté que si les surfaces de forêt brûlées ont globalement tendance à diminuer, on assiste à une augmentation notable des départs de feu la nuit, « sans doute une conséquence du renforcement de la vigilance de jour ».

La prévention d'abord

Le ministre de l'Intérieur a indiqué qu'il avait doublé les crédits consacrés aux moyens de transmission (de 2 à 4 millions de francs). Quant à la flotte des avions bombardiers d'eau — dont plusieurs unités sont louées pour la saison d'été, elle se compose cette année de 28 appareils (11 Canadair, 2 DC 6, 13 Tracker, 2 Fokker). Mais elle est renforcée par une flotte de 30 hélicoptères, dont 20 sont équipés de dispositifs largage d'eau. L'hélicoptère lourd Fuzma, doté d'un réservoir de 2 400 litres, entrera en ligne cette année à titre expérimental.

A ceux qui lui reprochent de privilégier l'hélicoptère au détriment

du Canadair, enfant chéri des communes du littoral méditerranéen, M. Joxe répond qu'il est « partisan du développement de tous les moyens aériens ». Mais, a-t-il souligné, « la lutte contre l'incendie, c'est d'abord la prévention ». A cet égard, le ministre a rappelé que l'Etat « faisait son devoir » en matière de débroussaillage, ce qui n'est pas le cas de toutes les collectivités locales et encore moins des particuliers. M. Joxe a donc rappelé aux maires qu'ils ont « un pouvoir de police pour faire respecter la loi ». Pour le ministre de l'Intérieur, « quiconque n'a pas rempli ses devoirs en matière de débroussaillage est désqualifié pour critiquer la lutte anti-incendie ».

A l'aéroport de Nîmes-Garons, l'après-midi, les sapeurs-pompiers ont fait la démonstration de la présence au sein des moyens aériens (Canadair, Tracker et hélicoptères). Outre la base de Marignane (Bouches-du-Rhône) on dispose cette année de six bases temporaires (Aude, Gard, Var, Alpes-Maritimes, Corse-du-Sud et Haute-Corse).

ROGER CANE.

Un léger incident a retardé le lancement d'Ariane

Des problèmes de pressurisation du réservoir d'hydrogène liquide du troisième étage de la fusée européenne Ariane ont entraîné le report du trem et même tir, prévu au cours de la nuit de vendredi 26 à samedi 27 mai depuis le centre spatial guyanais de Kourou.

Si les techniciens parvenaient à déceler rapidement l'origine de cet incident et à le réparer, le lancement devrait avoir lieu entre 0 h 36 et 1 h 48 (heure française) dans la nuit de samedi à dimanche. Dans le cas contraire, il devrait être nécessaire de refroidir les carburants devenus trop chauds, ce qui exigerait trois jours de délai supplémentaire avant toute nouvelle tentative. La décision devrait être prise samedi après-midi.

Paradoxalement, ce contretemps est dû en partie à l'optimisme des performances du lanceur (le Monde du 27 mai). Pour son vol inaugural, Ariane 44 L, la version la plus puissante de la fusée européenne, a vu ainsi sa charge utile passer de 4 200 kilos à 4 418 kilos. « Pour un tir classique, la marge aurait été suffisante, et nous aurions probablement effectué le lancement. Pour celui-ci, c'est ennuyeux », estimait vendredi soir un technicien d'Arianespace.

Les employés municipaux d'Amiens en grève contre les 39 heures

AMIENS
de notre correspondant

A la suite de la décision du maire d'Amiens, M. Gilles de Robien (UDF-PR), de supprimer la semaine de trente-cinq heures instaurée par son prédécesseur communiste, M. René Lamps, et de revenir à compter du 5 juin à la semaine de trente-neuf heures, les services municipaux sont en grève depuis mercredi. L'intersyndicale FO-CGT-CFDT avait décidé de lancer un arrêt de travail au moment où se réunissait la commission technique paritaire composée de conseillers municipaux et d'élus du personnel.

L'annonce par le maire de la réouverture de la mairie toute la journée du samedi a été le signal d'une manifestation dans l'hôtel de ville même et dans les rues de la ville ensuite où

un millier de personnes ont défilé (le personnel municipal compte 2 400 personnes).

Judi, M. de Robien, coïncé dans sa mairie, a dû faire appel à la police pour effectuer une sortie qui a donné lieu à une bousculade. Il était en effet assailli par des grévistes qui voulaient l'empêcher de rejoindre un meeting pour les élections européennes. La situation paraît pour le moment bloquée et les postelles ne sont pas ramassées (alors que les éboueurs restent à trente-cinq heures). Vendredi soir, 300 à 400 employés municipaux étaient réunis dans la cour de la mairie pendant la réunion du conseil municipal. N'ayant pu rouvrir le débat sur les trente-neuf heures, les conseillers communistes et socialistes ont quitté la réunion.

M. C.

Le PS voudrait conserver le siège de M^{me} Lalumière et conquérir la présidence de région

Le rythme des péripéties qui marquent la préparation de la succession de M^{me} Lalumière (PS) dans la troisième circonscription de la Gironde et le renouvellement de l'exécutif aquitain après l'invalidation de l'élection du président, M. Jean Tavernier (RPR), s'accroît. Le premier scrutin est fixé aux 18 et 25 juin. Le second se déroulera le 5 juin.

BORDEAUX
de notre correspondant

Le 19 mai, le PS a désigné ses candidats : M. Claude Barande, actuel suppléant de la nouvelle secrétaire du Conseil de l'Europe dans la troisième circonscription, M. Jean-Louis Carrère, à la région. Dans les deux cas, les socialistes s'orientent vers une stratégie d'« ancrage à gauche ». Dans la troisième circonscription, M. Barande devra se mesurer à M. Noël Mamère, « député du Parti communiste à Bègles aux municipales de mars dernier. A ce titre, il compte sur les voix communistes au second tour.

En revanche, au conseil régional, le PS avait à choisir entre trois hommes et deux techniques, l'une, d'ouverture, était représentée par le rocardien M. Gérard Gouzes. L'autre, de rapprochement avec le PC, était défendue par M. Jean-Louis Carrère, proche de M. Henri Emmanuelli. Un troisième personnage, M. Georges Labazée, militant, avait pu tenir une ligne médiane. Il s'est cependant retiré en cours de désignation au profit de M. Carrère. « Pas de combinaisons

politique ! Pas de mésalliance !, dit ce dernier. Nous n'entrevoyons pas dans une négociation multi-partis. C'est en cours de notre projet politique que peut se constituer un pôle de gouvernement en Aquitaine. Le PC peut en faire partie. » Dans cette hypothèse, le candidat socialiste ne saurait au mieux tabler que sur quarante suffrages (32 PS, 8 PC) alors que la majorité absolue est de 42 voix.

Les partisans de l'ouverture se seraient bien passés de cette « stratégie d'échec ». D'autres, au CÉRIS notamment, considèrent la ligne adoptée comme un pis-aller qui « évite des compromissions sans espoir de résultats ».

Le PS s'emploie activement à souligner l'embarras du droit à l'égard du Front national. Mais les socialistes — sauf fait nouveau après le premier tour de scrutin, glisse cependant M. Carrère — n'envisagent pas sérieusement de reconquérir l'exécutif régional à la faveur des divergences de la droite.

M. Tavernier (RPR), candidat à sa propre succession, regarde comme le plus sûr moyen de s'assurer une majorité la reconquête de l'exécutif sortant. M. Jacques Colombar (Front national), dont l'élection est également invalidée, dispose d'une vice-présidence.

Fragmatiques, les dirigeants girondins du RPR défendent la même analyse que M. Tavernier. « Les théories du FN ne prévalent pas au conseil régional », disent-ils.

L'UDF (dix-huit sièges sur les trente-neuf détenus par la droite) s'est donné un temps de réflexion après avoir entendu M. Tavernier le 22 mai. Les dix contristes du groupe réclament, en effet, qu'il soit dit

publiquement que la droite ne veut pas d'accord avec le Front national », quitte à assumer les aléas d'une « majorité relative ». Aucun d'eux ne s'est aventuré publiquement à envisager une autre stratégie que l'« union de l'opposition », ni un autre président que M. Tavernier.

Le CDS girondin souhaiterait élargir la clarification à l'égard du FN à la troisième circonscription. M. Alain Cazabonne (CDS) laissera M. Gérard Castagnère, maire RPR de Talence, brigner le siège de député. Il se contentera d'une position de suppléant. Un troisième homme, le président du Parti radical girondin, M. Patrick Epron, est également candidat à la candidature. Aucun des trois hommes ne veut cependant de primaire. Pour le RPR en tout cas, l'affaire « est réglée ». Il a accordé son investiture à M. Castagnère et rêve de « cette chance inespérée de gagner la circonscription grâce à la confusion qui règne à gauche ».

Le cas Mamère

De fait, le cas Mamère ébranle toujours la fédération socialiste girondine malgré la ratification, le 22 mai, par la commission exécutive de la candidature de M. Barande, « le seul à pouvoir se réclamer de la majorité présidentielle ».

M. Noël Mamère a réalisé un nouveau « coup » politique en prenant comme suppléant un vieux militant socialiste talençais, M. Roger Lacaze. Lors des municipales de mars, ce dernier avait fait figure de chef de file des opposants à M^{me} Lalumière au sein de la section de Talence. Il avait même envisagé, poussé, dit-on, par l'entourage de M. Noël Mamère, de conduire une liste. Il n'y avait renoncé qu'après une longue valse-hésitation.

M. Lacaze a démissionné du PS lundi 22 mai pour rejoindre M. Mamère. Cette affaire suscite l'indignation des militants, bien au-delà du cercle des partisans de M^{me} Lalumière, notamment chez les rocardiens locaux.

Le retrait de M. Gilbert Mitterrand, en cette période chaude, ajoute encore à l'émotion des militants. Dans une lettre adressée au secrétaire de section et diffusée elle aussi le 22 mai, M. Gilbert Mitterrand annonce, en effet, qu'il ne lui sera pas « possible dans l'immédiat » de participer aux réunions et aux manifestations fédérales en raison de ses nouvelles tâches à la mairie de Libourne. Initialement prévue début mai, la diffusion de ce courrier a été retardée sur les instances d'une partie du secrétariat fédéral. M. Gilbert Mitterrand a dû attendre la désignation officielle du candidat socialiste de la troisième circonscription avant d'opérer sa retraite. Aucun remplaçant n'a officiellement été désigné. M. Gilbert Mitterrand s'en remet « à l'équipe en place » pour assurer la direction du PS départemental. Cependant, M. Serge Lemaire, actuel numéro deux et proche, dit-on de M. Mamère, devrait s'en charger.

GINETTE DE MATHA.

Une étudiante se tue en tombant d'une terrasse de Tolbiac

Une étudiante de vingt ans, dont l'identité n'a pas été révélée, s'est tuée, en tombant, vendredi 26 mai, à 17 h 30, d'une terrasse située au seizième étage de l'une des tours du centre Pierre-Mendès-France de l'université Paris-I, rue de Tolbiac (treizième arrondissement).

L'enquête policière devra déterminer s'il s'agit d'un accident ou d'un suicide. Un drame similaire s'était produit au même endroit il y a trois mois. C'est en effet de la même terrasse du seizième étage qu'un étudiant de vingt ans, Teddy Méroulin, était tombé le 22 février (le Monde du 25 février). A l'époque, M^{me} Gendreau-Masselon, recteur de l'académie de Paris, avait demandé au président de l'université Paris-I, dont dépend le centre Tolbiac, une étude sur les possibilités de révision de l'utilisation du centre Pierre-Mendès-France, où s'entassaient quinze mille étudiants dans des conditions de sécurité alarmantes.

Une manifestation à Paris

Les conseillers d'orientation veulent être reconnus

Quelque 1 500 conseillers et directeurs de centre d'orientation et d'orientation (CIO), soit un tiers de la profession, ont défilé, vendredi 26 mai à Paris, pour réclamer leur « reconnaissance » et notamment celle du titre de psychologue, l'alignement de leurs salaires sur ceux des professeurs certifiés et des maîtres d'enseignement pour pouvoir les postes vacants à la prochaine rentrée. Le cortège était conduit par les secrétaires généraux du SNES (FEN) et du SGEN-CFDT, qui se partagent l'ancienneté de la profession.

Un récent rapport de l'inspection générale de l'éducation nationale a critiqué le fonctionnement des CIO, « structure posée à côté du système scolaire » ; il a recommandé que la durée hebdomadaire du travail des conseillers soit portée de vingt-neuf heures quinze à trente-neuf heures, et que leur nombre soit augmenté (le Monde du 1^{er} décembre 1988).

● TCHÉCOSLOVAQUIE : expulsion de quatre Britanniques. — Déclenchée par le retrait de diplomates soviétiques de Grande-Bretagne, la petite guerre des espions se poursuit entre Londres et les pays de l'Est. Le gouvernement tchécoslovaque a ordonné, le vendredi 26 mai, celle de quatre ressortissants britanniques en poste à Prague — trois diplomates et un homme d'affaires, — en rétorsion à l'expulsion de quatre diplomates tchécoslovaques en poste à Londres. — (AFP.)

Le numéro du « Monde » daté 27 mai 1989 a été tiré à 574 694 exemplaires

Le Monde

LUNDI 29 MAI 1989 (DATÉ MARDI 30)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

24 pages d'annonces
des centaines d'offres d'emploi
pour les cadres.

PILE
SÉPARÉE

ATTENTION : ce numéro gratuit est publié avec le Monde Économie en cahier séparé. N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux.

A B C D E F G

L'échec du « plan ours »

« L'Etat a échoué. » Tel est le constat fait mercredi 24 mai à Paris par le Groupe ours, ces bénévoles qui, depuis la fin de 1983, s'efforcent de sauver les derniers plantigrades des Pyrénées — une quinzaine au grand maximum. Roland Guichard, leur porte-parole, n'y va pas par quatre chemins : « L'Etat, dit-il, s'était donné lui-même cinq ans — le fameux « plan ours » (1984-1989) — pour enrayer le déclin [des] ours des Pyrénées et même en augmenter le nombre. Il a raté. Tout reste à faire. »

Le responsable du Groupe ours, Jean-Pierre Raffin, est lui aussi désabusé. Pour lui, rien ne peut sauver l'ours si l'on ne protège pas son territoire. Or l'Etat, par ses préfets et ses services (Office national des forêts, Office de la chasse) pouvait prendre des mesures mais ne l'a pas fait.

Devant cette carence de l'Etat à faire appliquer sur le terrain une politique affichée il y a cinq ans (le Monde du 14 avril 1984), le Groupe ours a demandé à un avocat M^{re} Christian Huglo, de lui fournir des arguments juridiques pour mettre l'Etat devant ses

responsabilités. Il donne aux pouvoirs publics jusqu'à 6 octobre 1989 — premier anniversaire de la visite du président de la République à l'exposition du Musée « D'ours en ours » — pour prendre des décisions concernant les « Cinq Vallées » (Aape, Ossau, Garonne, Arriège et Luchon), où subsistent quelques spécimens du dernier grand fauve de France.

Pour appuyer son ultimatum, le groupe ours a pendu sous le pont de l'Aure trois anneaux en peluche — en grandeur nature — avec cette banderole sur le parapet : « Pardonnez de vous avoir dérangés. » Les touristes en bateau-mouche, interloqués, ont fait des photos sans comprendre. Reste à faire passer le message aux administrations concernées (environnement, agriculture, équipement, tourisme, etc.) et aux Pyrénées eux-mêmes, « sans lesquels l'ours ne peut être sauvé », constatent tristement le service de protection de la nature.

R. C.

هكمان الزمحل